

**L'effort des pays riches  
en faveur des nations  
sous-développées  
a encore baissé en 1976**

Lire page 26 l'article de Michel BOYER

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 F; Maroc, 1,60 F; Tunisie, 1,20 F; Allemagne, 1 D; Belgique, 1 F; Espagne, 1 P; France, 1 F; Italie, 1 L; Japon, 1 ¥; Liban, 1 L; Pays-Bas, 1 G; Portugal, 1 Esc; Royaume-Uni, 1 S; Suède, 1 Kr; Suisse, 1 Fr; U.S.A., 65 cts; Venezuela, 10 s. etc.

S. RUE DES ITALIENS  
75002 PARIS - CEDEX 06  
C.C.P. 4207-23 Paris  
Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

### A fleuret-moucheté entre Israël et les États-Unis

Un duel à fleuret-moucheté s'est engagé depuis peu entre les États-Unis et Israël. L'enjeu en est la reprise des négociations de paix au Proche-Orient. Lundi 27 juin, un communiqué du département d'État rappelait, dans des termes apparemment modérés, qu'un règlement impliquait le retrait d'Israël des territoires occupés, y compris la Cisjordanie.

La réponse du gouvernement de M. Begin, le lundi matin, était empreinte d'une certaine indignation. Le communiqué diffusé à Jérusalem s'étonne que l'on puisse soupçonner Israël d'intransigence. « Tout est négociable », ajoute le texte, en évitant d'avoir recours à des termes que le leader du Likoud réprouve : « retrait », « restitution », « territoires occupés ».

Pour la coalition des partis que dirige M. Begin, « la Judée et la Samarie » (la Cisjordanie) constituent des « régions libérées », puisqu'elles font partie intégrante d'Israël. — La patrie historique du peuple juif — dont le territoire est inaliénable.

Que signifie, dès lors, que « tout est négociable » ? Le communiqué du ministère israélien des Affaires étrangères est suffisamment ambigu pour laisser à M. Begin une large marge de manœuvre. Le texte ajoute aussi : « Les pourparlers devraient s'engager « sans conditions préalables » et « sans que des formules de règlement soient soumises par une des parties ». En d'autres termes, M. Begin devrait renoncer à faire des propositions aux négociateurs, et à primer, par exemple, le retour d'Israël à un tracé proche de ses frontières de 1947. Quant aux Arabes, ils devraient négocier sans idées préconçues, comme celle qui consiste à croire que la Cisjordanie devrait nécessairement leur être restituée.

Bref, le nouveau gouvernement de Jérusalem se réserve le droit d'imaginer d'autres formules de règlement. Si l'on en croit la presse israélienne, le général Dayan a déjà élaboré un projet que M. Begin soumettrait à un président Carter lors de leur rencontre, le 18 juillet prochain, aux termes de ce plan, la Cisjordanie « ne sera pas partagée entre Israël et la Jordanie ». Le territoire resterait sous le contrôle « israélien », tandis que les habitants, qui conserveraient leur nationalité jordanienne, seraient élus d'une administration liée « au peuple ou d'une autre à couronner l'achèvement ».

Cette formule de « compromis » obtiendrait l'adhésion ni de M. Carter, ni des dirigeants arabes. Le secrétaire d'État, M. Albright, a fait savoir, en présence des directeurs de journaux américains, un exposé sur la nécessité de mener satisfaction, du moins partiellement, au peuple palestinien. « Lui aménageant une patrie humaine », alors que le ministre de la Défense, le général Weizman, déclarait lundi des Cisjordanais : « Nous vivons ensemble cent ans, mille n'en font rien... ».

De toute évidence, les mises au point de Washington et les échauffourées diplomatiques de Jérusalem de ces derniers jours n'ont contribué à combler le fossé qui sépare les deux capitales. Le nouveau Carter-Begin du mois prochain s'annonce, c'est le moins que l'on puisse dire, difficile.

Lire nos informations page 3.)

**NOUVEAU STATUT DEVRAIT  
ACCROÎTRE L'EFFICACITÉ DE  
L'AGENCE POUR LES ÉCONOMIES  
D'ÉNERGIE**

(Lire page 26.)

## Deux étapes en Europe méridionale

### ITALIE : Six partis, dont le P.C., rédigent un programme limité de gouvernement

La nomination du cardinal Benelli à Florence  
aurait des incidences  
sur les relations entre l'Église et l'État

Un accord est intervenu, dans la nuit du mardi 28 au mercredi 29 juin, entre les six partis italiens de l'« arc constitutionnel » (démocrate-chrétien, communiste, social-démocrate, républicain et libéral). Certains formations ont exprimé des réserves sur le contenu, d'autres sur les « aspects politiques » de ce programme de gouvernement qui sera soumis cette semaine à leurs organes dirigeants. On prévoit ensuite une rencontre des six secrétaires généraux pour décider si le texte sera soumis au Parlement.

On estime d'autre part, à Rome, que l'installation au siège archiepiscopal de Florence du cardinal Benelli pourrait avoir des conséquences sur les relations entre l'Église catholique d'Italie et l'État. L'ancien substitut de la secrétairerie d'État au Vatican avait marqué ces derniers temps son hostilité à un accord entre communistes et démocrates-chrétiens.

De notre correspondant

Rome. — Un accord ? « Plutôt un non-désaccord », disent les plus pessimistes en quittant, vers minuit, le palais Montecitorio, siège de la chambre des députés, où venait de se réunir les six délégations des partis constitutionnels.

Eprouvés par six heures de discussions portant aussi bien sur des points de détail que sur des questions de fond, les trente-cinq députés ont publié un communiqué commun dans l'après-midi. Les délégués de la démocratie chrétienne, des partis social-démocrate, socialiste, communiste et républicain, déclarent de proposer aux organes dirigeants de leur parti l'approbation (...) du document, compte tenu des réserves exprimées par les différents partis sur certaines parties du programme et sur les aspects politiques.

Faisant cavalier seul, la délégation libérale se soumettra à son parti l'ensemble des résultats de la négociation. On en a néanmoins conclu qu'après quatre semaines de débats agités et souvent confus, il était temps de signer un accord.

ROBERT SOLE

(Lire la suite page 2.)

### Quinze conférences épiscopales demandent la construction de l'Europe « au-delà des blocs »

Mgr Schepers a diffusé mercredi 29 juin, au nom de quinze conférences épiscopales, un document intitulé : « Au service de l'Europe ». Les évêques demandent que l'Europe se construise « au-delà des blocs », dans le respect de l'identité historique des nations. Ils rappellent que « nombreux sont les peuples » qui « placent sous la contrainte et l'oppression », lançant un appel à l'aide au développement et affirmant que « la disparition d'un enracinement religieux » entraîne « l'angoisse et même le désespoir ».

(Lire page 2 le texte intégral du document.)

## APRÈS L'INDÉPENDANCE DE DJIBOUTI

### La fin du « colonialisme français » ?

par J.-C. GUILLEBAUD

« La colonisation, c'est fini. » Dans son message à l'Afrique, dimanche soir, M. Giscard d'Estaing célébrait, avec l'indépendance de Djibouti, la fin d'une époque française. Purgée de ses dernières nostalgies, la France pouvait inviter l'Afrique — et le tiers-monde — à un nouveau dialogue. Un dialogue que n'assombrira plus — espère-t-on — le rituel des régularisations afro-asiatiques contre le « colonialisme français ». Page tournée. Possibles... Enfin !

Est-ce bien sûr ? En vérité, on peut trouver, dans le ton des récentes déclarations officielles, une sorte de précipitation subreptice. M. de Giscard, ministre

des Affaires étrangères et ancien représentant de la France à l'ONU, est mieux placé que quiconque pour savoir que, en réalité, la communauté internationale n'a pas tout à fait donné « quittance » à la France pour son testament colonial. Restent quelques codicilles, qui, tôt ou tard, résorberont à la majorité d'aujourd'hui ou à celle de demain des tracas à peine moins embarrassants que ceux que lui causait jadis le territoire français des Aïtas et des Lissas.

Pent-on, sans parti pris, ranger sous l'étiquette du « colonialisme » ordinaire les cinq départements,

les cinq territoires et un condominium, avec leurs deux millions d'habitants, constituant le dernier domaine français d'outre-mer (1) ?

(Lire la suite page 4.)

(1) Cinq départements : Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion, Saint-Pierre-et-Miquelon. Cinq territoires : Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis et Futuna, Mayotte, terres australes. Un condominium : les Nouvelles-Ébrides.

## AU JOUR LE JOUR

### Questions accessoires

Si l'on en croit M. Chirac, actuellement « la majorité est une sur l'essentiel ». Cependant, dans le même temps, M. Solon estime qu'il faut consacrer cette union sur l'essentiel par une réunion au sommet, ladite majorité doit d'abord régler toute une série de questions accessoires.

Parmi ces questions, on relève notamment le rôle que doit jouer le premier ministre et la place institutionnelle que doit tenir le président de la République. Il est vrai que, tout accessoires qu'elles soient, ces questions n'en demeurent pas moins importantes dans la mesure où notre actuelle Constitution ne précise pas si le rôle du premier ministre et la place du chef de l'État sont limités par le rôle et la place du président du R.P.R.

BERNARD CHAPIUS.

CHARLES VANHECKE.

## NEW-YORK A PARIS

### Portraits américains

« Le Monde des arts et des spectacles » consacre une partie de son supplément à l'Amérique, cette Amérique qu'une exposition au Centre Georges-Pompidou sur les échanges artistiques entre Paris et New-York (« le Monde » du 9 et du 16 juin) a précipitée sur le devant de la scène culturelle parisienne. Coïncidence ou non, un peu partout des expositions, des rencontres et débats ont été organisés, entraînant la venue de créateurs américains à Paris.

On trouvera donc dans ces pages : un entretien avec le peintre Robert Motherwell, un des grands de la génération des expressionnistes abstraits, dont l'œuvre est largement montrée à Paris

### Les députés accordent de nouvelles garanties aux écoles privées

L'Assemblée nationale a adopté mercredi matin 29 juin, par 253 voix contre 184, un ensemble de mesures d'aide à l'enseignement privé. Le gouvernement, qui avait repris à son compte une bonne partie des propositions faites par M. Guy Guérneur, député R.P.R. de l'Indre, a toutefois refusé que l'État verse dans l'ensemble le financement public des constructions de nouvelles écoles privées (lire page 7.)

### Faute de combattants

Après le vote de la loi Debré, en 1959, et la pérennisation des contrats simples, en 1971, l'adoption d'une grande partie des propositions de M. Guérneur est, pour les partisans de l'enseignement privé, la troisième étape d'importance dans la satisfaction de revendications qu'ils formulaient depuis des années. Leur contentement se traduit pourtant d'une certaine amertume. Beaucoup — et au premier chef M. Guérneur et ses amis de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement — pensaient qu'il fallait mettre à profit l'embarras actuel de la gauche sur la question de l'enseignement privé pour donner à celui-ci, sans fausse honte, les moyens de se développer dans les villes.

Le gouvernement, reprenant à son compte les propositions de M. Guérneur, sur celle qui ouvrirait la possibilité d'un financement public des constructions d'écoles privées, en a décidé autrement. Pour des raisons à la fois politiques et budgétaires : il n'est pas opportun, estime-t-on à l'Élysée et à Matignon, de provoquer de front les enseignants du public déjà suffisamment opposés aux nationalistes au sujet de l'application de la réforme Haby ; il n'est pas urgent, non plus, de s'engager dans la voie de dépenses supplémentaires.

Le financement public des constructions privées n'est donc pas encore pour cette fois. Mais le reste des garanties de survie accordées à l'enseignement privé est loin d'être négligeable : l'État accordera des prêts à taux réduit (un décret le précisera) pour la construction des mille ateliers de technologie nécessaires à l'application de la loi Haby dans les collèges privés ; le système du forfait d'externat sera amélioré ; l'État participera au financement de la formation des maîtres du privé ; l'initiative du choix des maîtres nommés dans les écoles relèvera désormais des chefs d'établissement ; les enseignants devront respecter le « caractère propre » des établissements ; les bénéficiaires — à terme — des mêmes droits sociaux que leurs collègues du public, notamment pour ce qui concerne l'âge de la retraite.

BRUNO FRAPPAT.

(Lire la suite page 7.)

**LES NATIONALISATIONS  
AUJOURD'HUI ET DEMAIN**  
II. — Un moyen  
de restructurer l'industrie  
par PHILIPPE LABARDE  
(Lire page 26.)







## EUROPE

### Portugal

**LE GÉNÉRAL DE ARRIAGA  
CRÉE UN MOUVEMENT  
D'EXTREME DROITE**

Lisbonne (A.F.P.). — Le général Kaula De Arriaga, ancien commandant en chef des troupes portugaises au Mozambique, a créé officiellement, le mardi 29 juin, à Lisbonne, le Mouvement indépendant pour la reconstruction nationale (MIRN) qui se veut un « front extrémiste ». Le général a estimé que cette création était rendue indispensable par la « marxisation progressive » du pays, qui vit, selon lui, « sous le poids des communistes » et « n'a jamais été si pauvre ». Il espère que le MIRN sera le « catalyseur des forces démocratiques » qui vont, d'après lui, l'entraîner à l'extrême droite, c'est-à-dire à l'extrême droite, et même aux « socialistes non marxistes ». Son objectif est de mener la chute du gouvernement Soares et la dissolution de l'Assemblée de la République. Le général estime qu'une nouvelle Assemblée constituante devrait élaborer une charte fondamentale en remplacement de l'actuelle, qu'il qualifie de « phyllophagique ». Le président Ramalho Eanes est, en revanche, encore considéré par le MIRN comme « une espérance ».

Le leader du MIRN a, d'autre part, affirmé que la naissance de la Convergence démocratique, créée par le Parti social démocrate (P.S.D., ex-P.P.D.) et le Centre démocratique et social (C.D.S.), était « un pas dans la bonne direction, mais encore insuffisant ». Le général Kaula De Arriaga espère que son mouvement recevra l'adhésion d'une partie de la clientèle de ces deux formations.

### Espagne

**ATTENTATS  
CONTRE  
DES VOITURES FRANÇAISES  
SUR LA « COSTA BRAVA »**

« Guerrilla Roja » (Guerrilla rouge), une organisation espagnole d'extrême gauche, a revendiqué, mardi 29 juin, une vingtaine d'attentats, commis pendant la nuit, contre des voitures françaises le long de la « Costa Brava », au nord de Barcelone. « Guerrilla Roja » a affirmé que les attentats contre les véhicules et les biens de vacanciers français continueraient, en Espagne, si M. Miguel Angel Apalategui, militant basque soupçonné d'activités terroristes, actuellement détenu par la police française, était remis aux autorités espagnoles. — (A.F.P.)

● **ERRATUM.** — Des erreurs matérielles ont déformé certains passages de l'article consacré à la réunion du comité central du parti communiste espagnol (le Monde du 28 juin). Au sixième alinéa, il fallait lire « Pour l'Espagne comme pour d'autres pays capitalistes » (et non « d'autres partis capitalistes »). Plus loin, il était écrit que le parti communiste avait fait campagne pendant « quatre jours » ; il s'agissait, évidemment, de « quarante jours ».

### A travers le monde

#### Brésil

● **LE DIVORCE A ÉTÉ OFFICIELLEMENT LÉGALISÉ** le mardi 29 juin au Brésil par la promulgation d'un amendement constitutionnel. La mesure avait été approuvée par le Congrès le 23 juin dernier, à l'issue de longues et vives discussions de l'Eglise catholique pour s'y opposer. Le Brésil est, de par sa population (cent dix millions d'habitants), le plus grand pays catholique du monde. — (A.F.P.)

#### Laos

● **LE MINISTRE LAOTIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES** a confirmé, mardi 29 juin, l'arrestation de deux ressortissants français, Mlle F. Chauve et M. G. Bilelet, ainsi que de trois Britanniques et un journaliste australien, M. J. Everingham. (Le Monde du 28 juin). La Police les aurait accusés d'usage de stupéfiants. Les trois Britanniques seraient relâchés incessamment, indique-t-on à Londres.

#### Ouganda

● **LE HAUT COMMISSARIAT CANADIEN** à Nairobi a sollicité, mardi 29 juin, des autorités ougandaises des éclaircissements sur le sort de l'envoyé spécial du Toronto Star, M. Gerald Usher, dont on n'a plus nouvelles depuis son arrivée la semaine dernière à l'aéroport d'Entebbe, où il était présenté sans visa. — (Reuters)

### Turquie

EN PRÉSENTANT LE PROGRAMME DE SON GOUVERNEMENT

**M. Ecevit a cherché  
à rassurer les milieux d'affaires**

De notre correspondant

Ankara. — M. Ecevit a présenté mardi 28 juin au Parlement son programme de gouvernement, « Nous voudrions être le gouvernement de la nation entière et non celui d'un parti », a-t-il dit. La moitié des sièges de l'Assemblée étaient occupés : en signe de désapprobation pour la manière, à leurs yeux antidémocratique, dont le gouvernement minoritaire du parti républicain a été formé, les élus du Parti de la justice et ceux du Parti du Mouvement nationaliste avaient quitté la salle au moment où M. Ecevit montrait à la tribune. Les représentants de la troisième formation de la droite, le Parti du salut national, eux, n'avaient pas daigné se déplacer.

Les débats sur le programme gouvernemental s'ouvriront vendredi. Le vote d'investiture interviendra dans les vingt-quatre heures suivant la clôture du débat, soit probablement dimanche. L'issue demeure incertaine. M. Demirel, chef du Parti de la justice, très sûr de lui, a affirmé que M. Ecevit et ses amis « s'en vont comme ils sont venus ».

M. Ecevit a surtout promis de restaurer l'ordre et la tranquillité dans la rue et dans les campus. Il a indiqué que son gouvernement fera tout pour préserver la paix, l'unité nationale et réaliser la justice sociale. Le programme ne contient aucune promesse de nature à inquiéter les milieux d'affaires : ni l'abolition des articles 141 et 143 du code pénal turc, qui interdisent notamment la constitution d'un parti communiste, ni celle du lock-out pour tout pays par M. Ecevit lors de la campagne électorale n'y figurent pas.

En politique étrangère, c'est la continuité : création demandée d'un Etat fédéral indépendant et non aligné, mais bilatéral, à Chypre, poursuite des pourparlers avec Athènes sur la délimitation équitable du plateau continental et l'espace aérien de la mer Egée entre la Turquie et la Grèce. Maintien de la présence à l'OTAN et au CENTO (traité de défense liant la Turquie, l'Iran, le Pakistan, le Royaume-Uni et les Etats-Unis), mais en tenant

compte des impératifs de la défense nationale. Qui aussi à la Communauté économique européenne, moyennant quelques rectifications dans le protocole signé avec les Neuf, pour prolonger des industries nationales.

Sur le plan intérieur, le chef du gouvernement fait une série de promesses sociales : un système fiscal juste ; des assurances sociales pour tous, y compris l'assurance chômage et l'assurance santé ; l'octroi de droits syndicaux aux fonctionnaires d'Etat ; le développement social et économique des départements de l'Anatolie orientale. Une satisfaction est donnée à la droite : la religion sera respectée (mais on ne permettra pas qu'elle soit exploitée à des fins politiques) ; les institutions de théologie seront élevées au rang des académies.

La création d'un office du commerce extérieur est prévue en vue de développer harmonieusement les relations économiques avec l'étranger, non seulement avec les pays occidentaux partenaires traditionnels, mais aussi avec l'ensemble du tiers-monde, en particulier avec les nations du Proche-Orient. Les industries lourdes, celles des biens d'équipement surtout, et aussi celles des biens intermédiaires, seront encouragées. Le programme gouvernemental favorise également le capital étranger, pourvu qu'il ne nuise pas aux intérêts nationaux. Enfin, pour ce qui est du système bancaire, on se contente d'indiquer que les banques privées seront mieux contrôlées par l'Etat.

ARTUN UNSAL

### Chypre

● **UNE NOUVELLE ORGANISATION** chypriote d'extrême droite a annoncé sa constitution sous le nom d'EOKA-C. Elle se déclare prête à renverser Mgr Makarios qui, dit-elle, « entrave la Chypre dans le camp communiste », et à chasser les Turcs de l'île. — (A.F.P.)

## PROCHE-ORIENT

### LE CONFLIT ISRAËLO-ARABE

Réagissant au communiqué du département d'Etat

**< Tout est négociable, à condition qu'il s'agisse  
de pourparlers sans préalable >**

déclare le ministre israélien des affaires étrangères

Le gouvernement israélien a réagi énergiquement à la déclaration du département d'Etat (le Monde du 29 juin) indiquant qu'un règlement de paix au Proche-Orient impliquerait un retrait de Golan.

Supposer qu'Israël n'est pas prêt à négocier l'avenir de tels ou tels territoires occupés est injustifié, déclare en substance un communiqué diffusé par le ministre israélien des affaires étrangères.

Le texte précise : « Tout est négociable, à condition qu'il s'agisse de pourparlers engagés sans conditions préalables, ou les interlocuteurs seront totalement libres de s'exprimer et sans que des formules de règlement soient imposées par une tierce partie. »

(...) En ce qui concerne les conceptions sur la nature de l'accord de paix auquel les parties doivent éventuellement aboutir, elles feront l'objet des conversations que le premier ministre Menachem Begin aura avec le président des Etats-Unis, Jimmy Carter, au cours de sa prochaine visite à Washington. »

Le communiqué rappelle que « dans la plate-forme du parti démocrate, il avait été indiqué que les négociations entre les parties, dans le conflit du Proche-Orient, devraient se poursuivre sans pressions ». Ce passage laisse clairement entendre que, de l'avis du ministre des affaires étrangères, les prises de position au sujet du conflit, qui se multiplient de la part de l'administration Carter, vont au-delà de la mission de « bons offices » que Washington s'était en premier lieu assignée.

M. Begin, pour sa part, a affirmé, le mardi 28 juin — dans une allocution prononcée devant les membres du conseil exécutif de l'Agence juive — que, depuis que son parti assume les respon-

sabilités du pouvoir, l'expression « non négociable » n'a jamais été utilisée. Le président du conseil israélien a indiqué qu'il serait prêt à se rendre à la conférence de Genève vers le mois d'octobre, tout de suite après les fêtes du Nouvel An hébraïque et du Yom Kippour.

M. Begin a indiqué, d'autre part, qu'il se rendra à Washington « plein d'espoir, et avec la conviction qu'il arrivera à trouver un terrain d'entente avec le président Carter en une d'une recherche commune de la paix ».

Enfin, le premier ministre a démenti, avec la plus grande énergie les informations d'après lesquelles « il ne serait pas le bienvenu à Washington » et s'est vu reprocher, selon les journaux, non seulement de ne pas être indésirable, mais, tout au contraire, de s'être attendu avec le plus grand plaisir, a-t-il dit.

### L'O.L.P. critique l'attitude de Washington

A Washington, le secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires du Proche-Orient, M. Roy Atherton, a déclaré mardi que la prise de position du département d'Etat de la veille ne devait pas être considérée comme une menace à l'égard de Jérusalem et qu'elle ne visait pas à créer un fossé entre les Etats-Unis et Israël.

Complétant en quelque sorte la déclaration du département d'Etat, M. Atherton a longuement insisté sur l'urgence de l'adoption en 1977 par le Conseil de sécurité de la résolution 242. Il a soutenu que les Palestiniens devraient bénéficier de « conditions équitables » dans le cadre d'un règlement global.

« Il n'y aura pas de règlement viable, a-t-il ajouté, si les Palestiniens n'ont pas le sentiment qu'il satisfait non pas toutes leurs aspirations — les aspirations de personne ne seront entièrement satisfaites, — mais leur

accordé au moins des conditions équitables ».

Cependant, les organes de presse de l'O.L.P. ont dénoncé dans des termes rigoureux les dernières prises de position américaines.

Comparant les dernières déclarations américaines à une démarche analogue du gouvernement des Etats-Unis en 1975, la Voix de la Palestine a affirmé que « le ballon d'essai de Carter, et avant lui celui de Ford, prétendant à l'époque la réconciliation de la politique américaine dans la région, n'est qu'une façon de détourner l'attention sur le rôle véritable des Etats-Unis, qui apparaît clairement à travers l'accroissement de l'aide militaire américaine à Israël ».

« Alors que les dirigeants américains poursuivent la radio, plaident pour une politique d'équilibre au Proche-Orient, le président Carter donne son accord pour de nouvelles tentatives d'armes sophistiquées à Israël, affirmant ainsi l'occupation, l'expansion et l'agression ».

« Les Arabes, a conclu la radio palestinienne, ne devraient pas s'accrocher à ces ballons d'essai américains. Ils ne doivent pas longtemps, éclatent et tombent par l'action de la chaleur des relations américano-israéliennes ».

● **RECTIFICATIF.** — Par suite d'une erreur dont nous nous excusons, un passage du communiqué du département d'Etat sur le Proche-Orient publié dans le Monde du 29 juin a été modifié. Il fallait lire : « Nous estimons que cette résolution tend au retrait sur tous les trois fronts du Proche-Orient » et non pas « tend au retrait total sur les trois fronts ».

## DIPLOMATIE

**L'AGENCE TASS DÉNONCE  
« L'HYSTÉRIE  
ANTI-SOVIÉTIQUE » QUI VISE  
A « DISSIMULER »  
LES EFFORTS MILITAIRES  
AMÉRICAINS**

Moscou (A.F.P.). — Le « prétexte » de la défense des droits de l'homme en U.R.S.S. permet à Washington de « conditionner » l'opinion américaine pour lui faire accepter la production de bombardiers B-1 et de bombes à neutrons, au mépris de la position soviétique sur les SALT.

assure l'agence Tass dans une dépêche diffusée mardi 29 juin. Cette nouvelle attaque, visant les moyens d'information américains, le Pentagone, le groupe de pression militaire-industriel et le général Haig, commandant des forces de l'OTAN, a été lancée par l'observateur politique de la radio-diffusion, M. Valentin Zorine, dans un article écrit pour l'agence.

Selon M. Zorine, qui accuse le général Haig d'avoir été mêlé au scandale du Watergate, le commandant des forces de l'OTAN, « mal placé pour parler des droits de l'homme », a mis dans l'embarras les responsables de Washington en soulignant, dans un récent discours, le lien entre les problèmes des droits de l'homme et des armements stratégiques. Selon M. Zorine, le général Haig a contredit ainsi le thème favori de la presse américaine, selon lequel l'O.R.S.S. méconnaît des positions américaines sur les droits de l'homme, dressant « prétextuellement » des obstacles à un règlement sur les SALT.

Cependant, écrit M. Zorine, « une ambiance de compréhension mutuelle est indispensable pour régler en actes, et non en paroles, le problème de la limitation de la course aux armements ». Les divergences idéologiques et les discussions politiques sont une chose, ajoute-t-il ; c'en est une autre de voir certains milieux se tourner vers les brèves pratiques de la « guerre froide » sous le couvert d'échanges de vues sur l'admissibilité de critiques réciproques.

« Ce n'est pas la discussion sur les droits de l'homme elle-même mais l'utilisation de cette discussion aux fins d'une campagne hostile qui crée une situation défavorable au règlement des problèmes importants pour les intérêts des peuples de l'O.R.S.S. et des Etats-Unis (...) et qui est inacceptable aux yeux de tous ceux qui croient à la paix et la sécurité des peuples ».

« On a l'impression, conclut M. Zorine, que l'un des objectifs de l'hystérie anti-soviétique est de dissimuler l'accroissement des efforts militaires qui est actuellement le fait des Etats-Unis ».

# MICHEL DROIT

## Les feux du crépuscule

JOURNAL 1968/69/70

En mai 68, à l'Elysée, de Gaulle m'entretient à bâtons  
rompus des « événements », de Mendès, de Mitterrand et  
des communistes ■ ■ ■ En avril 69 il m'avoue sa résignation  
à la veille du référendum, me parle de Pétain et de Nixon ■ ■ ■  
Avant sa mort, à Colombey, il médite tout haut sur  
l'« après-gaullisme », le déclin de la politique étrangère  
française et me raconte sa visite à Franco ■ ■ ■ Dès janvier 68  
Giscard me parle de la prochaine élection présidentielle.  
En juin 68, Pompidou me révèle ses problèmes de santé ■ ■ ■  
J'ai connu Mauriac gourmand ■ ■ ■ Montherlant « copain »  
Malraux blagueur ■ ■ ■ Ionesco personnage de Ionesco ■ ■ ■

PLON



# AFRIQUE

## La fin du « colonialisme français » ?

(Suite de la première page.)

Mais pour certains d'entre eux au moins, l'ancienneté de la présence de la France et le mélange des populations appellent des analyses plus fines. Il n'empêche. Aucun des problèmes que posent — surtout dans les TOM — les rapports avec la métropole n'est, aujourd'hui, traité « au fond ». Les querelles sur le « colonialisme français » ont, par conséquent, un certain avenir, et les différentes instances internationales risquent de s'y abandonner.

Une raison de conjoncture les y pousse : les reliquats d'empire que la France a gardés au-delà des mers ne sont pas des « res nullius » voués à l'indifférence. Les grandes complicités qui s'amorcent depuis le contrôle des océans précipitent ces « poussées » dans des batailles qui, n'en doutons pas, seront rudes. Avec ou sans arrière-pensées, les intentions de la France y seront donc rigoureusement examinées.

C'est d'abord le cas de Mayotte, détaché en 1976 du nouvel Etat comorien dans des conditions qui ne furent pas démocratiques. Au milieu de l'océan Indien, nouveau terrain de manœuvre des grandes puissances, à l'entrée de ce canal du Mozambique par où transitent 90 % du pétrole arabo-persique destiné à l'Europe, la minuscule Mayotte est une bombe à retardement. La France, qui songeait un moment à en prendre définitivement possession par le biais de la « départementalisation », a reculé devant les protestations arabes et africaines. Le statut « particulier » élaboré l'an dernier apporte une solution provisoire, une position d'« attente », dont l'issue dépendra tout autant de la volonté métropolitaine, de celle des populations et de l'environnement régional. D'ores et déjà, certains pays arabo-africains, qui suspectent la marine française de larguer vers la rade de Djibouti, dénoncent une politique qu'ils jugent « hypocrite ». Qualifiée d'« ingérence », le 15 décembre, par l'O.U.A., critiquée à nouveau par cette organisation, le 27 juin, à Libreville, la politique

de « balkanisation » menée par la France à Mayotte a été aussi condamnée à l'ONU, à la conférence islamique d'Istanbul en mai dernier, et même au « sommet » des non-alignés, à Colombo, en août 1976.

M. Jacques Foccart lui-même — orfèvre en la matière — estime que « Mayotte fait partie de l'histoire des Comores ». Pour exister, que soient les comportements antiracistes à ce sujet, ils appellent donc une réponse politique. Est-elle prête ?

### L'enjeu du Pacifique

Les choses ne sont pas beaucoup plus claires dans le Pacifique, où certains voient se dessiner un futur champ de bataille entre des puissances avides de matières premières et de protéines. Pittresque, oublié et anachronique, le condominium franco-britannique des Nouvelles Hébrides s'achemine vers une indépendance dont le « processus » devrait être conjointement défini en juillet. Déjà difficile quand on est seul, la décolonisation est encore moins simple à deux. En fait, une singulière compétition, par élitisme local, interposée, oppose toujours Londres et Paris à propos de cette difficile émancipation.

Les Britanniques et leurs pasteurs anglicans mieux implantés dans la population espèrent peu ou prou recueillir les bénéfices d'une « indépendance anglophone » qui permettrait d'éliminer la France, représentée surtout par quelques planteurs et par une antique société coloniale. Cette répartition des rôles n'est pas la moins glorieuse : celui des « intérêts » — à la France dans une région sous influence américano-australienne où le drapeau tricolore est de moins en moins supporté. Mais Port-Vila étant aussi une petite capitale des trafics, des commerces douteux et des manœuvres néo-coloniales, on peut craindre que des tentatives louches — de sécession d'une île par exemple, que Paris serait tenté de couvrir de son pavillon. La France, jusqu'à présent, a moins conduit une politique aux Nou-

velles-Hébrides qu'elle n'a cédé pied à pied.

En Nouvelle-Calédonie, la situation économique et politique est franchement mauvaise. Sans doute est-ce pure routine dans cette grande et âpre terre océane, portée aux querelles politiques. Pourtant, la récente promulgation d'un nouveau régime électoral censé « incarner une majorité forte et stable » est apparue comme l'indice d'une volonté « maintes fois » qui ne va pas sans risque. Après avoir, là aussi, rêvé en vain d'une « départementalisation » qui eût verrouillé l'avenir, la France s'efforce de contenir les revendications canaques et indépendantistes en favorisant les partis « blancs loyaux ». Ce faisant, elle exacerbe, aux yeux des Mélanésiens, la coupure déjà l'existence des cent trente-trois mil habitants en deux communautés « rivales », cette coupure porte en germe un danger de type rhodésien. Que la France souhaite préserver ses intérêts à Nouméa est à la fois concevable et légitime. Mais peut-on imaginer, dans le contexte du Pacifique sud, où se multiplient les échanges, les brassages culturels et les querelles d'identité, une politique qui s'appuierait, demain, sur cinquante mille Blancs pour tenir les Noirs en respect ? A plus forte raison lorsque les voisins néo-hébridiens seront, eux, émancipés.

En Polynésie, la métropole paraît, pour l'instant avoir mieux manœuvré. Les partis autonomistes, qui agitaient périodiquement la menace de l'indépendance, ont obtenu un nouveau statut relativement libéral, capable de satisfaire au moins les ambitions politiques locales. Pour le reste, l'avenir demeure imprévisible et l'on peut craindre que les richesses nouvelles recensées dans ces atolls polynésiens, la règle des 200 milles marins qui ouvre au territoire le contrôle d'une superficie d'océan vaste comme l'Europe, ne foudroient demain les velléités d'indépendance. « On nous dit potentiellement riches, mais nous ne pouvons pas en profiter nous-mêmes », murmurent déjà certains élus locaux.

A supposer qu'elle en accepte

le principe — ce qui n'est pas sûr, — la France abandonnerait difficilement la Polynésie, qui lui fournit d'abord, et surtout, un site pour ses tirs nucléaires. A cet égard, on peut se demander si la gauche (et notamment le P.C.), qui s'est officiellement rallié à la force de frappe — à bien tiré les conséquences « polynésiennes » de son choix « militaire ».

Reste enfin les cinq départements d'outre-mer qui, officiellement, ne sont plus « colonies » depuis trente-six ans et n'ont pas cessé de l'être. Mais la situation de sous-développement

Plus personne ne songe à nier que la politique « départementaliste » conduite là-bas depuis 1946, et qui devait, précisément, mettre fin au « colonialisme », débouche sur un fiasco. Non seulement la métropole n'est pas parvenue à freiner la ruine des économies locales, mal camouflée par une politique « d'assistance sociale », mais, plus grave, elle n'a pas fait grand chose pour limiter l'insécurité désastreuse des minorités affaiblies qui, de Fort-de-France à Cayenne, ont recouru à leur bénéfice — et par le biais de l'import-export — les mécanismes du vieux « pacte colonial ». Les DOM demeurent donc avant tout des « relais financiers » servant à transformer en bénéfices privés — renvoyés en métropole — les crédits publics provenant de l'effort de solidarité nationale.

L'intérêt de la métropole et de l'opinion à leur endroit fluctue au rythme des protestations autonomistes qui, périodiquement, resurgissent et refluent. Le destin politique de ces départements embarrassés déjà la gauche qui, légitimement, ne veut ni brader ni « maintenir » à tout prix. Ce n'est pas sur ce point que le programme commun sera le plus facile à actualiser.

La leçon qu'on peut tirer du mouvement de l'affaire de Djibouti s'applique donc aussi à leur sujet : la vraie décolonisation ne s'achève qu'avec la fin des arrière-pensées.

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

## Guinée

### QUAND LES DIRIGEANTS DE CONAKRY COMPARENT M. MITTERRAND A HITLER...

L'ambassade de Guinée en France diffuse un document reproduisant le texte intégral d'un discours prononcé par le président Sekou Touré, le 10 juin dernier, au Palais du peuple, devant le comité central du parti unique, un communiqué du comité central du parti publié le 12 juin et un éditorial de « la Voix de la révolution », radiodiffusion guinéenne.

Selon cet éditorial, « la direction nationale du parti socialiste français a recours aux méthodes les plus fascistes. (...) Fidèles émules de Hitler, les membres de la direction nationale du P.S. français procèdent comme Hitler. (...) Mais, et heureusement, certains Etats africains ont vu la lumière. (...) Le système révolutionnaire des systèmes politiques qui les régissent, ont victorieusement résisté à l'action dissolvante de la direction nationale du P.S. français, tout au service d'une certaine bourgeoisie française et de l'Etat d'Israël ».

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Dans son discours, le chef de l'Etat guinéen, qui, jouant sur les initiales, qualifie le P.S. de « parti de la souillure », et traite le premier secrétaire du parti socialiste d'« agent du mensonge », s'indigne de la publication, dans les colonnes du *Matin* et dans celles du *Monde* (daté 7 juin), d'un article d'un rapport de M. Jacques Soumah, membre du parti socialiste, dénonçant la répression en Guinée, et en tient pour responsables les dirigeants du P.S.

Le président de la République guinéenne déclare à ce sujet : « En matière de démocratie, tous ces vieux renards du parti socialiste français viendront apprendre auprès du peuple et du mouvement guinéens. Ils parlent de démocratie ! Ils ne l'appliquent pas ! »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

Le communiqué du parti unique déclare : « Nous dénonçons avec vigueur le parti socialiste français pour être fait l'allié servile du néo-colonialisme en Afrique, et l'agent du renouveau du peuple de Guinée et de la révolution qu'il mène. (...) »

## DU SAHARA OCCIDENTAL A LA « CORNE » ORIENTALE

### La Libye mène une politique africaine particulièrement active

Le général Félix Malhoum, chef de l'Etat du Tchad, a lancé mardi 28 juin un appel à la nation tchadienne face au « danger » que constitue l'occupation « par la Libye d'une partie du territoire tchadien, notamment la ville d'Aozou ».

Dans l'article ci-dessous, notre envoyé spécial à Tripoli traite de la politique africaine de la Libye et rapporte les propos du docteur Triki, ministre libyen des affaires étrangères, sur diverses questions intéressant les relations entre son pays et les Etats d'Afrique noire, dont le Tchad.

Tripoli — Depuis plusieurs mois la Libye paraît intensifier ses efforts diplomatiques en direction de l'Afrique noire. Les motifs qui inspirent cette politique « sous-estimée » sont à la fois politiques, militaires et religieux. Souffrant d'une psychose d'encerclement, entretenant de mauvaises relations avec la Tunisie, le Soudan et l'Egypte, les Libyens veulent briser le « cordon sanitaire » qui, estiment-ils, entoure leur pays. Ils recherchent également des appuis diplomatiques pour faire triompher leurs thèses sur l'instauration d'un nouvel ordre international, la suppression du droit de veto des grandes puissances à l'ONU, la libération des minorités opprimées ou la récupération du patrimoine artistique et culturel des pays du tiers-monde.

Le président Kadhafi, qui n'a jamais dissimulé son intention de propager la révolution culturelle libyenne, se pose enfin en promoteur de l'islam, promoteur de l'unité du monde musulman. Pour faire triompher ce point de vue, il dispose d'immenses ressources financières. Grâce aux 100 millions de tonnes de pétrole que la Libye produit chaque année, le revenu national par tête dépasse 3 000 dollars, ce qui permet aux dirigeants libyens de dégager par les besoins de leur politique étrangère, une somme annuelle de plus de 3 milliards de dollars. Tout porte à croire qu'une part importante de cet argent est affectée à la politique africaine.

### De notre envoyé spécial

« Dès le début de la révolution, déclare le docteur Triki, ministre libyen des affaires étrangères, nous avons donné la priorité à nos relations avec l'Afrique. Sous la monarchie, nous n'entretenions que sept ambassades sur le continent ; aujourd'hui, nous en avons ouvert plus d'une trentaine... nous avons reçu à Tripoli dix-huit chefs d'Etat africains et plus de cent-dix délégations africaines... »

Selon notre interlocuteur, la Libye donne sa préférence à trois formes de coopération : celle des crédits, mais, indique-t-il, « les remboursements sont parfois difficiles » ; la création de sociétés mixtes afro-libyennes (« comme les Africains disposent de matières premières, et comme les Libyens ont de larges facilités de trésorerie, nous avons créé une trentaine de sociétés de ce type et huit banques mixtes, notamment en Mauritanie, au Togo et en Ouganda ») ; développement des relations culturelles, en offrant des bourses d'études à plus de huit cents Africains aux universités de Benghazi et de Tripoli.

Interrogé sur la politique saharienne de la Libye, et notamment sur les récentes extensions territoriales prêtées au gouvernement de Tripoli en Algérie, au Niger et au Tchad, le docteur Triki répond : « Ces pays ont hérité du colonialisme français, comme nous avons hérité nous-mêmes du colonialisme italien, algérien, tchadien et nigérien. Ils ont leurs cartes géographiques avec le tracé de leurs propres frontières coloniales, et nous avons le devoir de leur faire reconnaître ces frontières. Mais s'agit-il d'un problème mineur pour lequel la discussion reste ouverte. Notre pays est suffisamment étendu, et nous avons une tâche suffisamment vaste pour le mettre en valeur... Nous coopérons d'ailleurs avec nos voisins du Tchad et du Mali que nous avons aidés à combattre les conséquences de la sécheresse... »

Bien qu'ils aient à Tripoli un bureau permanent du Front Polisario, les Libyens n'ont pas reconnu la République sahraïenne. Le ministre des affaires étrangères s'en explique : « C'est la Libye qui est à l'origine de la création du Front Polisario, dont l'objectif était de combattre le colonialisme espagnol. Certains pays qui, aujourd'hui, se réclament du Front étaient opposés à sa création. Nous ne sommes pour aucune solution imposée aux Sahraouis, nous estimons que ceux-ci doivent se prononcer en toute liberté sur leur avenir... »

Notre interlocuteur est plus discret sur les rapports entre Tripoli et Kampala, indiquant simplement : « La Libye entretient des rapports avec tous les Etats afri-

cains... D'ailleurs, le maréchal Idi Amin Dada a adopté une position particulièrement claire sur le problème du Proche-Orient... »

L'évolution de la situation dans la « corne orientale » de l'Afrique préoccupe beaucoup Tripoli. Selon le Dr Triki, « il faut absolument éliminer les grandes puissances de cette région. Le général Némery, chef de l'Etat libyen, a déclaré que les difficultés internes du Soudan, aide tous ceux qui veulent arrêter le cours de la révolution éthiopienne ». En ce qui concerne l'Egypte, le gouvernement libyen estime que « la position réactionnaire de Némery complique tout. Il faudrait amener les Erythréens à ouvrir des discussions avec les dirigeants d'Addis-Abeba ».

Interrogé sur la présence cubaine en Afrique, le ministre libyen répond : « La peur d'un régime péruvien, c'est la peur de l'Occident de voir l'Afrique échapper à son emprise. Agent de l'impérialisme occidental, l'Egypte a encouragé les difficultés internes du Soudan, aide tous ceux qui veulent arrêter le cours de la révolution éthiopienne ». En ce qui concerne l'Egypte, le gouvernement libyen estime que « la position réactionnaire de Némery complique tout. Il faudrait amener les Erythréens à ouvrir des discussions avec les dirigeants d'Addis-Abeba ».

Interrogé sur la présence cubaine en Afrique, le ministre libyen répond : « La peur d'un régime péruvien, c'est la peur de l'Occident de voir l'Afrique échapper à son emprise. Agent de l'impérialisme occidental, l'Egypte a encouragé les difficultés internes du Soudan, aide tous ceux qui veulent arrêter le cours de la révolution éthiopienne ». En ce qui concerne l'Egypte, le gouvernement libyen estime que « la position réactionnaire de Némery complique tout. Il faudrait amener les Erythréens à ouvrir des discussions avec les dirigeants d'Addis-Abeba ».

Interrogé sur la présence cubaine en Afrique, le ministre libyen répond : « La peur d'un régime péruvien, c'est la peur de l'Occident de voir l'Afrique échapper à son emprise. Agent de l'impérialisme occidental, l'Egypte a encouragé les difficultés internes du Soudan, aide tous ceux qui veulent arrêter le cours de la révolution éthiopienne ». En ce qui concerne l'Egypte, le gouvernement libyen estime que « la position réactionnaire de Némery complique tout. Il faudrait amener les Erythréens à ouvrir des discussions avec les dirigeants d'Addis-Abeba ».

Interrogé sur la présence cubaine en Afrique, le ministre libyen répond : « La peur d'un régime péruvien, c'est la peur de l'Occident de voir l'Afrique échapper à son emprise. Agent de l'impérialisme occidental, l'Egypte a encouragé les difficultés internes du Soudan, aide tous ceux qui veulent arrêter le cours de la révolution éthiopienne ». En ce qui concerne l'Egypte, le gouvernement libyen estime que « la position réactionnaire de Némery complique tout. Il faudrait amener les Erythréens à ouvrir des discussions avec les dirigeants d'Addis-Abeba ».

Interrogé sur la présence cubaine en Afrique, le ministre libyen répond : « La peur d'un régime péruvien, c'est la peur de l'Occident de voir l'Afrique échapper à son emprise. Agent de l'impérialisme occidental, l'Egypte a encouragé les difficultés internes du Soudan, aide tous ceux qui veulent arrêter le cours de la révolution éthiopienne ». En ce qui concerne l'Egypte, le gouvernement libyen estime que « la position réactionnaire de Némery complique tout. Il faudrait amener les Erythréens à ouvrir des discussions avec les dirigeants d'Addis-Abeba ».

Interrogé sur la présence cubaine en Afrique, le ministre libyen répond : « La peur d'un régime péruvien, c'est la peur de l'Occident de voir l'Afrique échapper à son emprise. Agent de l'impérialisme occidental, l'Egypte a encouragé les difficultés internes du Soudan, aide tous ceux qui veulent arrêter le cours de la révolution éthiopienne ». En ce qui concerne l'Egypte, le gouvernement libyen estime que « la position réactionnaire de Némery complique tout. Il faudrait amener les Erythréens à ouvrir des discussions avec les dirigeants d'Addis-Abeba ».

Interrogé sur la présence cubaine en Afrique, le ministre libyen répond : « La peur d'un régime péruvien, c'est la peur de l'Occident de voir l'Afrique échapper à son emprise. Agent de l'impérialisme occidental, l'Egypte a encouragé les difficultés internes du Soudan, aide tous ceux qui veulent arrêter le cours de la révolution éthiopienne ». En ce qui concerne l'Egypte, le gouvernement libyen estime que « la position réactionnaire de Némery complique tout. Il faudrait amener les Erythréens à ouvrir des discussions avec les dirigeants d'Addis-Abeba ».

Interrogé sur la présence cubaine en Afrique, le ministre libyen répond : « La peur d'un régime péruvien, c'est la peur de l'Occident de voir l'Afrique échapper à son emprise. Agent de l'impérialisme occidental, l'Egypte a encouragé les difficultés internes du Soudan, aide tous ceux qui veulent arrêter le cours de la révolution éthiopienne ». En ce qui concerne l'Egypte, le gouvernement libyen estime que « la position réactionnaire de Némery complique tout. Il faudrait amener les Erythréens à ouvrir des discussions avec les dirigeants d'Addis-Abeba ».

Interrogé sur la présence cubaine en Afrique, le ministre libyen répond : « La peur d'un régime péruvien, c'est la peur de l'Occident de voir l'Afrique échapper à son emprise. Agent de l'impérialisme occidental, l'Egypte a encouragé les difficultés internes du Soudan, aide tous ceux qui veulent arrêter le cours de la révolution éthiopienne ». En ce qui concerne l'Egypte, le gouvernement libyen estime que « la position réactionnaire de Némery complique tout. Il faudrait amener les Erythréens à ouvrir des discussions avec les dirigeants d'Addis-Abeba ».

Interrogé sur la présence cubaine en Afrique, le ministre libyen répond : « La peur d'un régime péruvien, c'est la peur de l'Occident de voir l'Afrique échapper à son emprise. Agent de l'impérialisme occidental, l'Egypte a encouragé les difficultés internes du Soudan, aide tous ceux qui veulent arrêter le cours de la révolution éthiopienne ». En ce qui concerne l'Egypte, le gouvernement libyen estime que « la position réactionnaire de Némery complique tout. Il faudrait amener les Erythréens



## Double course de lenteur à droite et à gauche

Le parti républicain a brusquement durci sa position à l'égard de ses partenaires de la majorité, mardi en fin de journée. L'annonce étrange puis au micro d'Antenne 2 de Jean-Pierre Soisson a signifié qu'il n'acceptait pas la date du 10 juillet, initialement prévue pour la rencontre - au sommet - Il a aussi déclaré : « Nous ne sommes pas amables sur le R.P.R. et son président n'est pas un homme de bon sens », et rangeant l'autre parmi les « divers » de la majorité. M. Soisson a également montré quelque irritation à l'égard de M. Lecanec, dont les bons rapports - confirmés le jour même par M. Chirac - ne laissent pas de troubler et dont les intentions d'indépendance sont mal vues.

Il est difficile de ne pas voir dans l'attitude du secrétaire général du parti républicain, même si elle n'annonce pas une rupture, la

conséquence d'une intervention de l'Élysée. Du côté de la présidence de la République, le communiqué de cette dernière, qui n'a pas eu en effet avorté beaucoup de mal à admettre l'avantage pris en la circonstance par le président du R.P.R. et peut-être n'a-t-on pas abandonné tout espoir de le ré-insérer - M. Raymond Barre dans le débat. Les déclarations de ce dernier, qui ont l'autorité du premier ministre et sur la nécessité d'écarter les candidats aux partis de la majorité confirme en tout cas que l'on souhaite, en haut lieu et chez les giscardiens (dans la mesure où ceux-ci sont maîtres de leurs « souhaits »), ralentir autant que possible la marche vers une unité qui ne se fera pas sans la cassure d'est-à-dire derrière le chef du gouvernement et le président de la République. Mercredi matin, M. Barre a

refusé de faire connaître ses intentions.

Les dernières déclarations de M. Solson justifient la remarque formulée le dimanche 26 juin, au Club de la presse par M. Mitterrand, quand se déclarait : tout a fait étonné de la faiblesse extraordinaire des partenaires de M. Jacques Chirac... Il est vrai que le premier secrétaire du P.S. est habitué à des alliés plus coriaces. La réunion, mardi 28 juin, du groupe de travail du P.S. a été l'occasion pour M. Solson d'en offrir une nouvelle illustration. Alors que la délégation socialiste s'était renforcée de MM. Attali et Fabius, conseillers économiques du premier secrétaire, pour aborder le délicat dossier des nationalisations, la délégation communiste a insisté pour que soient examinées les problèmes de la décentralisation industrielle. En joignant de la jeunesse, de la politique familiale

et de la promotion de la femme qui figurent dans la première partie du programme commun. La course de lecture a duré quatre heures. M. Ritzmann a expliqué que ces questions « méritent un examen attentif étant donné qu'elles concernent des millions de Français ».

C'est jeudi après-midi, en principe, que les négociateurs des trois partis de gauche attaqueront la seconde partie du programme commun intitulée : « Démocratiser l'économie, développer la culture ».

Il apparaît de plus en plus que le « sommet » de la gauche ne pourra se tenir d'ici au 14 juillet, comme l'avait souhaité la P.S. Les négociateurs communistes ont toutefois précisé que rien n'empêchait M. Marchais d'interrompre ses partisans en juillet pour rencontrer ses partenaires.

## A Royan

## M. Chirac oppose la «résolution» des communistes à l'«indétermination» des socialistes

**De notre envoyé spécial**

Royan. — C'est seulement en venant à Royan mardi 26 juin, au début de la journée, pour présider une réunion régionale du R.P.R., que M. Jacques Chirac a appris que son nom avait été avancé comme candidat du parti républicain, de demander le report du et somment les chefs de la majorité proposée de ne pas accepter. Il a alors fait quelques préparations, a visité la ville, puis, au soir, a dîné, tout en attendant, à 20 heures, au restaurant de la ville, où il a rencontré, pour la première fois, M. Raymond Barre, président du Centre des démocrates sociaux, avait, au cours de la garden-party offerte par le maire de Royan, rencontré M. Chirac son accord de principe pour une telle rencontre. M. Chirac s'est retenu à Royan, 3 communistes de la majorité, et a demandé l'absence de son conseil, pour laisser à celui-ci la responsabilité de la remise en

S'efforçant de ne pas passer pour un « diviseur » de la majorité, M. Chirac soulève l'un, au cas échéant, l'autre, l'indulgent et rappelle qu'il n'ont rien proposé une rencontre avant la mi-juliet afin qu'au retour des vacances la majorité soit prête à passer à l'acte.

Il s'est donc contenté de déclarer à la fin d'un discours exempt de toute critique à l'égard du chef de l'Etat ou du premier ministre : « La majorité qui s'est en rien contrainte à l'indispensable union. L'important, maintenant, est de cesser les querelles partiales ou les tentatives de manipulation des votes par les groupes parlementaires pour aller à l'essentiel ».

M. Chirac, ne modifiant pas les thèmes prévus de ses discours, a donc essentiellement critiqué le programme commun de la gauche et pris la défense des travailleurs indépendants, des artisans, des entreprises ainsi que des cadres.

Il a ainsi répété qu'un « désordre irréparable a été » l'économie » ainsi provoquée « une violente des classes sociales », et a ajouté que « la société marxiste débouche partout sur la régression, la pénurie, la contrainte et la peur », et a insisté sur les conséquences qu'aurait un tel programme commun sur les

tuent une fraction non négligeable de l'électorat de la majorité et notamment du R.P.R. Au casino de Pontillac M. Chirac a tout d'abord entendu, venant d'un public de quelque deux cents commerçants et artisans, de nombreuses critiques adressées au régime de Vichy, à la collaboration, à la réglementation, à la fiscalité. Il y a répondu en faisant le procès de la bureaucratie des « contrôles inquisiteurs », des formalités et en estimant que « le sentiment actuel de rejet est un symptôme de la décadence que nous connaissons en France à la fin du règne de Louis XVI ».

Un peu plus tard, sous un immense chapiteau où quelque six mille personnes avaient pris place l'ancien premier ministre s'est engagé à atteindre un triple objectif « par le gouvernement qui émanera de la nouvelle volonté nationale qui s'exprimera en 1978 : une refonte complète du système fiscal ; l'extension à tous les travailleurs, salariés ou indépendants, des mêmes droits sociaux ; une politique vigoureuse d'encouragement à la création d'entreprises ».

Parlant pendant près de deux heures, très énergiquement applaudi, Chirac a plusieurs reprises, sous le nom de De Gaulle, M. Chirac s'est adressé à un auditoire dont l'ardeur militante semblait plus grande. Il l'a mis en garde contre les « séductions que dépeint l'opposition » et contre la tentation de « se laisser aller à des réactions mécontentement ou par déception ». En faisant l'éloge de M. Jean de Lipkowski, ancien député, qui se représentera lui au nom du R.P.R. et en présence de M. Guy Tétard, républicain, qui lui succédera à la présidence du R.P.R., M. Chirac a aussi montré ses préoccupations électorales. — A. P.

**M. Soisson : le « sommet » n'aura pas lieu le 10 juillet**

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du parti républicain, a déclaré mardi 28 juin devant la presse étrangère : « La réunion des chefs de la majorité n'aura pas lieu le 10 juillet, et j'en ai prévenu déjà les principaux responsables. »

M. Raymond Barre n'est pas non plus résolu. « Quelqu'un du cabinet du premier ministre viendra, mais nous ne savons pas encore qui », a-t-il dit.

Faisant allusion aux intentions prêtées à M. Jean Lecanuet, M. Soisson s'est déclaré « com-  
 10

« Ce sommet ne saurait avoir lieu dans la confusion et la précipitation. Il ne suffit pas de se rencontrer pour se rencontrer. Les Français attendent; beaucoup de ces discussions et quelque chose de concret doit absolument en sortir pour leur faire comprendre que la majorité « se » ressaisit. » M. Solson a aussi qualifié le R.P.R. de parti « bonapartiste » et dénonce les « diviseurs » de la majorité. Interrogé sur ce dernier point, il a admis qu'il visait M. Jacques Chirac.

« La soussin c'est decaire « l'oppose à toute initiative spectaculaire », qui risquerait plus de nuire à l'harmonie de la majorité que de la favoriser. Il a encore déclaré : « Éniente, charte, axe, projet, programme (...) nous sommes en train de jouer au petit jeu stérile des synonymes. Si l'on prétend être dans la majorité, c'est que l'on prétend vouloir gouverner, et si l'on prétend vouloir gouverner, on ne peut le faire sans un programme. Cela me semble absolument évident. »

Au micro d'Antenne 2, das la soirée du même jour, M. Scissac a affirmé : « Les responsables de la majorité ne sont jamais convenus de se rencontrer le 10 juillet. C'est là le type même de la rumeur, de la fausse nouvelle. Il ne faut pas se laisser séduire par un rendez-vous, nous ne sommes pas rendez-vous, nous ne sommes pas rendez-vous et nous ne sommes pas rendez-vous. C'est très important pour qu'il soit préparé. Nous avons d'ailleurs déjà commencé la préparation de cette rencontre. Je n'ai cessé de rechercher des personnes susceptibles de participer à cette rencontre. Je la ferai. Mais je ne souhaite pas l'entente dans la confusion ou dans la précipitation.

**A**-t-on souvent l'occasion, lorsqu'on est un homme, de se faire accoster par une dame très belle qui propose de vous payer pour passer avec elle une folle nuit ?

**LA DAME**

Le secrétaire général du parti républicain a noté aussi que la liste des participants à cette réunion peut être modifiée. Ainsi, si l'on s'interroge toujours sur la participation de M. Servan-Schreiber, a-t-il indiqué, on sait que le Mouvement des socialistes démocrates de France de M. Max Lejeune participera à la rencontre. Il a remarqué aussi que la question de la participation de

**CHASSERESSE**  
vous le dira.  
C'est le roman de l'été par  
Philippe de Baleine.

**TCHOU**

## M. Fabre précise la position du M.R.G. sur la dissuasion nucléaire

M. Robert Fabre, président du mouvement des radicaux de gauche, a précisé, mardi 30 juin, à l'issue du comité directeur de son organisation, la position de son mouvement à l'égard de la force armée. « Nous sommes, a-t-il déclaré, soucieux du bien-être et de la démocratie. Mais les radicaux sont patriotes. » Après avoir expliqué qu'il convient d'éviter la dissimulation des idées, il a déclaré : « Il n'y a pas d'opposition et n'est pas en mesure de porter un jugement sur la véritable valeur dissuasive de la force armée. » « Il est avéré, a-t-il poursuivi, que les véritables ennemis de gauche sont les aristocrates de gauche, les aristocrates des érudites, les moyens d'information. » M. Fabre a conclu : « En matière de cause, nous sommes tous d'accord. Les radicaux sont toujours dans ce domaine, dans la

perspective de la venue au pouvoir. (...) Il ne faudrait pas décevoir quand nous serons au gouvernement ceux qui nous font confiance en prenant une position diamétriquement opposée à celle que nous aurions défendue.

M. Robert Faure a également indiqué que le prochain congrès du M.R.G. aurait lieu du 18 au 20 novembre à La Rochelle au sujet de l'actualisation du programme commun. Il a indiqué que les radicaux de gauche souhaitent pouvoir en tenir un en juillet. *Cinquante pages.*

En ce-à-dit, ont déjà été remises. Il en reste quatre-cinq. Nous pourrions les terminer dans deux ou trois semaines, mais aller vite ne signifierait pas déclarer le travail »

**M. FITERMAN : aucune volonté de créer un mauvais climat.**

[illegible]

## OUTRE-MER

## Guyane

**LE CONSEIL MUNICIPAL DE  
CAYENNE EST HOSTILE A  
L'INSTALLATION DE REFUGIES  
INDOCHINOIS.**

(De notre correspondant.)

**Cayenne.** L'arrivée, annoncée en Guyane de familles Hmongs (originaires d'Indochine) est devenue une affaire politique. L'opposition (autonomistes et indépendantistes) accuse le gouvernement d'avoir un atelier « non pas seulement crûteur à quatre-vingts familles dans la commune de Roura, au sud de Cayenne, mais aussi d'Asiatiques dans des régions déjà défrayées (Soul, Martapucuna, Régina) ». Ainsi, le conseil municipal de Cayenne (le maire de la ville est M. L. Rousselle, sénateur, appar. P.F.) proteste « contre cette décision unilatérale prise sans consultation préalable des habitants ». Les Hmongs, d'implantation d'étrangers soit accordé tant que le sort des Guyanais n'aura pas été amélioré, en particulier le chômage chronique.

L'extrême gauche a constitué un groupement contre l'incendie pour le bureau de la municipalité. Celui-ci regroupe P.U.T.G. (Union des travailleurs guyanais), le Syndicat national des instituteurs, le Mogyde (Mouvement guyanais de libération), ainsi que plusieurs autres organisations. Enfin, l'association des mairies a exigé l'annulation des élections municipales dans les localités favorables à la majorité tout en signant ce texte.

Face aux accusations portées contre le gouvernement, le nouveau préfet de la Guyane, M. le Diresch, a affirmé : « Il s'agit d'un complot de l'extrême gauche ayant pour but de briser l'opinion. L'opération ne concerne que tous les cinq cents personnes ; tous les autres chiffres sont faux ».

« M. François Archambeault, chargé par le président de l'Assemblée d'étudier les problèmes de l'information en France, s'est exercé cette fonction d'ambassadeur à Paris. M. Jean-Philippe Lévesque, porte-parole de l'Église, a indiqué que L. François Archambeault avait mené sa commission au Parlement de la République, où celui-ci avait remercié de son travail. Il ajouta : « D'autres représentations seront confiées à M. Archambeault. »

M. Archambeault, directeur d'une agence de presse (la NAF), est membre du conseil national de la presse catholique. Il possède : 1) Livre Quatre Millions de neurons.

La mission a temps partiel au sein du conseil de l'Église, que François Archambeault avait acceptée en janvier dernier prenant fin le 1<sup>er</sup> juillet. M. Archambeault a été nommé par le conseil de l'Église général de

la Nouvelle Agence de presse. Elle reprendra une mission officielle de relations entre l'Élysée et la presse de province, ainsi qu'avec la presse transphonone. Après les départs de M.M. Michel Bassi et François Archambault, le service de presse de l'Élysée sera dirigé par M. Philippe Lévesque. On apprend : M. André Arnaud, conseiller de affaires étrangères, chargé des relations avec la presse pour les questions internationales; M.M. Odile Warin et M. Bernard Segura, l'un et l'autre chargés de relations avec la presse écrite et de l'organisation des opérations audiovisuelles.

● M. Yvan Marzin, vice-président de la Fédération des Clubs du Nord du parti radical, président de la Fédération régionale de Bretagne et membre du bureau de la Fédération, a le 22 juin, sa démission de cette formation. M. Marzin estime qu'il existe au sein du parti radical une trop grande diversité de la nécessité d'une action politique nationale, méthodique, efficace et constante » et « la présence d'éléments trop nombreux et contestés dont le chef n'a ni la rigueur ni la mesure indispensables et dont l'audience est contestée par une élite plus comportante ». Le démissionnaire a décidé d'adhérer au parti de la Démocratie chrétienne française.

— Pierre Guéhen  
de Penneville.

**Soldes  
d'été  
BARNETT**

**QUELQUES PRIX:**

<b>COSTUMES LEGERES</b> Polyester et laine 500F	<b>398 F</b>
<b>ENSEMBLES</b> Pur coton	<b>580F 428 F</b>
<b>PANTALONS</b> Ultra-légers	<b>198F 118 F</b>
<b>VESTES</b> Poids plume	<b>598F 268 F</b>
<b>CHERMISES VOILE</b> 100 % coton 2 L.	<b>128F 89 F</b>
<b>CHERMISETTES</b> Pur coton	<b>98F 68 F</b>

Rayon spécial  
**GRANDES TAILLES**

**19, AV. VICTOR-HUGO  
PARIS 16<sup>e</sup>**

**MERCURE**  
BRIVE  
GRILL - RESTAURANT  
HOTEL - PISCINE  
**EST OUVERT**

**Deux livres  
ALBERT MACHET  
pour la liberté  
et  
les droits de l'homme**

**PAVEL TIGRID**  
**AMERE REVOLUTION**  
préface de Vladimir Boukovski  
Les communistes contre le communisme ou  
les illusions de la réforme.  
"Cet essai est l'un des plus nécessaires à la  
compréhension de notre temps"  
**Pierre DAIK — LE MONDE**  
ALBIN MICHEL

**CHRISTIAN JELEN  
et LEOPOLD UNGER**

**LE GRAND RETOUR**

préface de Golda Meir

L'antisémitisme du parti communiste  
d'U.R.S.S. ou le code des dictatures.

"Un livre émouvant,  
un témoignage extraordinaire."

**Pierre MENDES FRANCE**

ALBIN MICHEL



## LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

vente et en faisant en sorte qu'ils ne donnent pas lieu entre certains des organismes intéressés à des pratiques ayant pour objet de restreindre la liberté des acheteurs. La commission pourrait d'autre part intervenir après publication des sondages par des mises au point que les organes d'information concernés seraient tenus de publier.

**rent familial**  
**rent adopté**  
pensions dues aux retraités d  
nationalité française de la So  
ciété du chemin de fer franc  
éthiopien ;

— Le projet de loi instituant le complément familial :

— Le projet de loi permettant aux magistrats participant à des sessions de formation d'assister aux délibérés et aux greffiers en chef admis à suivre une formation spécifique de participer à l'activité des parquets et juridictions.

### Modification du code

**de la santé publique**  
non considérés médicaments, la  
cession des officines pharmaceu-  
tiques nouvellement créées, les  
pharmacies saisonnières et la  
responsabilité du pharmacien.

## Textes e

## 1 navette

## Réglementation des

Elle a adopté encore :

- Une proposition de loi adoptée par le Sénat et tendant à modifier les dispositions relatives aux sociétés coopératives de commerçants détaillants ;
- Une proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives aux enfants de certains militaires tués ou blessés accidentellement en temps de paix.

## sondages d'opinion

et exact, détermine, précipite ou envoie un mouvement d'opinion », le rapporteur déclare nécessaire l'adoption de règles de déontologie qui doivent devenir, dit-il, « des règles de fonctionnement de la démocratie ».

## L'œcuménisme

aborda le problème par la bande en prenant la direction du kiosque à musique où la garde républicaine faisait un jeu de la musique. Il eut un chef cuisinier, trois adjoints, un ancien ministre, le président de la Confédération générale des cadres exprimant sa gratitude pour la libération des ingénieurs français, un député, un ancien président de groupe parlementaire, une dame, qui aurait pu être Michèle Morgan — « Mais non, je vous assure, ce n'est pas moi », et un homme qui avait le soleil plus chaud que le Bégéed. M. Hintermann suggéra que l'on ouvrit la majorité à gauche. M. Glacard d'Estange, qui ne se sentait pas chez eux, ornés de plumes bleues, n'en finissait pas de se sourire.

## Le vote des Français

L'équipage atteinint une clairière où une assemblée d'huissiers de l'Assemblée nationale, vêtus comme des entrepreneurs de pompes funèbres, fit cercle autour d'une table ronde. M. et Mme Giacard d'Estiang, M. et Mme Barre, M. et Mme Faure, M. Pohier, prirent place. Le repas commença. Entre les épaules des huissiers, quelques dames glisaient un regard ému vers les quatre plus hauts personnages de l'Etat qui mangèrent. Soudain, M. Ballanger fendit le cercle et vint, la tête et les bras,

**PATRICK JARREAU.**

---



10



## POLITIQUE

### NATIONALE

## La proposition de loi sur l'enseignement privé est adoptée après le rejet d'une demande d'ajournement des socialistes et radicaux de gauche

M. Guernier n'aura pas rallumé la guerre scolaire, mardi à l'Assemblée nationale, mais il aura provoqué la guérilla. Pour la circonstance, les députés socialistes ont usé d'une arme d'ordonnance réservée au gouvernement en invoquant devant la commission des finances l'article 40 de la Constitution, qui déclare irrecevable toute proposition de loi ou amendement créant des charges pour l'Etat ou diminuant ses recettes. Le bureau de la commission des finances devait donc dire si l'aide à la construction d'établissements privés et l'extension aux maîtres de l'enseignement public, proposés par le texte de M. Guernier, tombaient sous le coup de l'irrecevabilité.

Le R.P.R. souhaitait que la proposition fût discutée, même si elle ne pouvait être examinée par le Sénat et définitivement adoptée avant la fin de la session. Aussi M. Labbé, président du groupe gauchiste, suggère que le bureau de la commission des finances déclare irrecevable tous les articles de la proposition sauf un — le seul qui n'entraînait pas de nouvelles charges pour le budget — ce qui permettrait le maintien du texte à l'ordre du jour. Le gouvernement reprendrait ensuite à son compte, sous forme d'amendements, les autres dispositions, c'est-à-dire l'essentiel de la proposition. M. Chénard, président du groupe républicain, proposait pour sa part que le gouvernement adopte, mercredi matin, un projet de loi reprenant les mesures proposées par M. Guernier.

Pour M. BOLO (R.P.R., Loire-Atlantique), rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, la proposition vise simplement à actualiser la loi du 31 décembre 1959, dite loi Debré, en mettant fin à certaines disparités existant entre l'enseignement privé et l'enseignement public. Il s'agit notamment d'une part, d'accorder à l'enseignement privé des subventions publiques pour la construction d'écoles et, d'autre part, de faire bénéficier ses enseignants des mêmes dispositions que celles en vigueur dans l'enseignement public, quant aux possibilités de formation, quali-

fication, avancement et accès à la retraite. M. BOULLOCHER (P.S., Doubs) oppose la question préalable (demande d'ajournement, s'il y a lieu) au nom du groupe des socialistes et radicaux de gauche. Il affirme que la discussion s'ouvre dans des conditions indignes de l'importance du débat et de l'Assemblée. Dénonçant l'improvisation et la « hâte suspecte » des auteurs de la proposition de loi et du gouvernement, l'orateur accuse la majorité de relancer la guerre scolaire pour des motifs purement électoraux. Considérant que la loi de 1959 a été appliquée avec succès,

Le bureau de la commission des finances ayant opté pour la solution de M. Labbé, l'opposition reprit l'offensive. A 23 h. 30, l'Assemblée nationale sortait à peine d'une paisible discussion sur les dégâts causés aux cultures par les sangliers, que M. Mexandean, député socialiste du Calvados et responsable des problèmes de l'enseignement au P.S., prit la parole pour demander une suspension de séance d'une heure. M. Ralite, au nom du groupe communiste, s'associa à cette démarche en déclarant scandaleuse la manière dont le gouvernement mène les débats en cette fin de session.

Les amis de M. Mexandean et les camarades de M. Ralite usent d'artifices de procédure pour empêcher que l'Assemblée nationale ne permette aux Français de choisir librement l'école où ils veulent faire éduquer leurs enfants et aux maîtres de l'école libre de bénéficier des mêmes droits que ceux de l'enseignement public, lançait M. Cressard (R.P.R., Ille-et-Vilaine). A quel M. Mexandean répondait : « Un nombre important de travailleurs chrétiens se détournent de la majorité, celle-ci essaie de rallumer les vieilles querelles pour opposer travailleurs chrétiens et non chrétiens. » M. Nungesser, qui présidait la séance, mit fin à cet échange en accordant une suspension d'un demi-heure. D'autres projets de loi devant venir en discussion, ce texte qui causait tant de colère ne vint en discussion qu'à 7 heures du matin.

M. DEBRÉ (R.P.R., La Réunion) justifia l'initiative de M. Guernier par l'évolution de la démographie et de l'urbanisation. « J'ajoute, depuis Jules Ferry, déclare-t-il, on a toujours fait pour l'enseignement public que sous la V<sup>e</sup> République. C'est donc faire preuve de mauvaise foi que de laisser la majorité d'hostilité à l'enseignement public. » M. Baby, ministre de l'éducation nationale, s'opposa à la suspension préalable et à la majorité de 291 voix contre 188 sur 474 votants, l'Assemblée repoussa celle-ci.

M. ROBERT (P.R., Finistère) évoqua les subventions accordées à la presse pour justifier celles que la proposition de loi réclame pour l'enseignement privé. M. ALLIER (P.C., Seine-Saint-Denis) accuse le gouvernement de procéder à l'occurrence à une « manœuvre de diversion et de dilution ». M. BOUVARD (réf., Morbihan) apporte le soutien de son groupe à l'initiative de M. GUERMEUR. M. GORDON (R.P.R., Vienne), estime que le texte présenté renforce les libertés démocratiques. Après avoir rendu hommage à l'enseignement public, M. Baby met en doute l'attachement de l'opposition à la liberté de l'enseignement. Il affirme que la proposition de loi est « logique et raisonnable » et qu'elle relève d'un souci de justice.

Aucun amendement n'ayant été déposé, les quatre articles de la proposition de loi sont adoptés par l'Assemblée en scrutin par 382 voix contre 194 sur 476 votants.

A. R.

### Au Sénat

- Financement des collectivités locales
- Approbation d'accords internationaux
- Contrôle de la concentration économique

Le Sénat a débattu, mardi 28 juin, d'une question orale posée par M. COZATTE-MARIE, sénateur indépendant de la Moselle, concernant l'engagement des dépenses d'équipement « déconcentrées » des collectivités locales. Les autorisations nécessaires en matière de marchés, a notamment déclaré ce sénateur, ne sont données qu'avec retard et après mille difficultés, ce qui n'est pas sans porter un grave préjudice aux collectivités comme aux entreprises de travaux publics.

Sur les 550 millions de francs inscrits dans la loi de finances rectificative pour 1977, 516 millions seront affectés aux opérations des collectivités locales.

Souligné M. BERNARD-RÉYMOND, secrétaire d'Etat au budget. Le rapport Guichard, a-t-il également précisé, n'est pas « entièrement » contrairement à ce qui a été dit. Mais le gouvernement souhaite, à côté de ce document, obtenir l'avis de tous ceux qui vivent de ces questions au jour le jour.

Les sénateurs ont adopté, au cours de la séance de l'après-midi, plusieurs projets de loi autorisant l'approbation des accords ou conventions internationaux suivants :

— Création d'un fonds de solidarité africain et d'un fonds africain de développement (rapporteur : M. LOUIS MARTIN, ind., Loire).

— Accord fiscal avec l'Australie pour éviter notamment les doubles impositions (rapporteur : M. HEON, Gauche dém., Eure).

— Protocole sur les statuts de la Banque européenne d'investissement (M. CHENTON, paysan, Cher).

— Accord international de 1975 sur le marché de l'étain (M. GAUTHIER, R.P.R., Cher).

— Accord d'octobre 1976 entre la Côte d'Ivoire et la France réglementant la circulation des personnes (M. BELIN, P.S., Puy-de-Dôme).

— Convention avec le Cameroun sur la circulation des personnes (même rapporteur).

— Protocole de Barcelone de février 1977 contre la pollution de la Méditerranée (M. FERRIER, S., Hérault).

— Accord franco-malais sur la protection et l'encouragement des investissements (M. ALEXANDRE-DEBRAY, indépendant, Paris).

Le Sénat a ensuite commencé à débattre, en séance, de la loi relative à la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante. Ce texte prévoit notamment, a souligné le rapporteur, M. BAJEUX, Union centriste, Côte-du-Nord, la création d'une commission de concurrence qui connaîtra, à titre consultatif, de toutes les questions concernant la concurrence dont elle sera saisie par le gouvernement. Cette commission sera, outre les attributions réglementaires confiées à la commission des ententes, celle des ententes, celle des ententes par le projet de loi en

matière de contrôle des concentrations économiques. M. GUY PETIT (indépendant, Pyrénées-Atlantiques) qui exprime l'avis de la commission des lois, estime qu'il l'inverse de la commission actuellement existante, la commission de la concurrence, sans être à proprement parler une juridiction, détient des pouvoirs quasi judiciaires. Il se demande si la commission de la concurrence se trouve dans la possibilité de dégager un critère de « bonne concentration ».

Prenant ensuite la parole, M. JACQUES SCRIVENER, secrétaire d'Etat à la consommation, déclare que le gouvernement n'entend pas rogner les efforts nécessaires qui ont été accomplis pour doter notre pays de structures efficaces après la concurrence efficace des grandes firmes étrangères. « Mais, dit-il, le gouvernement veut désormais assurer que les nouvelles formes de concentration sont effectivement nécessaires à l'amélioration des coûts de production et des prix. »

Les sénateurs ont apporté de nombreuses modifications au texte voté par l'Assemblée. Au cours de la discussion des articles du projet — discussion confuse parfois et devant laquelle des orateurs aussi divers de tendance que MM. DAILLY (Gauche dém.), AMIC (P.S.) et Guy PETIT d'Etat, M. JACQUES SCRIVENER, ont tiré un texte, — il apparaît que la doctrine gouvernementale sur les ententes illicites demeurait assez floue.

Le Sénat a notamment supprimé l'article 10 bis, introduit dans le projet par l'Assemblée nationale, et qui étendait le contrôle de la commission de la concurrence à toutes les entreprises qui, par croissance interne finissent par réaliser un chiffre d'affaires excédant 40 % du marché concerné. Cette disposition a souligné le rapporteur, M. BAJEUX, risquait de susciter l'inquiétude des entreprises qui, par leur dynamisme, créent des emplois.

Les sénateurs ont ensuite voté un article additionnel dû à l'initiative de M. GUY PETIT, rapporteur pour avis de la commission des lois, et visant à préserver les garanties de la défense pour les entreprises contrôlées : la procédure devra conserver « en toute hypothèse » « un caractère pleinement contradictoire ».

Il s'agit d'autre part d'apporter les précisions suivantes :

1) Le montant maximum de la sanction applicable est fixé comme suit : si le contrevenant est une entreprise, 10 % du montant du chiffre d'affaires hors taxes réalisé en France au cours du dernier exercice clos ; si le contrevenant n'est pas une entreprise, 5 millions.

2) Le montant de la sanction pécuniaire infligée par le ministre doit être fixé, compte tenu de la gravité des faits reprochés et de l'importance des dommages causés à l'économie, ainsi que de la situation financière et de la dimension de l'entreprise ou de la personne morale intéressée. — A. G.

## Faute de combattants

(Suite de la première page.)

On le voit, les efforts de M. Guernier n'auront pas été vains. Les dispositions adoptées qui devront encore être soumises au Conseil d'Etat, maintiennent l'existence de l'enseignement privé et créent, sur certains points, une situation irréversible.

Interviewé par la Croix du 29 juin, M. Paul Aubert, secrétaire général adjoint de l'enseignement catholique, a été très explicite à cet égard : « Aujourd'hui, pour évaluer l'enseignement catholique, point n'est besoin de loi. Des textes réglementaires rédigés sur un coin de table suffisent. Nous sommes hostiles à un tel glissement lent vers l'intégration. » Après le vote de mercredi, l'intégration de l'enseignement privé ne pourra plus être décidée « sur un coin de table ».

Quels que soient, en effet, les résultats des élections législatives de mars 1978, on voit mal quel gouvernement pourrait évincer les catholiques, par exemple, des droits nouveaux reconnus aux maîtres du privé. Pour les autres, il faudrait un nouveau débat au Parlement.

La querelle scolaire ne mobilise pas les Français, constate-t-on depuis quelques années. Fier de toute réaffirmation du principe de la nationalisation future des écoles privées apparaît aujourd'hui comme une gaffe. Gaffe, l'avalanche socialiste de décembre 1976 : gaffe, les déclarations de M. Cornet, à Albi, contre la hiérarchie catholique ; gaffe, enfin, l'histoire de la municipalité socialiste de Saint-Erblain (Loire-Atlantique). Le courant laïque, tout-puissant dans la Fédération de l'éducation nationale et à un moindre degré, au parti socialiste, a dû consacrer ses efforts à effacer la mauvaise impression laissée par ces trois événements. Il ne faut donc pas s'étonner que la présence totale de mobilisation des adversaires de l'école privée, à la veille du débat parlementaire, la FEN prévoit une riposte... à la rentrée, le Syndicat national des instituteurs est réuni en congrès à Nancy, quant à M. Cornet, on le retrouve avec de plus en plus d'insistance dans la Fédération de parents d'élèves qu'il préside, que l'honneur de la relève a sommé. A cela, s'ajoute le fait que l'année scolaire s'achève, lundi et que les enseignants ont d'autres soucis en tête.

BRUNO FRAPPAT.

### M. FRÉDÉRIC WIRTH nouveau sénateur des Français de l'étranger

Le Conseil supérieur des Français de l'étranger a désigné, le 28 juin, les deux candidats au siège de sénateur représentant les Français de l'étranger. M. Frédéric Wirth, député de la Moselle, a été élu par les cinq sections composant le Conseil, à obtenu au troisième tour la majorité absolue des voix. M. D'Ornano a été réélu dès le premier tour.

En séance plénière, M. Frédéric Wirth et M. D'Ornano ont vu leur élection confirmée par le conseil. Leur nomination devra être ratifiée par le Sénat.

Les sénateurs représentant les Français de l'étranger, dont le mandat est de neuf ans, sont élus par tiers tous les deux ans.

(M. Wirth réside en Allemagne fédérale et est l'un des délégués représentant les Français installés

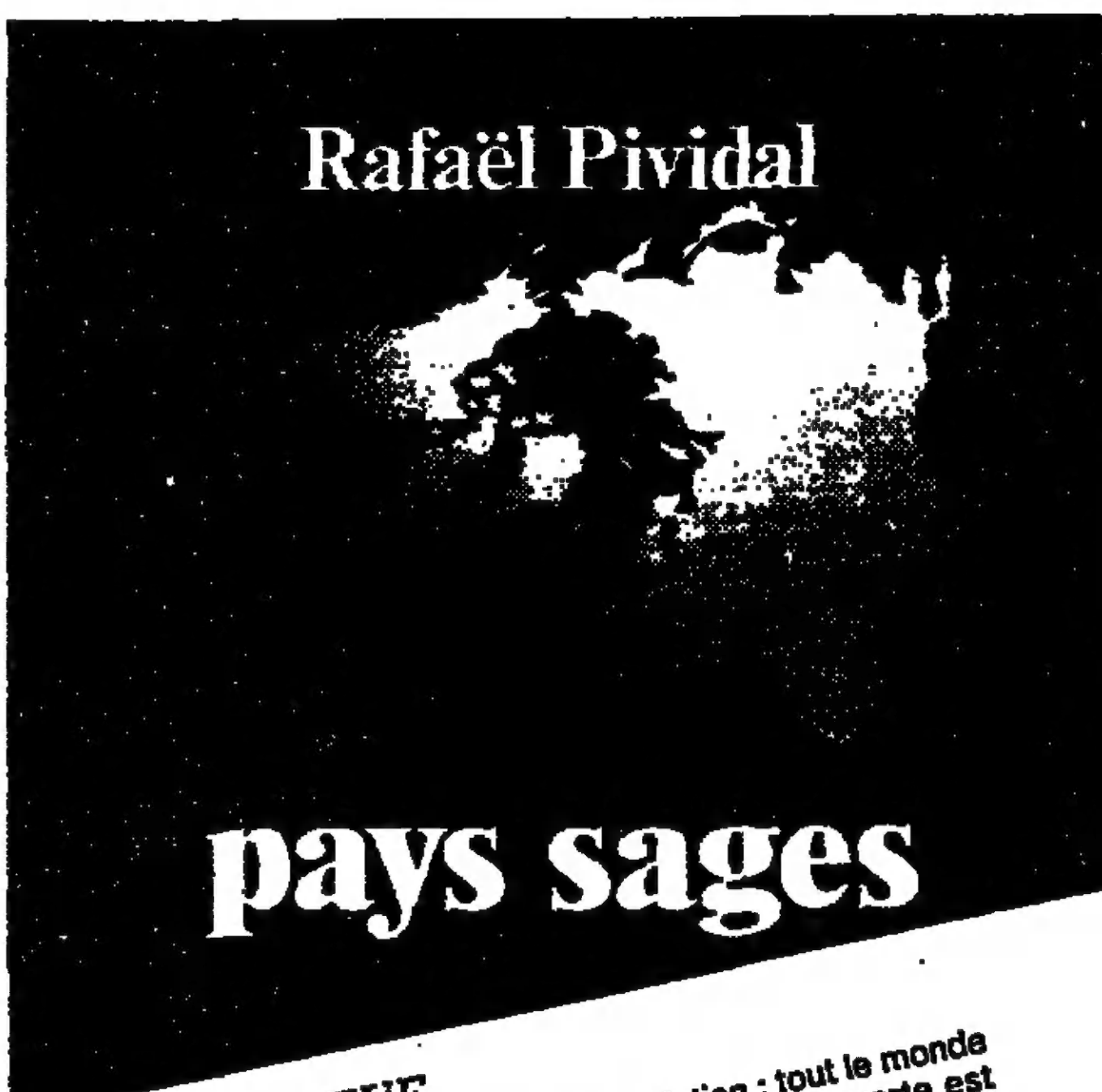
## Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.



Informez-vous chez :  
YSOPTIC  
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS  
Tél. : 522.15.53

Documentation et liste des correspondants  
français et étrangers sur demande.



Rafaël Pividal

## pays sages

### UN RIRE NEUF

Je n'ai pas l'habitude de crier à la révélation : tout le monde en abuse et ça ne prend plus. Mais ici la découverte est flagrante... Pividal met enfin le conte philosophique français à l'heure du fantastique et du « nonsense » anglo-saxons... Par un prodige de logique en dérive et de perception, Pays sages met à nu toute l'oppression tragique des États en place, à l'est comme à l'ouest...

Bertrand Poirot-Delpech - LE MONDE

éditions rupture

204 pages - 25 F. Diffusion - Paris : Livres-service -  
Bd Saint-Germain & Cévennes tél.-direct 577-73-50 -  
Province : C.R.D.L. Hachette



MET LA FOLIE À LA  
PORTÉE DE TOUTES LES  
BOURSES

Numéro 52 "SPÉCIAL FOLIE"  
EN VENTE PARTOUT  
JULIET - AOUT

# SOLDES

# renoma

19 Avenue Matignon 8° - 129 bis, Rue de la Pompe 16°



# EQUIPEMENT

LA CONTESTATION ANTINUCLÉAIRE

## A Grenoble, les organisations de gauche mobilisent leurs troupes contre la centrale de Creys-Malville

Grenoble. — Une grande offensive a été lancée, mardi 28 juin au début de soirée, à l'intérieur du local où se tenait une réunion de militants antinucléaires de Grenoble. L'explosion a endommagé le couloir d'accès à la salle de réunions, où une vingtaine de personnes préparaient la manifestation organisée mercredi 29 juin dans les rues de Grenoble pour protester contre la construction de la centrale nucléaire Super-Phénix à Creys-Malville (Isère). Plusieurs organisations d'écologistes, de scientifiques, le P.S.U. et, pour la première fois, l'Union départementale F.O., ont appelé à manifester. Les habitants du quartier ont manifesté à l'extérieur de l'attentat et l'ont remis à la police. Il s'agit d'un mécanicien âgé de vingt-huit ans, M. Christian Péroncel, qui affirme faire partie d'une organisation dite Ordre national noir.

Le maire de Grenoble, M. Hubert Dubedout, et plusieurs conseillers municipaux se sont rendus sur les lieux de l'attentat. « J'ai souvent dit que le problème de Creys-Malville allait créer à Grenoble des difficultés considérables », dit M. Dubedout, « car c'est ici que l'état-major des contestataires organise sa manifestation. On sent en ce moment à Grenoble une espèce de pré-tension politique. Je crains que la manifestation du 30 juillet à Creys-Malville ne se termine par des heurts. » Les mouvements écologistes, les comités Mai-Mai-Rhône-Alpes, les organisations politiques d'extrême gauche préparent depuis plusieurs mois le grand rassemblement des 30 et 31 juillet sur le site de Creys-Malville où ils attendent cent mille personnes (en juillet 1976 vingt mille personnes avaient participé au premier rassemblement de Malville). Le 30 juillet auront lieu des débats, des forums, des concerts champêtres. Le 31 juillet débiteront des marches pacifiques convergeant vers le site. « L'objectif de ces manifestations est de rendre le maximum de personnes contre Super-Phénix, la non-violence n'excluant pas certaines actions (démolition de la barrière) qui ne portent pas atteinte aux personnes physiques », déclarent les comités Malville.

M. Théodore Durand, maire et conseiller général du canton de Morestel, situé à une dizaine de kilomètres de la future centrale, a lancé un appel aux maires et au préfet de l'Isère « pour faire respecter la propriété privée et les terres agricoles ». Le 30 juillet au conseil général de l'Isère de se désolidariser de la manifestation du 30 juillet. Celui-ci qui, le 29 avril dernier, a demandé au gouvernement d'arrêter les travaux du surrégénérateur, a estimé qu'il n'a pas à se solidariser ou à se désolidariser d'une manifestation qu'il n'organise pas. Le conseil général a exprimé son soutien à toutes les mesures soient prises afin que la manifestation se déroule dans le calme.

« Nous sommes fermement opposés à l'installation de l'atome à Creys-Malville », déclare le maire de la ville. « Nous sommes fermement opposés à l'atome à Creys-Malville parce que cet atome est trop bruyant pour servir des régions urbaines à l'habitat dense de population », a déclaré M. Abraham Beame, maire de New-York, lors d'une réunion publique organisée, le mardi 28 juin, par le Forum de New-York. A son tour, les deux millions de personnes qui sont touchées par le bruit des avions aux alentours de Kennedy Airport ont manifesté une opposition pratiquement unanime à l'atome. Le maire de New-York, qui a déclaré, selon lui, un « anarchisme » au monde, a déclaré que les constructeurs aéronautiques américains mettent au point des appareils moins bruyants et plus propres.

## TRANSPORTS

### MÊME A TITRE TEMPORAIRE CONCORDE EST INDESIRABLE A NEW-YORK

déclare le maire de la ville

« Nous sommes fermement opposés à l'atome à Creys-Malville », déclare le maire de la ville. « Nous sommes fermement opposés à l'atome à Creys-Malville parce que cet atome est trop bruyant pour servir des régions urbaines à l'habitat dense de population », a déclaré M. Abraham Beame, maire de New-York, lors d'une réunion publique organisée, le mardi 28 juin, par le Forum de New-York. A son tour, les deux millions de personnes qui sont touchées par le bruit des avions aux alentours de Kennedy Airport ont manifesté une opposition pratiquement unanime à l'atome. Le maire de New-York, qui a déclaré, selon lui, un « anarchisme » au monde, a déclaré que les constructeurs aéronautiques américains mettent au point des appareils moins bruyants et plus propres.

« Navigants contre Air Inter. — Le Syndicat national du personnel navigant commercial (S.N.P.C.) et Mlle Marie-Hélène Fourcade, secrétaire générale adjointe, ont été déboutés lundi 27 juin par la onzième chambre correctionnelle de Paris de leur constitution de parti, civile contre M. Robert Vergnaud, président-directeur général d'Air Inter, qu'ils accusaient d'infraction à la législation du travail. Les requérants soutenaient que la direction de la compagnie intérieure était livrée à une pression intolérable sur les syndicalistes en les assignant le 18 octobre dernier devant le tribunal civil de Paris devant le tribunal civil de Paris en raison de la grève-surprise du 15 octobre. La onzième chambre précise que le président d'Air Inter était parfaitement en droit d'intervenir cette instance, il estime que sa compagnie a été victime d'un exercice abusif du droit de grève.

# D'UNE RÉGION À L'AUTRE

LES GRANDS TRAVAUX DANS LA CRISE

## La cale de Brest : une note alourdie de 100 millions

De notre correspondant

Brest. — La grande cale de radoub de Brest, destinée à la réparation des navires de 500 000 tonnes, constituera l'an prochain l'un des plus grands chantiers de génie civil de France. En attendant, les travaux vont bon train. Les ingénieurs pensent toujours les achever comme prévu pour le début de 1980. Le digne qui permet la construction d'un polder de 80 hectares sur la mer est pratiquement terminé. L'année 1978 sera celle du béton. Elle sera aussi celle des grands engagements financiers pour le syndicat Brest-Iroise. Cet organisme, qui regroupe la communauté urbaine de Brest (CUB), la chambre de commerce et d'industrie de Brest, le département du Finistère et bientôt la région Bretagne, a à sa charge la moitié du coût de la construction, soit 215 000 millions de francs. L'Etat a payé sa part, c'est-à-dire l'autre moitié. Il n'a fait sans se faire tirer l'oreille. A l'origine, les travaux avaient été évalués à 330 000 millions de francs. L'inflation provoquée par la crise économique a alourdi la

JEAN DE ROSIERE.

## LES PREMIERS DÉPARTS POUR LES GRANDES VACANCES

### Le ministre de l'intérieur lance son opération « Sécurité-Eté 77 »

Deux mille policiers, gendarmes et sapeurs-pompiers en renfort dans les stations balnéaires, 1 064 gardiens de C.R.S. et gendarmes maîtres nageurs-sauveteurs sur les plages, 472 fonctionnaires dans des brigades de prévention de la délinquance des mineurs, 200 C.R.S. et 288 gendarmes en montagne, 14 Alouette-III, 11 Alouette-IV, 1 avion sanitaire, 12 « bombardiers » à eau, 1 canoë, 1 400 policiers sur les routes (sans compter les gendarmes) pour les grands départs, tel est le plan de bataille du ministère de l'intérieur pour assurer la tranquillité et la sécurité des Français pendant leurs vacances de 1977.

**Heavyweight Champion of the United States**

Nous pensons que nous sommes les meilleurs. Pas de fausse modestie. Quand nous avons démarré, à l'époque des pionniers, nous n'avions pour nous qu'un Grand Lac, quelques grands noms de fleuves et une situation en plein milieu du continent. C'étaient nos atouts naturels : ils ont contribué à notre grandeur. Nous avons eu aussi de grands noms de gens qui ont eu le talent nécessaire pour mettre nos ressources en valeur. Tout cela s'est ajouté pour faire de nous le champion des Etats-Unis.

Et voici quelques-uns de nos atouts actuels : une économie diversifiée, forte dans les domaines agricole, commercial et industriel ; une situation stratégique qui produit instantanément des marchés ; un extraordinaire réseau de transports qui réduit le coût du fret ; une énergie, surtout des superpétroles, mais possédant un énorme potentiel qui le rendra abondant dans quelques années seulement.

Tout aussi important : de nouvelles autorités ouvertes et responsables au niveau de l'Etat — Impatiences et dynamiques dans leurs initiatives pour faire de l'Illinois un endroit où les affaires sont rentables. Il y a beaucoup de challenges, mais un seul champion. Si vous voulez être avec le meilleur, demandez notre prospectus gratuit pour savoir pourquoi l'Illinois est le vainqueur, toujours le champion.

**Illinois**  
Bon pour vos affaires.  
The Illinois Department and Economic Development, 1600, Bruxelles (Belgique) 1050, 1050 1050.  
Veuillez m'envoyer :  
Nom .....  
Titre .....  
Société .....  
Adresse .....  
Ville .....  
Pays ..... Code postal .....

## Antifer : les pétroliers se font tirer l'oreille

De notre envoyée spéciale

Le Havre. — A une vingtaine de kilomètres du Havre, le terminal pétrolier du cap d'Antifer va célébrer son premier anniversaire. Des milliers de visiteurs se sont rendus sur le promontoire, procurant des recettes touristiques non négligeables aux communes avoisinantes. Mais le gigantisme du chantier fut sans doute plus spectaculaire que le trafic maritime actuel. Pétroliers et pétroliers se font tirer l'oreille. Quant aux investissements nouveaux, on n'en parle plus guère. A l'origine, on avait vu grand : quatre appointements, un projet d'oléoduc reliant Antifer à l'Allemagne, un projet de terminal méthanier. Il a fallu réajuster tous ces projets. Il n'y aura pas de terminal méthanier à Antifer : le gouvernement français a décidé de le construire à Montoir, près de Saint-Nazaire. Décision « politique et regrettable », murmure-t-on au Havre. Les Allemands n'ont pas retenu pour l'instant le projet d'oléoduc. Et sur les quatre appointements prévus, deux sont aujourd'hui en fonction et suffisent sans doute pour les prochaines années à assurer le trafic.

Antifer rasera évidemment moins rentable que prévu, mais rentable tout de même. Initialement conçu pour alimenter les raffineries de la région parisienne, accueillir les navires de toute taille, par tous les temps, Antifer voit, par le biais des opérations d'allègement, se développer un trafic européen nouveau et spécifique. Sans Antifer, Le Havre serait embouteillé et n'aurait pu adapter ses installations au « boom » que l'on constate sur le trafic de marchandises diverses en conteneur. Un trafic qui progresse à un rythme allégre.

DANIELLE ROUARD.

## SPORTS

### TENNIS

#### LE TOURNOI DE WIMBLEDON

## Nastase contre l'All England Club

De notre envoyé spécial

Londres. — Borg reste curieusement au filet avoir basé la tête pour éviter un « boulet » de Nastase qui est allé jusqu'au bout de la loge royale, ont de 2 à 3 mètres. On comprend pas très bien pourquoi il consulte l'arbitre du regard, un homme jeune encore, But Shales, de son état employé de banque dans la City. En face, l'incognito pour une répétition de la finale de Wimbledon 1976, a déjà empêché deux sets tambour battant, par 6-0 et 8-6. Il a joué jusqu'à la fin du deuxième set, comme nous ne l'avons jamais vu sur le terrain, la plupart du temps à la volée, cognant à tour de bras sur toutes les balles et témoignage de cette concentration expéditive qui donne à son front, sous le serviette, une expression implacable.

Nastase, après avoir été submergé en un quart d'heure au premier set, a réussi à reprendre pied au deuxième set : il est le seul champion actuel à pouvoir retrouver sa propre carabine sous le service de coupe du Suédois. Au début de ce troisième set, fort de sa prodigieuse adresse et de sa souplesse de poignet extraordinaire, il est dans l'œil du cyclone. La marque de 1-0 en sa faveur et Borg a perdu le premier point de son service. Ici, le gros incident.

L'arbitre a interpellé le Roumain, lui faisant signe de venir au bas de la chaise. « Nastase, will you please come here. » Celui-ci, après une réplique que personne n'entend (mais que la télévision rapporte) : « D'abord, appelez-moi M. Nastase » revient sans comprendre, mais tout de même gentiment, sur la ligne de service du premier carré. L'arbitre a visiblement reçu la consigne de ne tolérer aucun écart au « vilain » des courts qui, jusqu'à part deux brèves discussions en début de match avec un geste malheureux, s'est montré aussi sportif que l'an dernier. Sans parler de son jeu magnifique qui incite l'admiration et le respect. L'arbitre reprend : « Nastase, please, come here. » Nastase se refuse à bouger et fait signe à l'arbitre de descendre de sa chaise. L'arbitre entend les deux hommes (on entendra la télévision : « Et Borg, il ne tape pas dans la balle, lui ? »). Finalement, on assiste à ce qui ne s'est jamais passé sur un court : l'arbitre remet deux balles, Borg sur le premier point, Nastase est sanctionné !

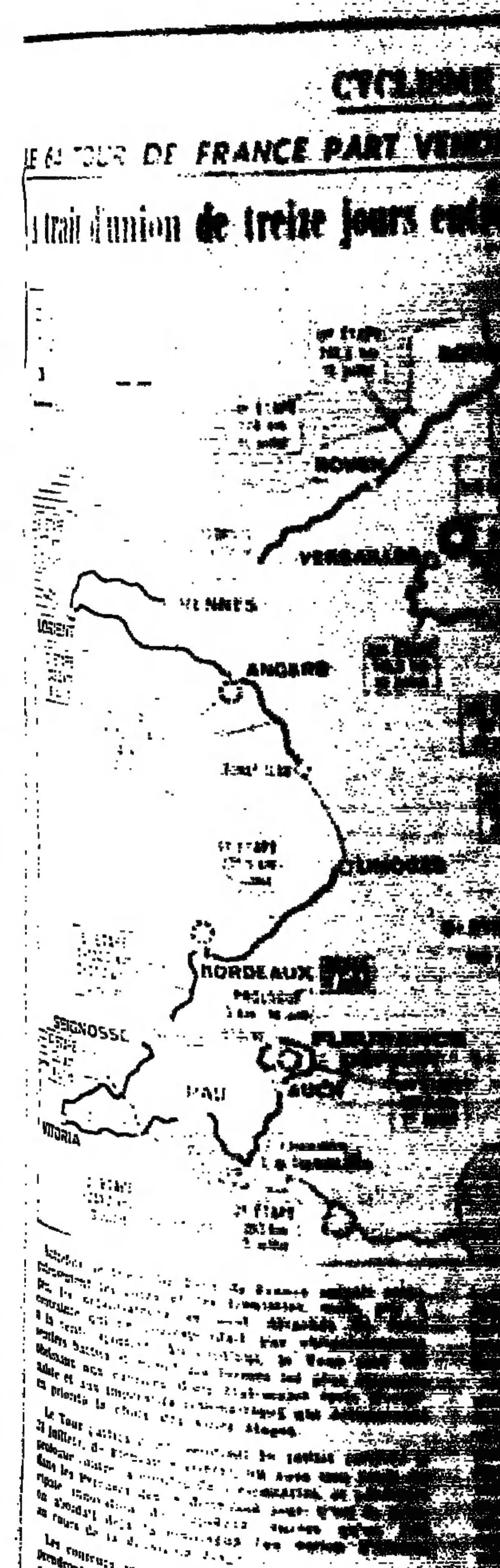
Pour mesurer l'aggravation de la brimade dans une partie aussi importante, il faut bien comprendre la mentalité des officiels de l'All England Club qui font penser, barricadés dans leurs traditions séculaires, à ces gigantesques John Bull de bois ornant les vitrines d'Old Bond Street. Ces messieurs légèrément ainsi avec une morgue sans rapport avec les réactions merveilleusement ingénues du court central.

OLIVIER MERLIN.

**FOOTBALL. — L'équipe de France qui sera opposée à celle du Brésil, jeudi 30 juin à Rio de Janeiro, aura la composition suivante : Rey, Jamon, Rio, Trésor, Bossi, Sahouan, Platini, Bessis, Zimzy, Lacombe.**  
**RUGBY. — Le XV de France a battu, mardi 28 juin, en Argentine, une sélection de la province de Santa-Fé par 34 à 6.**  
**OMNISPORTS. — Le grand prix de la littérature sportive a été décerné à Christian Quideu pour son livre la Fabuleuse Histoire du tennis, publié aux éditions Odi.**

M. Georges Marchais obtient la sanctionnelle des directeurs de la Nation

Le Tour de France part vendredi 1er juillet à 14 heures de Paris. Le départ sera donné par le maire de Paris, M. Jean-Pierre Chevènement, au Parc des Princes. Le Tour de France sera organisé par le Comité de France Part Vainqueur. Le Tour de France sera organisé par le Comité de France Part Vainqueur. Le Tour de France sera organisé par le Comité de France Part Vainqueur.





## JUSTICE

S'estimant diffamé par des documents falsifiés

### M. Georges Marchais obtient le renvoi en correctionnelle des directeurs de « Minute » et de « la Nation socialiste »

M. Aldebert, juge d'instruction à Paris, a signé le 28 juin une ordonnance renvoyant en correctionnelle M. Jean Boissac, directeur de Minute, et M. Auguste Lecœur, directeur de la Nation socialiste, pour avoir reproduit dans leurs publications respectives deux documents administratifs concernant son départ en Allemagne en qualité de travailleur requis. La falsification pouvait laisser croire aux lecteurs que M. Georges Marchais était allé volontairement outre-Rhin sous l'occupation.

L'ordonnance prononce tout d'abord le renvoi en correctionnelle des directeurs de Minute et de la Nation socialiste. M. Boissac et M. Lecœur ont publié un communiqué disant notamment : « L'ordonnance de renvoi et les réquisitions sur lesquelles elle s'appuie confirment donc que des documents administratifs ont été falsifiés, et cela en vue d'une exploitation politique dont ceux qui s'y sont livrés ne pouvaient ignorer le caractère mensonger. Les longues réquisitions du procureur notent à cet égard que Lecœur et Boissac, qui, depuis 1970, participaient à cette campagne de colonisation, étaient suffisamment documentés sur cette question pour ne pas pouvoir sérieusement prétendre qu'ils n'avaient pas soupçonné et que, de ces textes législatifs et réglementaires en vigueur à l'époque, les documents originaux ne mettaient pas à des personnes « averties, comme le sont MM. Lecœur et Boissac, d'aboutir à la conclusion résumée par eux. »

Après cette décision de renvoi en correctionnelle, les avocats de M. Marchais ont publié un communiqué disant notamment : « L'ordonnance de renvoi et les réquisitions sur lesquelles elle s'appuie confirment donc que des documents administratifs ont été falsifiés, et cela en vue d'une exploitation politique dont ceux qui s'y sont livrés ne pouvaient ignorer le caractère mensonger. Les longues réquisitions du procureur notent à cet égard que Lecœur et Boissac, qui, depuis 1970, participaient à cette campagne de colonisation, étaient suffisamment documentés sur cette question pour ne pas pouvoir sérieusement prétendre qu'ils n'avaient pas soupçonné et que, de ces textes législatifs et réglementaires en vigueur à l'époque, les documents originaux ne mettaient pas à des personnes « averties, comme le sont MM. Lecœur et Boissac, d'aboutir à la conclusion résumée par eux. »

Dans un souci d'apaisement

### M. PEYREFITTE DEMANDE L'INTERRUPTION DES POURSUITES DISCIPLINAIRES VISANT TROIS MAGISTRATS

Par trois lettres datées du 28 juin, M. Alain Peyrefitte, ministre de la Justice, a demandé à M. Marie-Danièle Monguillan, premier président de la Cour de cassation, président du Conseil supérieur de la magistrature, statuant disciplinairement, qu'il soit mis fin aux poursuites visant trois magistrats, Mlle Claude Joly, juge d'instruction à Douai et Mlle Danièle Arnoux, juge d'instruction à Alençon, l'une et l'autre membres du Syndicat de la magistrature et Mlle Lucile Roy, juge des enfants à Vesoul.

On précise à la chancellerie que cette décision a été prise « dans un souci d'apaisement » et qu'elle ne saurait préjuger l'opinion du garde des Sceaux sur le fond de ce dossier. Après ces lettres, M. Monguillan en informera les membres du Conseil supérieur qui devrait « donner acte » au ministre du retrait de ses plaintes.

Le Syndicat de la magistrature avait, à plusieurs reprises, pris position en faveur de Mlle Joly et, à un moindre titre, de Mlle Arnoux.

La première était poursuivie sur l'initiative de M. Jacques Chirac, premier président de la cour d'appel de Douai, qui estimait son travail insuffisant et certains de ses jugements contraires à « l'esprit traditionnel de la justice ». Le Syndicat estimait que ce dernier point était particulièrement grave puisqu'il aboutissait à faire figurer dans un dossier disciplinaire des décisions juridictionnelles, alors que celles-ci ne peuvent relever que des procédures de recours prévues par la loi (appel, cassation).

Mlle Roy était poursuivie sur l'initiative de M. Marc Dreyfus, procureur de la République à Vesoul, qui lui avait reproché des difficultés d'adéquation à la fonction de juge des enfants.

L'affaire du tala Morhange

### L'UNE DES SOCIÉTÉS MISES EN CAUSE DEMANDE UNE NOUVELLE EXPERTISE

La chambre d'accusation de la cour de Paris, présidée par M. Henri Basser, statuera le 12 juillet sur l'appel formé par M. Hubert Flahaut, président-directeur général de la société Givaudan-France, après le refus d'une contre-expertise que lui avait opposé le 25 avril dernier M. Henri Bregue, juge d'instruction, chargé depuis août 1972 du dossier du tala Morhange.

Une première expertise a conclu que l'indication d'hexachlorophène dans la préparation d'un lot de tala était à l'origine de la mort de trente-six bébés, des affections plus ou moins graves dont furent atteints cent soixante-dix autres enfants. Un sous-traitant de la société Morhange, les établissements Sétien, avait accidentellement mélangé à 600 kilos de tala 25 kilos d'hexachlorophène tirés d'un fût livré sans étiquette par les établissements Givaudan-France, filiale de la société suisse Hoffmann-La Roche.

Le président-directeur général de l'entreprise mise en cause, M. Flahaut, demande donc une contre-expertise qui fut refusée par le magistrat instructeur. D'un autre côté, la contre-expertise devant la chambre d'accusation, soutenue par M. Badier, du barreau de Paris, et le bâtonnier Molinet, de Poitiers. Au nom de M. Paul Berty, directeur des établissements Morhange, et Paul Mallard, directeur de la Sétien, M. Nordmann et Bauer, se sont opposés à la contre-expertise estimant que l'instruction est terminée et qu'il est grand temps que l'affaire connaisse son dénouement. Tel fut également l'avis de M. Henri Leclerc, avocat des familles des victimes. M. Serge Galand, avocat général, aurait admis pour sa part l'éventualité d'une nouvelle expertise limitée au point de savoir dans quelle mesure les expérimentations faites sur les animaux valent pour les humains.

### M. PONIATOWSKI ENTENDU DANS L'AFFAIRE DE BROGLIE

M. Guy Floch, premier juge d'instruction à la cour de Paris, a entendu, le 28 juin, les commissaires Marcel Leclerc et Robert Broussard, chefs de la Brigade de recherche et d'interception (BRI), avec toutes les personnes qui avaient repéré l'assassinat de M. Jean de Broglie, à l'exception de M. Simon Kolowick, impliqué seulement dans des faits remontant à 1976. (Nos dernières éditions.)

Cette confrontation a été décidée par le magistrat parce que certains inculpés, spécialement l'ancien inspecteur principal Guy Simon, laissaient entendre que la BRI avait continué à les filer jusqu'à la date du crime, le 24 décembre, alors qu'officiellement les filatures s'étaient arrêtées à la date du 10 décembre. Pourquoi les hommes de la BRI allaient-ils directement, le 27 décembre, les uns à l'auberge de la rue de la Harpe, les autres à l'appartement de M. Simoné et Serge Tassé, les autres au débit de tabac établi 117, avenue Félix Faure, à Paris, pour y appréhender M. Jean de Broglie ?

« Les renseignements nous ont été donnés par le commissaire Otavio », le chef de la brigade criminelle, ont répondu les commissaires Leclerc et Broussard. Et nous ignorons quelles étaient ses sources d'information. En attendant, les deux commissaires ont exhorté aux journalistes que les filatures visaient, à l'origine, un « truand » et qu'elles ont continué jusqu'à l'inspecteur Simoné. Mais il ignorait bien entendu, ajoutèrent-ils, qu'il existait un projet d'assassinat de M. de Broglie.

Faut-il que l'on apprenait que M. Simoné avait demandé à M. Roland Dumas d'assurer sa défense en collaboration avec M. Christian Leclerc, les avocats de M. Floch, M. Marcel Cecaldi et Jean-Yves Le Borgne, ont annoncé à M. Floch qu'ils avaient l'intention de lui remettre une note, ce mercredi 29 juin, pour lui demander de recueillir les témoignages du commissaire Pierre Otavio, de M. Jean Duret, directeur de la police judiciaire et de M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur au moment des faits.

Le meurtre de Mohammed Abderrahmane. — Un jeune homme, qui a reconnu être le meurtrier de Mohammed Abderrahmane (Le Monde du 28 juin), s'est constitué prisonnier, le 28 juin, dans l'après-midi, au commissariat central du 11<sup>e</sup> arrondissement. Il s'agit de M. Amel Michel Messaoud, âgé de dix-huit ans. Le jeune homme a été présenté au parquet inculpé d'homicide volontaire, et écroué. Selon la troisième brigade territoriale, deux membres de la « bande de la République », non identifiés, sont toujours en fuite.

LE PROCÈS DU « GANG DES LYONNAIS »

### Les accusés se présentent de nouveau en « politiques »

De notre correspondant régional

Lyon. — Il était prévisible après la très longue déposition, lundi 27 juin, du commissaire divisionnaire Pierre Richard, cherchant à « ficeler » le « gang des Lyonnais », avec une multitude de présomptions et d'études, matériels ou psychologiques, que la défense donnerait de la voix à son tour. Elle l'a fait, au cours de cette huitième journée d'audience, mardi, tentant de réintroduire le doute dans l'esprit des jurés — que la démonstration du commissaire Richard avait visiblement frappé — sur le thème : « Et si tout ça avait été commandité en haut lieu au profit d'organisations politiques et avec la bénédiction de certains personnages bien placés ? »

Le commissaire Richard ne croit pas du tout à cet alibi, apparu après la fin de son enquête. Les barbouzes, il connaît ça. Il en a arrêtés autrefois en Algérie. Mais il affirme à la barre que, pendant les deux ans et huit mois que dura l'enquête, « jamais il n'a constaté que l'un des cinq principaux individus de la bande entrât en contact avec un homme politique ou apparenté à un parti politique, ou encore avec des personnages auxquels on prête dans certains milieux des appartenances à des services dits parallèles ».

Au cours des perquisitions effectuées aux domiciles d'une trentaine de personnes, aucune trace d'appartenance à un groupe de cette nature n'a, en effet, été découverte. « Fournissant, fait observer le commissaire Richard, lorsqu'on défilait un tel Sésame dans sa poche, on est très tenté de l'utiliser. »

« On a toujours besoin de gens comme nous et on ne leur donne pas obligatoirement de carte spéciale », remarque Monmon Vidal. « Après tout, l'interrogatoire son démenteur, M. Ambre, comment le commissaire Richard peut-il affirmer que Vidal ne rencontrait pas d'hommes politiques, alors qu'il ignorait, par exemple, l'existence d'un garage situé à 1 500 mètres de chez mon client et où celui-ci se rendait fréquemment ? »

« Comment expliquez-vous encore que, bien que la bande ait multiplié les coups de main, vous n'avez pas réussi à l'intercepter ? » Le président Lasserre lui-même va plus loin encore, se demandant si ce comportement n'était pas le résultat d'une sorte de complicité à l'intérieur des services. « Ce sont les liturgies de défilement minutieusement préparées qui ont permis à la bande de passer à travers les mailles du filet », tranche le commissaire.

Courant, il y a eu l'émission des « Dossiers de l'écran », le 7 mai 1974.

## FAITS ET JUGEMENTS

### Le scandale financier des « Flanades » au tribunal de commerce de Pontoise.

Le tribunal de commerce de Pontoise (Val-d'Oise) a examiné, mardi 28 juin, une affaire liée au scandale financier du centre commercial des Flanades à Sarcelles (Le Monde du 28, 29, 30 et 1<sup>er</sup> juillet). Le problème posé était celui de la responsabilité de divers scandales financiers, créés par la Caisse des dépôts et consignations et sa sous-filiale, la CIRP (Compagnie immobilière de la région parisienne), née de la loi de 1963 (Société centrale immobilière, créée par la Caisse des dépôts et consignations) respectivement promoteur et gérant des Flanades.

Huit organismes dont l'E.D.P. créanciers du bowling qui avait été mis en liquidation judiciaire le 21 octobre 1975 après quelques mois d'activité, réclamaient réparation à la Caisse des dépôts et consignations qui avait fourni les prêts d'installation de cet établissement. M. Jean-Marc Varaut, avocat des créanciers, a estimé que la Caisse des dépôts et consignations avait été victime de son imprudence et qu'elle était directement à l'origine du dépôt de bilan de l'entreprise. Quant aux avocats de la partie adverse, ils ont déclaré « que jamais personne n'avait osé mettre en cause la Caisse des dépôts et consignations devant le tribunal de commerce et que, de plus, elle ne pouvait être tenue responsable de la gestion de ses filiales ». Le jugement sera rendu le 13 octobre.

M. Astudillo Ibarra. — Incarcéré depuis le 21 janvier 1976 parce qu'il était sous le coup d'une demande d'extradition émanant de l'Espagne, M. Pedro Astudillo Ibarra, dans la soirée du mardi 28 juin, après la décision du Conseil d'Etat annulant le décret d'extradition le visant. (Le Monde du 29 juin.)

LISEZ

Le Monde des Philatélistes

### Hector Aristy s'estime victime d'une erreur judiciaire.

L'interrogatoire de M. Hector Aristy par M. Charles Franceschi, premier juge d'instruction à Paris, le magistrat chargé de l'affaire de l'enlèvement de M. Revelli-Beaumont, a duré six heures, le 28 juin. Il devait continuer ce mercredi 29 juin, toujours en présence du défenseur inculpé, M. Pierre-André Renaud.

M. Aristy semblait manifester une certaine impatience. Il pensait paraître, lors de son arrestation, que sa bonne foi éclaterait très vite. Aujourd'hui, il s'estime victime d'une erreur judiciaire.

L'A.N.A. épouse le R.N.A.F. Les deux principales organisations syndicales d'avocats, l'Association nationale des avocats de France (A.N.A.) et le Rassemblement des nouveaux avocats de France (R.N.A.F.), ont présenté le 28 juin, leur décision de se réunir dans une même organisation : la Confédération syndicale des avocats. L'A.N.A. et le R.N.A.F. déclarent compter respectivement trois mille et deux mille adhérents, sur près de treize mille avocats.

Au cours d'une conférence de presse, M. Denis de Ricci, président de l'A.N.A., et M. Bedel de Busserinques, président du R.N.A.F., ont précisé que la fusion complète deviendrait effective après les assemblées générales des deux associations, le 1<sup>er</sup> octobre prochain. Ils ont déclaré que la première tâche du nouveau syndicat sera de défendre les avocats contre la réglementation fiscale, qui les considère comme des « fraudeurs en puissance » et fait d'eux, avec les autres membres des professions libérales, les « malmenés de la société libérale ».

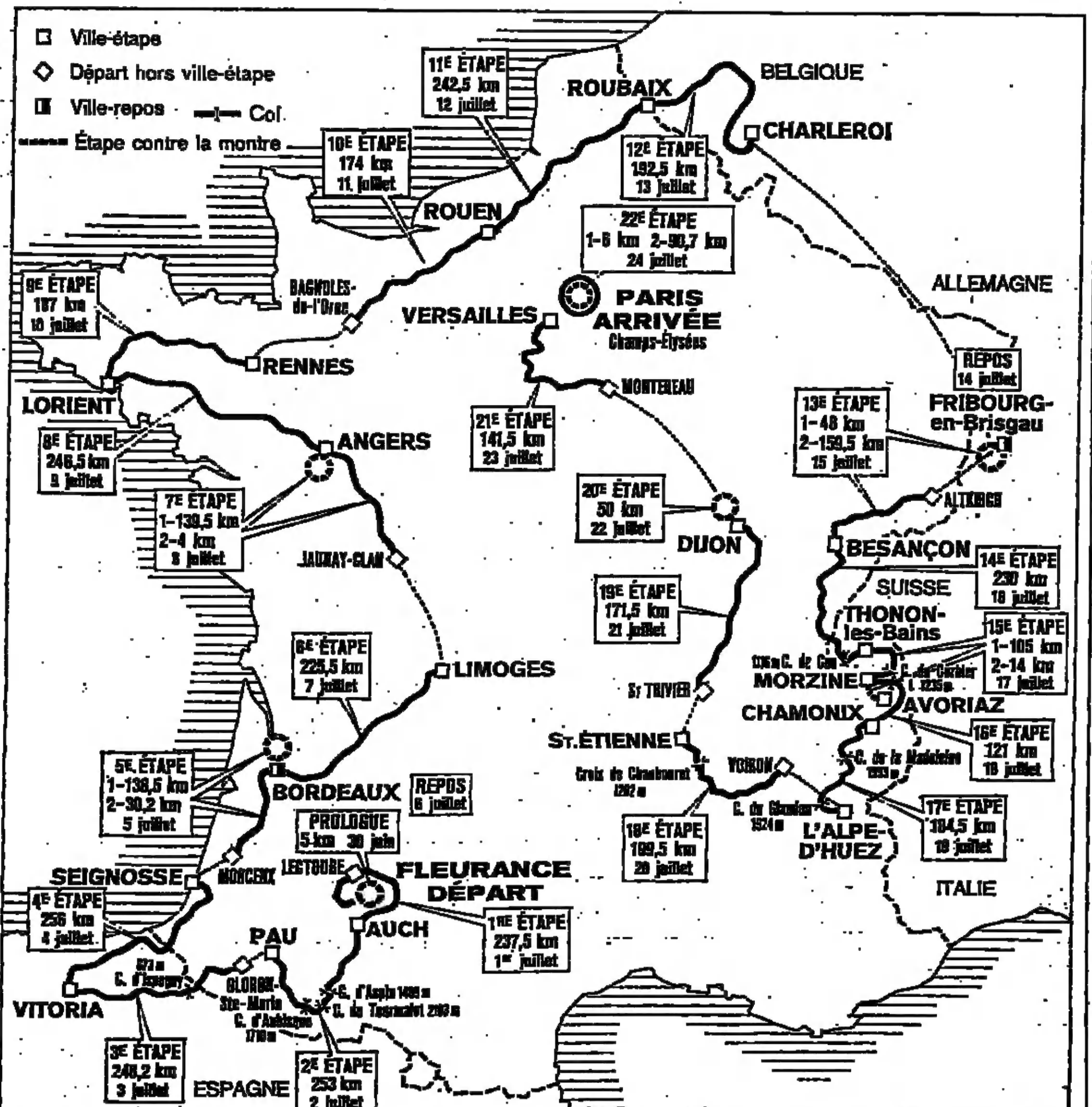
Les deux présidents ont ajouté qu'ils allaient demander audience au président de la République, « qui avait fait des promesses lorsqu'il était candidat », et aux dirigeants politiques de la majorité et de l'opposition, afin de surseoir les avocats de leur « ghetto fiscal ». Ils ont ajouté « Pour voir satisfaire nos revendications, nous n'hésiterons pas à nous mettre en grève ».

## SPORTS

### CYCLISME

### Le 64<sup>e</sup> TOUR DE FRANCE PART VENDREDI DE FLEURANCE (GERS)

### Un trait d'union de treize jours entre les Pyrénées et les Alpes



Antérieurement, le tracé du Tour de France suivait scrupuleusement les côtes et les frontières, mais, peu à peu, les organisateurs se sont détachés de cette contrainte qui ne correspondait pas obligatoirement à la réalité sportive. Aujourd'hui, le Tour part des sentiers battus et prend les formes les plus étranges, obéissant aux caprices d'un état-major éprouvé d'originalité et aux impératifs commerciaux qui déterminent en priorité le choix des villes étapes.

Le Tour partira donc, vendredi 1<sup>er</sup> juillet (arrivée le 24 juillet), de Fleurance (Gers), et aura lieu jusqu'à un prologue contre le montre de 5 kilomètres, et pénétrera dans les Pyrénées dès la deuxième étape. C'est la principale innovation de l'épreuve, encore qu'en 1969, on abordait déjà la montagne (au ballon d'Alsace) au cours de la deuxième étape.

Les courses se dérouleront ensuite vers le nord et prendront l'aspect de Charbonnel à Fribourg-en-Brisgau pour atteindre les Alpes au début de la troisième semaine. On dénombre deux années en altitude :

à Morzine-Avoriaz et à l'Alpe d'Huez ; huit départs différenciés, dont quatre longues neutralisations, ce qui paraît excessif ; cinq courses contre le montre, d'un total de 104 kilomètres, et deux journées de repos, à Bordeaux et à Fribourg.

Apparemment moins difficile que l'an dernier, le prochain Tour de France pourrait donner lieu à des surprises. D'anciens pacifistes d'un Tour à la Walkowiak, en comptant les chances d'un outsider qui pourrait être Tharion, Knutemann, Rana, Galdo, Michel Laurent, Villeneuve ou Ruyter. Les favoris logiques, Merckx, Zoeterink et Thévenet, n'ont pas toutes les garanties d'une condition physique adaptée aux exigences d'une telle compétition. On se demande, d'autre part, si Lucien Van Impe pourra résister au victorieux de l'an passé sur un parcours moins montagneux.

Il y aura cent coureurs au départ, après de nombreux forfaits, ceux notamment de Maertens, Meers, Giamondi, du champion de Belgique Michel Pollentier et du champion de France Marcel Thiaix. — J. A.



**baronnat**  
cours privé baronnat  
5 av. Félix Viallet / Grenoble  
tél. 76 44.93.67

**bac**  
• secondaire (bourses nationales)  
• économique

**bts**  
• comptabilité • marketing  
• trilingue • tourisme  
• direction • hôtelier  
régime étudiant

**BOURSES**  
Été 1977  
Fondation Internationale  
langues espagnole  
**COURS ET PLAGE**  
Espagnol intensif sur la  
COSTA DEL SOL  
**ANGLÈRE**  
Oxford - Londres - Bristol  
PARIS  
Anglais, espagnol, portugais,  
français - Stages A.V. d'espagnol  
pour les professeurs  
COMPAGNIE EUROPÉENNE  
DE FORMATION PERMANENTE  
8, bd de Bonne-Nouvelle  
75002 PARIS - Tél. 233-67-68  
ESPAGNOL - ANGLAIS

**P** De 15-7 ou 31-8  
**Sc** PRÉPARATION PAR  
**PO** CORRESPONDANCE  
• Entrée  
• Année Préparatoire  
• Fin Année Préparatoire  
• Entrée 2<sup>e</sup> année  
• Recyclage anglais  
• PSE  
15, av. Victor-Hugo  
75116 PARIS  
553-97-89

**CLUB ANGLAIS**  
Séances d'anglais et autres livres en  
ANGLÈRE, ÉCOSSE,  
IRLANDE, SUÈDE, ALLEMAGNE,  
AUTRICHE, ITALIE  
(séances, pensions, familles, universités)  
pour séjours et pour séjours  
PROGRAMMES SPORTIFS et  
programmes touristiques sous licence  
TARIF SPÉCIAL JUVENES  
28, r. des Fossés-St-Jacques  
Paris-VI - 933 61.72 - 116.44.03

(Publité)  
**INSCRIPTIONS**  
à l'université de Paris-Sud  
Les inscriptions pour les études  
scientifiques au Centre d'Orsay  
et juridiques au Centre de Sceaux  
doivent être prises entre le  
27 juin et le 26 juillet 1977.  
Il est recommandé aux étu-  
diants des classes préparatoires  
de s'inscrire en juillet.  
Les étudiants qui pour des  
raisons géographiques sont dési-  
reux de poursuivre des études  
supérieures à Sceaux ou à Orsay  
bénéficieront d'une priorité s'ils  
s'inscrivent avant le 18 juillet  
inclus.  
La rentrée universitaire est  
fixée au lundi 3 octobre 1977.

Se perfectionner, ou apprendre  
la langue est possible  
en suivant  
**LES COURS D'ANGLAIS**  
DE LA BBC  
cours avec explications en français  
Documentation gratuite :  
EDITIONS DISQUES BBC  
8, rue de Belfort - 75008 Paris

EN 6 SEMAINES  
par correspondance  
**P** Préparation aux  
**Etudes** • PCEM 1  
(médecine, dentaire)  
**Médecines** • PHARMACIE  
I.P.E.M.  
15, av. Victor-Hugo 75116 PARIS  
553-97-89

**SC. PO.**  
IPEC  
Enseignement supérieur privé  
46, bd St-Michel  
633.81.23 / 03.45.87  
(au cœur du Quartier Latin)  
documentation sur demande

## MÉDECINE

Après la mort d'un technicien

**LES SYNDICATS DU CENTRE UNIVERSITAIRE JUSSIEU RECLAMENT DE NOUVEAU DES MESURES CONTRE L'AMIANTE.**

Le collectif intersyndical sécurité des universités Paris-VI et Paris-VII (centre de Jussieu) vient de rendre public le certificat médical dressé par un chef de clinique du C.E.U. Saint-Antoine après la mort en février dernier, du fait d'un cancer du poulmon, d'un technicien de Jussieu. Dans ce certificat, le docteur Michel Koppeltich affirme notamment que le fait que ce malade ait été « en contact avec des fibres de silice (moins de quinze cigarettes par jour) et ait été exposé de façon importante à l'amiante doit faire suspecter un rapport direct de cause à effet entre cette exposition et la survenue d'une tumeur bronchique maligne ».

Les syndicats de Jussieu réclament une nouvelle fois, à cette occasion la poursuite des travaux entrepris en 1976 dans le centre universitaire pour réduire le taux d'amiante dans l'air, en sollicitant le produit, « floqué » dans la plupart des locaux, derrière une couche de plâtre : la somme de 1,5 million de francs débouquée en 1976 n'avait permis de réaliser ces travaux que sur les deux tiers du rez-de-chaussée. Ils ont obtenu, d'autre part, que, prochainement, tous les personnels travaillant à Jussieu depuis plus de dix ans soient soumis à un examen médical de recherche de cellules cancéreuses dans les crachats.

Le collectif intersyndical travaille depuis plus de deux ans sur le problème de l'amiante, en relation notamment avec des travailleurs de l'industrie confrontés au même problème. Il vient de faire paraître un ouvrage qui présente tous les aspects du dossier : la lutte des travailleurs de l'industrie, en France et à l'étranger, ainsi que les problèmes médicaux, techniques et réglementaires de l'usage de l'amiante et de ses dangers.

\* **Danger! Amiante.** Collection « Cahiers libres », chez François Maspero, 420 pages, 45 F.

## M. Lortat-Jacob est réélu président de l'Ordre national des médecins

« C'est à la demande d'un certain nombre d'entre vous que je pose ma candidature à la présidence du conseil national de l'Ordre des médecins », a déclaré la semaine dernière le docteur Duchêne, médecin conventionné exerçant en groupe à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Il venait de créer un événement : pour la première fois, il n'y avait pas un seul candidat, mais deux, à briser le vote des trente-sept membres du bureau national, dont le tiers venait d'être renouvelé.

Si à Paris les docteurs Lortat-Jacob et Anton ont été réélus à la quasi-unanimité, en province, des combats des délégués ont permis de faire élire au grand jour ont bouleversé quelque peu l'automatisme traditionnel de ces élections. Au total, sur les onze bureaux électoraux, dix ont élu cinq nouveaux membres sont entrés au conseil national, un vice-président de l'ordre a même été élu.

## LE PROFESSEUR JEAN DAUSSET EST ÉLU À L'ACADÉMIE

Lors de sa séance du mardi 28 juin, l'Académie de médecine a élu membre titulaire de sa quatrième section (sciences biologiques, physiques, chimiques, et naturelles) le professeur Jean Dausset, chef de service d'hématologie-immunologie de l'hôpital Saint-Louis. Au cours de cette séance ont été élus comme correspondants nationaux M. Paul Ganière (Nice) et M. Etienne Boltanski (Meyville).

Déjà le 15 octobre 1966 à Toulouse, M. Jean Dausset était élu à l'Académie de médecine et devient en 1968 docteur en médecine puis agrégé d'hématologie en 1969. Il est chef de clinique médicale à la faculté de médecine de Paris (1966), maître de conférences (1968) et professeur d'immunohématologie (1969). Il est directeur de l'unité d'immunogénétique de la transplantation humaine à l'Institut de la santé et de la recherche médicale. Capitale fut la découverte des groupes sanguins et du système HLA. Il démontre que la maladie de la leucémie est une maladie de la cellule et non seulement appartenir aux groupes sanguins du donneur et du receveur, mais aussi à la transmission de groupes tissulaires soit identiques. Récemment, il a montré une corrélation entre ces groupes tissulaires et la prédisposition à certaines maladies (« Le Monde » du 18 juillet 1976).

Médaille d'argent du C.N.R.S. en 1967, grand prix scientifique de la Ville de Paris en 1968, prix scientifique de l'Institut Pasteur au Collège de France.

## SCIENCES

## Le budget de la recherche scientifique s'élèvera à 11,9 milliards de francs

Après avoir découvert, à son arrivée au gouvernement, une ébauche inquiétante de budget pour la recherche en 1978, M. Jacques Sourdis, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé de la recherche, a pu présenter, mardi 26 juin au cours d'une conférence de presse, un « budget honorable ».

L'enveloppe totale de ce budget (11,9 milliards de francs) sera présentée à l'automne au Parlement s'élèvera à 11,9 milliards de francs dont 5,6 milliards d'autorisations nouvelles de programmes. Les autorisations de programme (A.P.) devraient ainsi croître de 7,3 % par rapport à 1977, les crédits de fonctionnement, pour leur part, bénéficiant d'une croissance globale de 11,6 %.

Parlant quelques heures après le comité interministériel réuni dans la matinée sous la présidence du premier ministre — comité destiné à arrêter les derniers arbitrages, M. Sourdis s'est montré satisfait. Il a pu, a-t-il affirmé, pleinement jouer son rôle de coordinateur de l'enveloppe recherche.

On notera la croissance sensible des fonds propres du secrétariat d'Etat à la recherche (aide au développement : + 10 % et fonds de la recherche : + 13,7 %), qui, dans une certaine mesure, laisseront à M. Sourdis, en cours d'année budgétaire, une marge d'intervention. Au total, a indiqué M. Sourdis, les secteurs les plus privilégiés sont la santé et les recherches visant à renforcer l'indépendance nationale : énergie nucléaire et énergies nouvelles, matières premières, espace et informatique. Les secteurs les plus touchés par la récession sont ceux de l'agriculture, de l'exploitation des océans et, dans une certaine mesure, le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.).

M. Sourdis peut affirmer que les objectifs budgétaires fixés en 1978, conseil interministériel seront respectés : le nombre de chercheurs augmentera exactement de 3 %, tandis que les autorisations de programme croîtront un peu plus vite que les investissements collectifs. Il n'en reste pas moins que ce budget, pour honorable qu'il soit, ne permettra pas la poursuite de la recherche scientifique, après sept ou huit ans de lente dégradation, il ne permettra évidemment pas la relance qu'aurait souhaitée la communauté scientifique.

Peu de nouveaux laboratoires seront mis en chantier. « Nous devons repenser le bilan de nos temps meilleurs », affirme M. Sourdis, qui a décidé, d'autre part, le report du lancement de grandes opérations, comme la centrale solaire de 3,5 MW prévue par la délégation aux énergies nouvelles. En période de restrictions budgétaires, il est permis de constater qu'un certain effort semble fait pour la recherche. Mais est-il normal, demande M. Sourdis, que ce budget, en 1978 comme les années précédentes, reste inférieur à celui des anciens combattants ?

XAVIER WEEGER.

## Trois cent quatre-vingts postes de chercheurs seront créés

M. Sourdis a brièvement exposé les grandes lignes du budget de la recherche pour 1978. Il permettra la création de 380 postes de chercheurs, de techniciens et d'administratifs, et de 380 postes au Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) et à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), qui reçoivent respectivement 230 et 64 postes. Sept cents chercheurs « hors statut » seront intégrés.

- **Secrétariat d'Etat à la recherche :** les fonds propres du secrétariat d'Etat à la recherche s'élèveront à 600 millions de francs ; le fonds de recherche permettra notamment de doubler les échanges de chercheurs avec l'étranger ; l'aide au développement bénéficiera pour plus de 80 % aux branches industrielles dépendant du ministère de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat.
- **Industrie, commerce et artisanat :** + 8 % au total ; — **Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) :** + 9,5 % au total (14,1 en autorisations de programmes (A.P.), soit 135 millions de francs) ; — **Centre national d'études spatiales :** + 10,2 % (19,9 en A.P.) ; 926 millions ; — **Plan-calcu :** — 2,6 % ; les sommes consacrées à la recherche passent de 65 millions de francs en 1977 à 125 millions (+ 92,7 %) ; celles destinées à l'aide aux activités industrielles (principalement soutien de C.I.R. Honeywell-Bull) de 570 à 600 millions (+ 5,3 %).
- **Centre national pour l'exploitation des océans (C.N.E.O.) :** 9,9 % (+ 5,3 % en A.P.) ;
- **Institut de recherche en informatique (I.R.I.A.) :** + 9 % au total ; le
- **Centre technique de l'information :** sera rattaché ; — **Direction des mines (principalement recherche dans les écoles) :** + 7,3 % (15 % en A.P.) ;
- **Affaires étrangères :** + 5,5 % ; 4 % essentiellement de la participation française dans de grands organismes internationaux, comme le CERN de Genève.
- **Coopération :** Office de la recherche scientifique et technique pour les territoires d'outre-mer (O.R.S.T.O.M.) : + 12,7 % (10,3 % en A.P.) ; Groupement d'études et de recherches pour le développement de l'agriculture tropicale (GERDAT) : + 7,8 % (- 3,8 % en A.P.) ; le GERDAT sera réorganisé.
- **Agriculture :** Institut national de la recherche agronomique (I.N.R.A.) : + 11,2 % (2,3 % en A.P.) ;
- **Équipement et aménagement du territoire :** + 5,2 % ;
- **Santé :** INSERM : + 12,5 % (10,5 % en A.P.) ; Institut Pasteur de Paris : + 12,8 % ;
- **Universités :** Mission de la recherche (recherche pré université) : + 7,4 % (7 % en A.P.) ; C.N.R.S. : + 10,6 % (14,3 % en A.P.) ; des « postes d'accueil » seront créés qui devront permettre l'accueil d'émigrés pour des périodes limitées. Sur ce budget sont prévus 2,5 millions pour la construction, en coopération avec l'Allemagne fédérale, d'un outil lourd d'astronomie, le grand interféromètre millimétrique. La construction du grand accélérateur linéaire « Gerdil » de Caen est poursuivie (28 millions pour le C.N.R.S., autant pour le C.E.A.) ;
- **Culture et environnement :** respectivement + 12 % et + 4,3 %.

## DÉFENSE

## Le projet de budget militaire pour 1978 serait de 67 à 68 milliards de francs

Le projet de budget militaire pour 1978 a été soumis à l'arbitrage du président de la République, qui pourrait faire connaître sa décision avant la mi-juillet. Dans les discussions préparatoires sur les dépenses et les recettes de l'Etat pour l'an prochain, le problème de la progression et du montant des crédits de la défense paraît délicat (« Le Monde » du 29 juin), compte tenu de la volonté gouvernementale de limiter à 12 % la hausse du budget de l'Etat.

Au terme de la loi de programmation approuvée par le Parlement au printemps de 1976, qui fixe les dépenses militaires pour les six années qui s'étendent de 1977 à 1982, est prévu pour 1978, un budget de la défense (dépenses de fonctionnement et investissements d'équipement) de 66 400 millions de francs. Cette prévision, si elle était respectée, représenterait un accroissement supérieur à 13,7 % par rapport au montant du budget militaire de 1977.

La loi de programmation a donc, déjà, retenu pour 1978 un montant du budget militaire qui croît plus rapidement que la hausse moyenne de l'ensemble des dépenses publiques. Cela a déjà été le cas en 1977, année pendant laquelle le budget initial de l'Etat devait progresser de 6,5 % par rapport au budget final de 1976, tandis que la progression correspondante des crédits militaires était de 11 %.

Mais, de plus, les services du premier ministre et l'administration des finances ont été, cette année, en désaccord avec le ministre de la défense sur l'évaluation des hausses économiques ou industrielles et de l'inflation intervenues ou attendues dans le calcul des coûts de fabrication des armements et des dépenses d'études ou de recherches à des fins militaires. Pour couvrir la forte progression des prix industriels des matériels de guerre, notamment dans l'électronique, le ministre de la défense propose de porter à 69 milliards de francs son projet de budget pour 1978. Les services du ministère de la défense font valoir que cette hausse permettrait de respecter les engagements

## AÉRONAUTIQUE

En cinq années d'exercice financier

## LA SNIAS A ACCUMULÉ UN DÉFICIT DE 1 969 MILLIONS DE FRANCS

La Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) a enregistré un déficit de 621 millions de francs en 1976, dit essentiellement au profit de la division « avions » (818 millions) et à la sous-activité (183 millions), que ne parvenaient pas à équilibrer les bénéfices des autres divisions. Les pertes déclarées depuis la première année, en 1972, sont de 1 969 millions de francs. Les comptes de l'exercice 1976, publiés par la SNIAS, font apparaître un chiffre d'affaires de 1 969 millions de francs, soit une augmentation de 24,7 % par rapport au chiffre d'affaires de la SNIAS en 1975. Les exportations de l'année précédente se sont élevées, au total, à 3 862 millions de francs. L'Etat, qui est le principal actionnaire, le capital de la SNIAS est de 421,5 millions de francs — a versé en 1976, des avances de 621 millions de francs, soit exactement le montant déclaré des pertes.

Selon les dirigeants de la SNIAS, la progression (environ 31 % par rapport à 1975) du chiffre d'affaires des hélicoptères en 1976 est due principalement à l'augmentation sensible des exportations et de celle des systèmes balistiques ou spatiaux (de l'ordre de 30 %) provient essentiellement des commandes du client quasi unique qu'est l'Etat. Dans le domaine des engins tactiques, la part des exportations, déjà importante en 1975, s'est encore accrue en 1976 (60 % du chiffre d'affaires).

Le chiffre d'affaires de la division « avions » a progressé de 20 %, passant de 2 573 millions de francs à 3 101 millions. Plus de la moitié de ces ventes concerne des productions destinées à l'exportation et destinées à la firme Dassault-Breguet (accusé par la presse de sous-traitance pour le Mirage F-1 et le Mystère 20) ou au consortium européen Airbus — chargé d'assurer la commercialisation du moyen-courrier A-300.

## RELIGION

• **RECTIFICATIFS.** — Dans le Monde du 25 juin, nous avons indiqué que l'Eglise luthérienne d'Angola venait d'envoyer dans la Fédération luthérienne mondiale, à Genève, une délégation. Il s'agit, en fait, de l'Eglise d'Angola-Baték d'Indonésie. D'autre part, l'université de Dar-es-Salaam ne comprend pas une faculté des lettres, comme il était indiqué dans le Monde du 26-27 juin, mais une faculté des lettres.

## ÉDUCATION

M. PIERRE LOUIS

président de l'Institut national de recherche pédagogique

M. Pierre Louis, ancien recteur, conseiller d'Etat en service extraordinaire, vient d'être nommé président du conseil d'administration de l'Institut national de recherche pédagogique (I.N.R.P.). Le conseil comprend vingt-sept membres, dont six directeurs ou chefs de service du ministère de l'éducation, et six représentants du personnel de l'Institut.

Les personnalités choisies, « en raison de leur compétence et de la nature de leurs activités », sont : M. Jacques Bayle, inspecteur des finances ; Jean Bernard, de l'Académie française, professeur à l'université de Paris-VII ; directeur de l'U.E.R. d'hématologie ; Constant Burg, directeur de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) ; Jean-Louis Crémieux-Bribac, directeur de la Documentation française ; Claude Collard, président du Comité national olympique et sportif français ; André Dancin, directeur de l'Institut de recherche d'informatique et d'automatique ; Robert Laités, conseiller technique auprès de la direction générale de la Banque de Paris et des Pays-Bas ; Jacques Le Goff, président de l'Ecole des hautes études en sciences sociales ; Paul Pastour, recteur de l'Académie de Nice ; Raymond Weil, professeur à l'université de Paris-IV.

Déjà le 1<sup>er</sup> août 1973 à Saint-Servan (Ille-et-Vilaine), agrégé et docteur en lettres, M. Pierre Louis est successivement chargé de cours aux facultés des lettres de Rennes, puis de Lyon (1949-1948), professeur dans ce dernier établissement (1949-1954), avant d'être nommé recteur académique de Clermont-Ferrand, puis de Lyon, de 1960 à 1976. Le 22 juin 1976, M. Louis était nommé conseiller d'Etat en service extraordinaire.



Un ordre visuel  
attaché au chaos

Un ordre visuel  
attaché au chaos

Un ordre visuel  
attaché au chaos

Un ordre visuel  
attaché au chaos

Un ordre visuel  
attaché au chaos

Un ordre visuel  
attaché au chaos

Un ordre visuel  
attaché au chaos

Un ordre visuel  
attaché au chaos

Un ordre visuel  
attaché au chaos

Un ordre visuel  
attaché au chaos

Un ordre visuel  
attaché au chaos

Un ordre visuel  
attaché au chaos

Un ordre visuel  
attaché au chaos

Un ordre visuel  
attaché au chaos

Un ordre visuel  
attaché au chaos

Un ordre visuel  
attaché au chaos

Un ordre visuel  
attaché au chaos

Un ordre visuel  
attaché au chaos

Un ordre visuel  
attaché au chaos



# Le Monde

DES ARTS  
ET DES SPECTACLES

## PORTRAITS AMÉRICAINS

UN ENTRETIEN AVEC LE PEINTRE  
ROBERT MOTHERWELL

### Un ordre visuel arraché au chaos

« Quelle est l'origine des pages qui — en ouverture de votre exposition — accompagnent le cycle des poèmes de Rafael Alberti ? »

— Depuis longtemps, on me demandait un livre d'art avec des textes. Mais dès que j'étais je m'expliquais sur l'art et ça ne me semblait pas convenir à cette sorte de livre. Je préférais attendre, trouver un auteur. Dans une librairie, j'ai découvert — en espagnol et en anglais — ce poème qui m'a frappé, comme un éclair.

« Je n'ai jamais rencontré Alberti. Il était un ami de Garcia Lorca, et ce qui est drôle, c'est qu'il voulait devenir peintre. Après « notre » livre — tiré à quarante exemplaires — il en a fait un autre, sur le même poème, mais avec ses propres dessins. Des dessins beaucoup plus réalistes que les miens : imaginez Masson qui emploierait la technique des papiers collés.

« J'ai travaillé sur le poème d'Alberti de janvier 1968 au mois d'août 1972. Pendant ces quatre ans, j'ai connu des hauts et des bas, mais, le lisant, le relisant, je comprenais à quel point ce texte était vrai et grand, car toujours plein : chaque lecture stimulait, suscitait de nouvelles interprétations, de nouvelles idées. Et puis, c'était l'Espagne.

« J'ai été élevé en Californie, dans un climat, une lumière proches de ceux de l'Espagne, de l'Italie, de la Grèce, de la Provence. C'est très important pour moi, parce que la plupart des artistes modernes français ont fini, ont commencé, en Provence, où la lumière n'est pas « atmosphérique » — comme à Amsterdam — ni tendre et douce — comme à Paris. Dans le Sud, et pour parler en peintre, la couleur est locale, l'ombre noire — je devrais dire plutôt qu'il n'y a pas de transition ténébreuse entre la couleur et l'ombre, tandis que chez Rembrandt toutes les couleurs sont subordonnées à toutes les nuances de l'ombre.

« Cette peinture des Français dans le Sud, au début du vingtième siècle — par un hasard historique la plus belle, — un Californien peut visuellement la lire, tant elle correspond naturellement, réellement, à ce que lui-même a dans ses yeux, tous les jours. Et je n'ai besoin d'aucune forme de traduction devant Matisse, Miro ou Cézanne. Mais quand Mondrian utilise une couleur locale, il est obligé de la faire théoriquement : le Nord, jamais, n'a la clarté ni la violence du Sud. Dans le Nord, c'est comme si on voyait tout à travers des voiles, et c'est cette lumière-là que j'appelle atmosphérique.

« Plus vieux je deviens, moins importantes me paraissent les nationalités. L'essentiel, c'est ce qui est similaire, au sens presque écologique. Le travail de Max Ernst et celui de Miro reflètent avec évidence ce que je disais tout à l'heure. Miro et Ernst étaient surréalistes, mais un enfant qui sait garder un point de vue purement visuel reconnaîtra facilement lequel des deux vient du Sud.

« Habituellement, les peintres pensent en termes de tonalité. Picasso dit, par exemple : « Quand vous aimez plus de bleu, prenez du rouge », mais, si on donne ce conseil aux enfants, ils refusent et s'arrêtent de peindre. Or, bien que la position de Picasso soit correcte lorsque deux couleurs ont une même tonalité et rejoignent celle de la majorité des peintres, je suis, moi, d'accord avec les enfants. Ainsi je coupais dans son existence, dans sa racine, la couleur. Le reste — plus mystérieux — appartient aux associations, aux métaphores.

#### Penser au bien, affectueusement

— On vous pose beaucoup de questions sur la couleur...

— A New-York, on me parle souvent du « bien Motherwell », on me demande comment je l'obtiens. Et je réponds : il ne s'agit pas de technique, il s'agit de penser au bien, affectueusement. Et aussi au noir. Et à toutes les couleurs.

« Dire — en insistant sur son aspect positif — que l'intensité de certaines couleurs que j'emploie se réfère à la plénitude de la vie me limite trop, me catalogue. J'ai traversé beaucoup d'années tourmentées et ambivalentes que la couleur, elle, dépassait ou ignorait. Aussi loin que je m'en souviens, deux exemples m'ont marqué : Matisse dans ses écrits et Beethoven à composer sa *Symphonie symphonique* — l'une des plus optimistes — à l'un des moments les plus douloureux de sa vie. Il semble que l'art suive sa propre logique, presque

inhumain dans son indifférence aux mélodrames quotidiens.

« Le quotidien, je l'introduis souvent dans le collage. Il y a quelques années, en Amérique, alors que je regardais une rétrospective de mes collages, ont surgi des morceaux entiers de passé : là, confronté aussi bien à des œuvres relativement abstraites, je retrouvais le climat général de ma vie personnelle. J'éprouvais ce que ressent Proust avec sa madeleine, mais comment transmettre cela au public ?

« Quand je n'arrive pas à peindre, j'ai recours aux collages. Sur ma table, attend tout un matériel, tout un répertoire, c'est comme si j'avais des phrases prêtes, comme si, « indigénement », je pouvais les changer, les juxtaposer, les éliminer, les transposer avant de les coller. Puis, au bout de deux semaines, ou de deux mois, je me dévoue, et à nouveau je peins. C'est un moment-clé, celui où le « jeu d'enfance » ne réussit plus à satisfaire l'homme dans sa totalité. Par parenthèse, il me semble que c'est cet « homme entier » que l'art contemporain a beaucoup de mal à exprimer.

« Un jour, Einstein s'est opposé avec force à quelqu'un qui lui disait que Beethoven était plus grand que Mozart, et il a répondu, en substance : par sa musique Beethoven invente un monde, et Mozart invente la musique à partir du monde. Je pense sans cesse à cette phrase que rapporte Einstein et que j'ai récemment l'y pense parce qu'elle me permet de définir plus clairement qu'autrefois ma position d'artiste. En relation avec ce que nous appelons — depuis l'époque surréaliste — l'automatisme psychique, je comprends ce que signifie pour moi d'être musicien. De l'automatisme psychique, les surréalistes ont fait un programme : il leur paraissait plus urgent de transformer le monde (comme diraient les marxistes) que d'en écouter la musique.

#### Retrouver la position d'un petit enfant

— Qu'est-ce que c'est pour vous l'abstraction ?

— Littéralement, abstraire, c'est enlever et donc sélectionner, et finalement sélectionner. Je dis tout de suite qu'on peut choisir avec chaleur, et qu'il n'est pas nécessaire d'associer à l'abstraction cette idée — ordinairement répandue — de distance, de froid. Ce qui compte, c'est la rigueur dans le degré d'abstraction, l'exactitude dans le choix — en référence, par exemple, à une maison (orange), je sais que j'ai été plus abstrait qu'Utrillo, moins que Mondrian.

« Le contraire de l'abstraction serait de représenter le monde avec tous ses détails, ce qui est, bien sûr, impossible. Redécouvrir au vingtième siècle Piero della Francesca c'est comprendre qu'il a été capable de maintenir un égal degré d'abstraction, centimètre carré par centimètre carré, dans la perspective comme dans la « représentation » d'un œil. Cette rigueur particulière caractéristique aussi des œuvres capitales du vingtième siècle : les murales de Matisse au Musée d'Art Moderne, l'atelier de Picasso à la fin de l'exposition Paris-New-York, ou Mondrian, et les papiers collés du cubisme. Ce qui nous amène à l'expressionnisme.

« L'automatisme de notre petite enfance, qui devrait conduire à l'expressionnisme, qui devrait ouvrir la voie abstraite — dont l'art de Piero della Francesca prouve la permanence, — aboutit la plupart du temps à une « bouillabaisse », naturaliste. Cela, il me semble, à cause des pressions exercées par tous ces contemporains des enfants qui demandent : « Qu'est-ce que c'est ? », qui disent « Ce n'est pas comme ça » ou « Ça devrait être comme ça ». Le dessin et la peinture ne sont pas là — ainsi qu'on voudrait nous le faire croire dès les premières — pour représenter, pour illustrer, mais pour créer un ordre visuel arraché au chaos immédiat de notre environnement.

« A quatre ans, un enfant accepte des lunettes dessinées de deux cercles et d'une barre. A quatre ans, il voudrait savoir la grandeur précise de la courbe qui entoure le verre. Être un artiste — alors que nous sommes sans arrêt bombardés par les conceptions des autres, — c'est retrouver l'automatisme sélectif du petit enfant qui perçoit directement ce qui l'intéresse. Être expressionniste, c'est retrouver la position d'un petit enfant libre — non conscient du « dedans » ou du « dehors ». Et si mes *Elégies espagnoles* explosent d'expressionnisme, c'est parce que leur caractère sexuel a sa source dans l'inconscient et, par là, me rend proche d'un enfant ignorant les multiples implications de ses propres sentiments.

« J'ai été marié avec une femme qui avait un enfant de trois ans et demi. Cet enfant, un soir, au dîner, m'a dit : « Je veux que maman s'en aille ». J'ai réfléchi, et j'ai répondu : « Regarde, il pleut dehors ». C'était une petite fille, et elle m'a dit : « Ce n'est qu'un jeu ». Vous voyez, à la base, les enfants comprennent, savent tout.

« Aujourd'hui, les artistes tendent à devenir excentriques, ou bizarres, ou « surréalistes », ou « programmés », ou, plus communément, banals. Il n'y a pas d'enfant qui ne soit un bon artiste, pas d'enfant qui n'éprouve des sentiments intenses que les adultes expriment si peu. Je vous le disais : l'homme entier est rare. Ils avaient raison, les surréalistes, les dadaïstes, d'organiser une attaque globale contre ce phénomène qui enrôle l'individu — cela à travers l'Eglise, l'école, la famille, les conventions sociales, les vêtements.

« Je pense à un merveilleux collage de Max Ernst, avec une pile de chapeaux et avec ce titre publicitaire : le chapeau fait l'homme. La révolution du bleu-jeans relève inconsciemment de ce type d'observation, mais, en plus, témoigne d'une poussée égalitaire — même si la classe ouvrière aspire à porter un costume. Dans cet ordre d'idées, il m'est parfois difficile de suivre la conversation de mes filles de vingt ans. Elles me parlent de Thomas, de Joseph, de Charles, et — puisqu'elles en connaissent plusieurs — je demande, par exemple, Thomas qui ? Mais comment pourrions-elles répondre ? Leur point d'honneur, c'est d'ignorer le nom de famille : c'est ce nom-là qui « fait l'homme », qui nous détermine tous religieusement, économiquement, socialement.

— Ne devrait-on pas s'arrêter à la condition de l'artiste dans la société ?

— Vous serez peut-être choquée, mais je crois que les problèmes des artistes dans la société

bourgeoise n'ont pas fondamentalement changé. Le père de Cézanne et celui de Degas étaient banquiers ; de l'autre côté, Courbet et Renoir étaient issus des classes paysannes et artisanes. Pour tous, il y a eu mélange de hasard, de privilège, de ténacité. A New-York, parmi les artistes de ma génération, on disait : « L'art est un concours d'endurance. »

« Pour vous donner mon sentiment juste, je dirais que devenir un individu est un destin trop lourd pour que le supporte n'importe qui. Plus que les autres, et avec tout son poids de solitude, un artiste doit se réaliser au cœur de cette exigence. C'est moi-même ce que je recherche, quel qu'il en coûte. Si on pense aux artistes, aux hommes qui ont laissé des traces profondes — me viennent à l'esprit Kafka, Cézanne, Joyce, Freud, — on se rend compte à quel point la réalisation d'eux-mêmes les a entraînés vers la folie (c'est évident chez Van Gogh, presque autant chez Cézanne ; quant à Kafka, souvenez-vous qu'il détruisait que Max Brod détruisait ses textes). Si on pense au contraire à ceux qui ont voulu établir une balance entre individu et société — comme André Gide ou Thomas Mann, — à la fin, on voit bien qu'ils ne nous ont pas également marqués.

#### Attention à ce que tu veux devenir

« A New-York, lorsque j'étais jeune, j'ai entendu une phrase que je croyais être un aphorisme juif — j'ai appris depuis qu'on l'a attribué à Goethe, mais qu'importe. La phrase, c'était : « Attention à ce que tu veux devenir, car c'est ce que tu deviendras ». De cette mise en garde, je ressens maintenant la vérité : je voulais devenir un peintre moderne, et j'ai une secrétaire à plein temps. Non, on n'imagine pas qu'on va finir avec une secrétaire, des comptes, une équipe, et, au mur, les diapositives des œuvres de jeunes artistes sur lesquelles il faut se prononcer.

— Comment travaillez-vous ?

— Réponse rapide : je travaille deux jours par jour, chaque semaine. Réponse plus honnête : je travaille douze jours par semaine. Réponse détaillée : je travaille chaque jour de 10 heures à 17 h. 30 dans neuf studios, avec quatre assistants, et Dieu sait combien de lettres et d'appels téléphoniques. De 18 h. 30 à 19 h. 30, je fais une sieste, puis je dîne avec ma femme, et de 20 h. 30 à 2 heures du matin, je travaille seul. Dans cette seconde partie de la journée, je suis davantage prêt à prendre des risques, des risques dans la création. Pourtant, c'est en travaillant avec beaucoup de gens que, parfois, à cause du hasard et de la confusion, je vois soudain quelque chose, je vois le monde qui se montre — nous voilà revenus à ce qu'Einstein disait de Mozart.

« Je suis très fasciné par ce que raconte Sabartès, l'ancien secrétaire de Picasso. Pour obliger Picasso à sortir du lit le matin, Sabartès le cajole, le menace, et les gens attendent, les lettres s'accumulent. Et Picasso dit : « Encore une cigarette », il fait n'importe quoi pour gagner du temps, et il ne cesse de demander l'heure. Ce qui me captive, c'est la façon dont Sabartès essaie de maintenir la responsabilité sociale de Picasso. Et la façon dont un peintre essaie de préserver animalièrement ses instincts de création. Attention à ce que tu veux devenir...

« Et maintenant, je voudrais que vous n'ayez pas seulement entendu un Américain. Je veux dire que j'espère que vous avez vu un homme, simplement. »

Propos recueillis par  
YVONNE BABY.

\* Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, ABO 2, jusqu'au 30 septembre.

## ANDY WARHOL, ÇA MARCHE

Andy Warhol, phénomène culturel, peintre, directeur du journal « Interview », grand homme d'affaires, était de passage à Paris. Son autobiographie, « Ma philosophie de A à Z », vient d'être publiée chez Flammarion (35 F) et la galerie Daniel Templeton accueille son exposition. La faucille et le marteau — jusqu'au 9 juillet. Anthony Roberts, poète anglais, l'a rencontré.

L'APARTÈMENT de la rue du Cherche-Midi brillait de soleil et de gloire rétrospective. Andy Warhol était assis au centre d'un divan en mauvais état. Menant son entourage avec une assurance de suggestion douce et de silence magistral, il mangeait un morceau de poulet : un homme calme au milieu du chaos chic tout autour de lui.

D'origine tchèque, Andy Warhol est né à Mc Keesport, en Pennsylvanie, mais, très jeune, il devait « monter » à New-York, et devient un spécialiste en peinture sur soie. « Dans les années 50, dit-il, les cartes de vœux, les aquarelles, et de temps en temps des poèmes lus à haute voix dans un café de Greenwich-Village, c'était ma vie. » Et ce n'était pas assez.

Le temps passe, c'est 1962, il découvre le « Campbell's Soup can », symbole du pop-art, il commence de vraies toiles, il a son cercle de familiers. On attribue le culte qui se développe autour de lui à sa décision de devenir un solitaire. « On n'acquiesce jamais rien, jusqu'au moment où on n'en veut plus : c'est un adome », c'est son adome. Ses

studios (The Factory) deviennent le centre de l'industrie Warhol. Le contre-culture, la sous-culture, le pop, les lumières, les discothèques, les films, tout ce qu'on associe au nom de Warhol a ses origines dans cet endroit, et parmi les gens qui s'accrochent à lui. Le mythe grandit : si vous avez du talent, un peu d'enthousiasme, Warhol peut vous transformer en superstar.

Pour quelques-uns, ça marche. Il y a Joe Dallesandro, il y a Lou Reed, mais surtout, et toujours, y a Warhol lui-même. Son nom. Si ce qu'il fait est mauvais, si c'est un échec, peu importe. Tout est création, invention de Warhol par lui-même, et les résultats sont étonnants.

Comment ça marche ? Il ne le sait pas. Parole qu'il ne marche pas. En 1969, on a voulu l'assassiner. A moins que cela aussi ne fasse partie des choses qui marchent. De tous manières, il est vivant, et quand on voit un Polaroid photographié un chien dans le rue, il vend le photo au propriétaire du chien pour 10 000 dollars (90 000 F). L'argent, dans la conversation, c'est le sous-texte. Andy Warhol a pour lui une saine affection. « Mes mains n'ont jamais touché d'argent sale », dit-il. C'est franc. Mais dès qu'on lui pose une question un peu directe, il le renvoie à son entourage, prenant ainsi un minimum de responsabilité.

Les fêtes, il adore les fêtes. Il dit qu'il a été très impressionné par l'anniversaire de Bianca Jagger (la femme de Mick Jagger), car les invités étaient au moins par rapport aux journalistes, aux photographes et aux techniciens.

Quant au livre Ma philosophie de A à Z, l'idée, c'était que ce soit du charabia. Mais c'était enregistré au magnétophone, il y a eu des enregistrements, des éditions... The Factory est toujours là, la prose simple du livre n'est pas un accident, et Andy Warhol en est fier. Il demande si la traduction est au point, il paraît content qu'on le rassure. Oui, oui, c'est excellent.

« Regarde, disait quelqu'un, un écureuil, à Paris. » Seul Andy Warhol, tout le monde regardait. C'était un pigeon. Toujours sans lever la tête, Warhol avait dit : « Ce n'est pas un écureuil, c'est un rat. »

Andy Warhol dit qu'il aime Paris, c'est si beau, les monuments et tout, mais fondamentalement c'est un New-Yorkais. Il aime son lit. Il aime manger des chocolats, il aime regarder la télé. A propos, ça c'est quelque chose qu'il n'a pas encore pu vendre, des émissions pour la télévision il veut appeler la série « Rien en particulier », et ça aussi, ça viendra. Il en est sûr : tout vient. Il ne sait pas pour quel mais c'est peut-être ce que la comédienne Sissy Spacek disait dans une interview qu'Andy Warhol a faite d'elle pour interviewer. Et vous savez quoi, disait Sissy Spacek, on en arrive presque au point où, si on a du talent, peu importe ce que les autres veulent. Ils ne veulent que ce qu'ils veulent voir. On devient...

« Oh ! oui... dit Andy Warhol, je sais, je sais. »

ANTHONY ROBERTS.



## Une sélection

### Cinéma

#### LE DIABLE PROBABLEMENT de Robert Bresson

Le monde est victime de notre folie destructrice, en proie aux forces du mal, au diable peut-être. Il n'y a que Charles, et quelques autres jeunes, à l'avoir compris, précieusement. Et il n'y a que Bresson pour filmer la mort d'un arbre.

#### PAINTERS PAINTING d'Emile de Antonio

Un témoignage riche et vivant sur la naissance et l'épanouissement de la peinture américaine depuis la veille de la guerre jusqu'à nos jours. Un montage très intelligent de documents et d'interviews, et tant pis s'il est incomplet.

#### ELISA, VIDA MIA de Carlos Saura

Un vieil homme et sa fille ont à la rencontre l'un de l'autre, tout en dérivant seuls sur des voies parallèles. Carlos Saura a soumis ces deux portraits au traitement troublant de sa vision onirique.

#### BAXTER, VERA BAXTER...

Tandis que persiste au dehors un air de fête, une femme (Claudine Gabay) raconte comment son mari a payé pour qu'elle lui soit infidèle. Dans la grande villa vide, la pénombre s'installe.

#### ... et LE CAMION de Marguerite Duras

Voilà, c'est un film réjouissant. Mais parfois le spectateur refuse la lecture de Marguerite Duras et l'histoire qu'elle dit, de même que le chauffeur refuse les histoires que raconte la femme du camion.

#### NEWS FROM HOME de Chantal Akerman

Confrontation d'un texte (les lettres d'une mère à sa fille) et d'images (New-York, les rues, le métro). Messages tendres de la vieille Europe qui se mesurent à la matière brute — son, couleurs, rythmes.

#### ALICE DANS LES VILLES de Wim Wenders

Un grand Allemand sympathique réapparaît avec une petite fille, Alice, le sens du bonheur et de la vie. Il était allé se perdre dans la grande solitude américaine.

— ET AUSSI : Trois femmes, de Robert Altman (mauvais rêves, mauvais rêves); Omar Gattato, de Mervyn Allouche (un petit fonctionnaire amoureux d'une voix sur cassette); En route pour la gloire, d'Elia Ashby (des drames de l'émigration et le souvenir de Carradine-Guthrie); Comment Yukong dépassa les montagnes, de Joris Ivens et Marceline Lorian (deuxième sortie de douze heures en Chine passionnantes).

### Théâtre

#### TARTUFFE à la Porte-Saint-Martin

Un hôtel particulier en rénovation. Une maisonnette nombreuse, qui pourrait être heureuse. Le chef de famille, bourgeois libéral, se laisse séduire par le dogme sévère de la dévotion, se laisse enlever par un homme rusé, intelligent, ambigu et qui assume les contradictions de sa sexualité et de son ambition. Planchon-Tartuffe glisse, silencieux, couple comme un chat noir, l'ambigu et porteur d'une force mystérieuse, dangereuse. Tartuffe : la plus beau personnage de Planchon.

#### RABELAIS à Montreuil

Les comédiens non professionnels du Théâtre-Ecole de Montreuil se mêlent aux spectateurs, les entraînent dans cinq lieux du théâtre, dans les cinq volumes de Gargantua et Pantagruel. Voyage parmi les monstres de la médiocratie et les enfants glorieux, parmi les paysages fantasques d'un spectacle désarticulé. Jusqu'au 7 juillet.

#### LA SAISON ESTIVALE

Beaucoup de théâtres se mettent en vacances, mais le succès donne du courage : les Dames du Jodel restent au Studio des Champs-Élysées; la Cage aux folles au Palais-Royal; les Catheuses et l'Amour en visite aux Quatre-Cents-Coups; la Nuit de noces de Cendrillon au Plateau; José au Théâtre d'Edgar; Transe Kamikaze express à Essai; et bien entendu la Canisatrice chauve et la Leçon à la Huchette. La nouvelle salle du Lucernaire reprend Molly Bloom et le Café de la Gare retrouve Rufus et ses Trois Cents Dernières.

### Musique

#### ROSTROPOVITCH préside à La Rochelle

Les Cinquièmes Rencontres internationales d'art contemporain gravitent cette année en grande partie autour

de Rostropovitch, personnalité rayonnante et l'un des seuls grands artistes à commander des œuvres aux compositeurs : concours international de violoncelle, un concert Bach, une journée « carte blanche », le concerto de Lutoslawski, etc. On notera aussi dans ce beau programme une création de Boulez (pour sept violoncelles), des œuvres et créations de Berio (deux festivals), Dao, Tabachnik, Alina, Mejano, Xenakis, Darasse, Halffter, etc. Une fête de la musique, entourée de théâtre, de danse et de cinéma (du 29 juin au 8 juillet).

#### FESTIVALS PARTOUT

Les fêtes des festivals partent de partout : tandis que l'Anjou pourait fébrilement ses activités multidisciplinaires, avec trois ou quatre manifestations par jour, sans compter les ateliers, les Fêtes musicales de Touraine offrent les plus beaux Schubert, avec l'ensemble d'Hilbert, Koots et Richter, Fischer-Dieskau, E. Söderström (du 30 juin au 4 juillet) et Saintes prend le départ de son énorme Festival de musique ancienne à dominante anglaise (Tailla, Byrd, V. Williams, Gibbons, Haendel, mais aussi Durufle et Poulenc, à partir du 1<sup>er</sup> juillet). Et l'Orangerie de Sceaux s'ouvre pour ses week-ends rafraîchissants qui dureront tout l'été, avec l'orchestre symphonique d'une « high school » américaine au programme haut en couleurs (dimanche 3, à 17 h. 30). A Divonne, P.-L. Aïmar d'h. Messiaen (le 1<sup>er</sup>), le Quatuor A. Berg et Jesse Norman (le 6), maintiennent la haute qualité traditionnelle au bord du Léman.

#### MUSIQUES ET CÉLÉBRATIONS LITURGIQUES

La musique dans la liturgie, une question qui éveille les passions les plus vives, sera au centre d'un congrès de plus de mille participants qui se tiendra à Paris (Mutualité, Saint-Séverin, Saint-Sulpice) du 30 juin au 3 juillet. Les séances plénières d'études alterneront avec des concerts (le 1<sup>er</sup> juillet, à Notre-Dame, Saint-Jacques-du-Haut-Pas, Notre-Dame-des-Champs), une célébration solennelle à Saint-Sulpice sur des musiques modernes (le 2) et une célébration biblique du Livre de Job (Mutualité, le 3).

#### MUSIQUE CONTEMPORAINE dans la Drôme

La Drôme fait, du 1<sup>er</sup> au 13 juillet, un effort d'animation particulièrement remarquable : musique dans les rues des villes et villages, ateliers d'études à Romans, et concerts de musique contemporaine, avec en particulier les Percussions de Strasbourg, dans les différentes villes du département (ADDIM, cour Saint-Ruff, 26000 Valence).

— ET AUSSI : Béatrice et Bénédict, de Berlioz, par l'Orchestre de Paris, dir. Barenboim (Champs-Élysées, le 29 et le 1<sup>er</sup>); concert de grégorien et G. de Machaut (Saint-Merri, le 29); finale du concours de chant de Paris (Gareau, le 30, à 20 heures); F. Palmer (Radio-France, le 30); G. Hart-

man, soprano (Blancs-Manteaux, le 30); Châtingrian Quartet (Blancs-Manteaux, les 1<sup>er</sup> et 2<sup>1</sup>); Festival Ghana, dir. Guschlbauer (Créteil, le 1<sup>er</sup>); E. Kricine et C. Icaldi (Carnatale, le 6).

— EN PROVINCE : Exposition G. Migot (Bibliothèque nationale de Strasbourg, jusqu'au 2); G. Bumbry (Echternach, le 1<sup>er</sup>); Quatuor Amadeus (Sully-sur-Loire, le 2, et Saint-Pierre-de-Chartreuse, le 3); Quatuor Via Nova (Valence, le 4); orchestre Pro Arte de Munich (Hyères, le 6).

### Danse

#### IVAN LE TERRIBLE à la Cour du Louvre

Le ballet du Soviétique Grigorovitch, remarquablement servi par les danseurs de l'Opéra de Paris.

— ET AUSSI : Rituel pour Herodias, au Théâtre de la Plaine (Salomé, évoquée par une tragédienne, trois danseuses et deux acteurs, dans un climat à la Gustave Moreau) 28, 29, 30 juin, 21 h; Bella Lewitsky, chez Cardin (une compagnie californienne dévoreuse d'espace) jusqu'au 30 juin; la troupe balinaise de Sebata, au Théâtre Montparnasse (autre temps, autre monde).

### Expositions

#### DOCUMENTA VI à Kassel

La sixième Documenta de Kassel, exposition considérable qui fait, tous les quatre ans, le bilan de l'art contemporain. Cette fois, elle nous propose un constat : l'éclectisme de l'avant-garde artistique qui s'exprime hors la peinture (dont la présence est comparativement réduite cette année) dans la sculpture environnementale exposée dans le parc de l'Orangerie, la vidéo, la photo, le design utopique, etc.

Fiel traditionnel de l'art américain, la Documenta s'est, d'autre part, mise à l'heure nationale avec la production artistique de l'Allemagne, à l'Ouest et à l'Est.

#### MOTHERWELL à l'ARC 2

(Lire notre entretien page 11.)

#### PARIS-NEW-YORK au Centre Georges-Pompidou

Preuve depuis le début de la construction du Centre Georges-Pompidou, dont elle devait marquer prestigieusement l'ouverture, une exposition colossale sur les rapports entretenus, depuis le début du siècle, par les deux capitales artistiques. De Ma-

lisse et Cézanne aux pop artists et aux nouveaux réalistes, un rendez-vous de très belles toiles, qu'il ne faut pas manquer, mais qui a été bien curieusement combiné.

#### GREUZE à Dijon

Une exposition d'ensemble qui devrait largement contribuer à la réhabilitation de l'œuvre, très originale, injustement oubliée, ou mal comprise, d'un artiste du dix-huitième siècle qu'on qualifie souvent un peu trop vite de bêtelement sentimental.

#### LE POST-IMPRESSIONNISME au Palais de l'Alma

L'ouverture, dans l'ancien Musée national d'art moderne rebaptisé, de salles consacrées aux peintures, sculptures et dessins d'artistes nés avant 1870 : Seurat, Signac, Cross, Luce, Gauguin, Bonnard, Vuillard, Denis, Redon, Lévy-Dhurmer, Matisse, Rodin... Des œuvres des collections nationales représentatives des différents courants novateurs de la fin du siècle dernier, que le musée de Beaubourg, consacré à l'art du vingtième siècle, ne pourrait accueillir.

#### ASPECTS HISTORIQUES DU CONSTRUCTIVISME au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

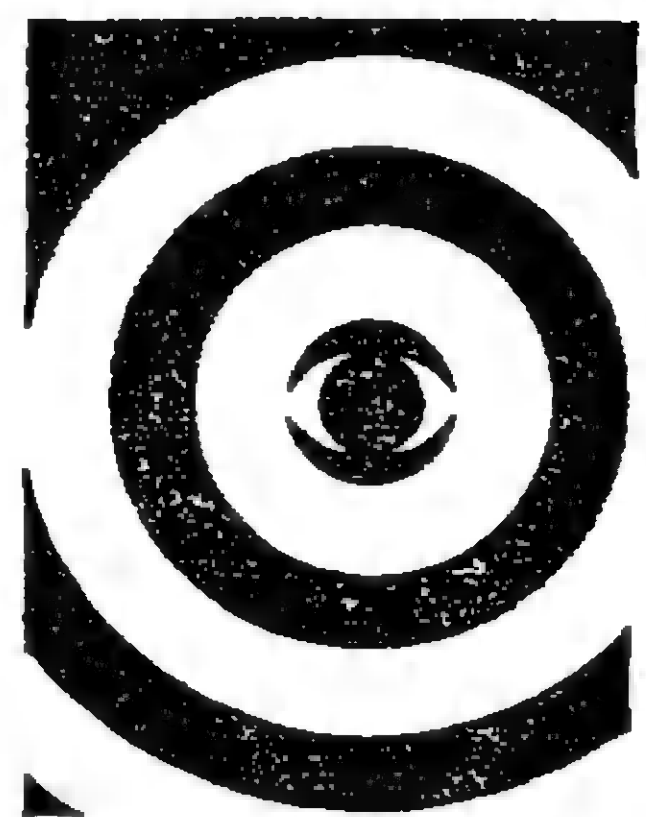
Un panorama de l'art constructiviste depuis ses origines, russes et néerlandaises, jusqu'à ses derniers développements, plus particulièrement aux États-Unis. Les cent cinquante peintures, sculptures et dessins présentés proviennent d'une seule collection américaine, appartenant à la McCrory Corporation.

#### LA RÉTROSPECTIVE 1959-1967 DE LA BIENNALE DE PARIS à la Fondation Rothschild

En avant-première de la Biennale 77, l'historique des cinq premières biennales, et leur rôle dans la promotion des artistes et dans l'évolution de l'art contemporain. En 1979, une seconde exposition portant sur les cinq biennales suivantes complètera ce panorama.

— ET AUSSI : Dix ans d'acquisition du département des sculptures (le Louvre complète ses collections). Le corps et son image (la représentation du corps humain à travers cent dessins de la Renaissance à l'aube du vingtième siècle) et la Diseuse de bonne aventure du Caravage (un thème, ses origines, son développement après le tableau du Caravage), au Louvre; Sculptures de Notre-Dame de Paris, au musée de Cluny (une découverte récente, insoupçonnée); Cour des villes, au Musée des monuments français (vivre en quartiers anciens); Dessins de F.-L. Wright, à l'école spéciale d'architecture (l'œuvre graphique d'un très grand architecte américain).

## 5<sup>èmes</sup> rencontres internationales d'art contemporain



la Rochelle

28 juin

8 juillet

1977

### cinéma

30 films d'hommage et de rétrospective.

35 films inédits.

Rétrospective Bolognini, du 28 juin au 8 juillet.

Hommage à Vittorio de Seta, le 2 juillet, en présence du réalisateur.

Hommage à Vincini, le 3 juillet, en présence du réalisateur.

Hommage au comédien et décorateur allemand Kurt Raab, le 6 juillet, en sa présence.

Et des films de André Delvaux, Jean-Claude Labrecque, Basilio Patino, Pennanen, Dutilleux, Weyerghans, Dubois, Pierre Barouh, Biette, Raeburn, Marta Meszaros, Ranody, Kovacs, Moretti, Bellocchio, Tahimik, Wajda, Majewski, Harlan, Peer Raben, Geissendorfer, Reitz, Lindblom, Dindo, Göran, Mikhalkov, Guerman, Kopple, Sajstinas, Rajic (du 28 juin au 8 juillet).

2 inédits de Satyajit Ray : Tagore, Jana Aranya (30 juin, 3 juillet), et la dernière production Warhol : Bad (2 et 3 juillet).

### cinémarge

I Mai 68

Que reste-t-il aujourd'hui des films réalisés en mai 68 ? Comment a fonctionné et fonctionne encore le « récit militant » ?

II Images de « deviance » : le cinéma de l'homosexualité.

III Différence 77

Ensemble de courts, moyens et longs métrages témoignant d'un cinéma existant en marge du système.

Complexe LE DRAGON (4 salles) sur le port

Prix des places : 7 F

Abonnement 10 séances : 50 F

RENSEIGNEMENTS : PROGRAMMATION / RÉSERVATIONS / TRANSPORTS / HÉBERGEMENT  
A PARIS : RECHERCHE ARTISTIQUE. A LA ROCHELLE : RENCONTRES INTERNATIONALES D'ART CONTEMPORAIN  
104 RUE DE LA TOUR - 75016 - TÉL. 504.08.51 11 RUE CHEF-DE-VILLE - 17000 - TÉL. (46) 41.03.35

فيلمات الإصدار







## SCHUBERT A LA GRANGE DE MESLAY

## Ce garçon qui danse une dernière fois le laendler

TREIZE années de fêtes musicales à la Grange de Meslay ayant épuisé les thèmes et variations sur les vacances de Sviatoslav Richter et le génie musical de cet édifice roman consacré aux nourritures terrestres et mystiques, on vient le cœur paisible au rendez-vous annuel fixé par un des festivals français les plus réussis de ces dernières années.

Et puis l'enchantement renait de plus belle. C'est le soir de la Saint-Jean, Schubert nous est promis, uniquement Schubert pour ces deux longs week-ends : la haute porte au pignon orné de six épis de pierre nous introduit dans l'enclos où les pouspières piquent entre les dames en robes longues, la grange massive ouvre son porche d'abbaye aux douze cents melomanes qui, le nez en l'air, retrouvent avec ravissement les entrecroisements des cinq nefs et des treize travées sous la voûte incrustée d'une multitude de rondins. L'entrée à Meslay symbolise les étapes d'une initiation : le voyage, l'extinction progressive des bruits du monde, le passage des portes, enfin cet univers architectural abstrait et parfait : c'est dès l'abord une invitation à l'attention.

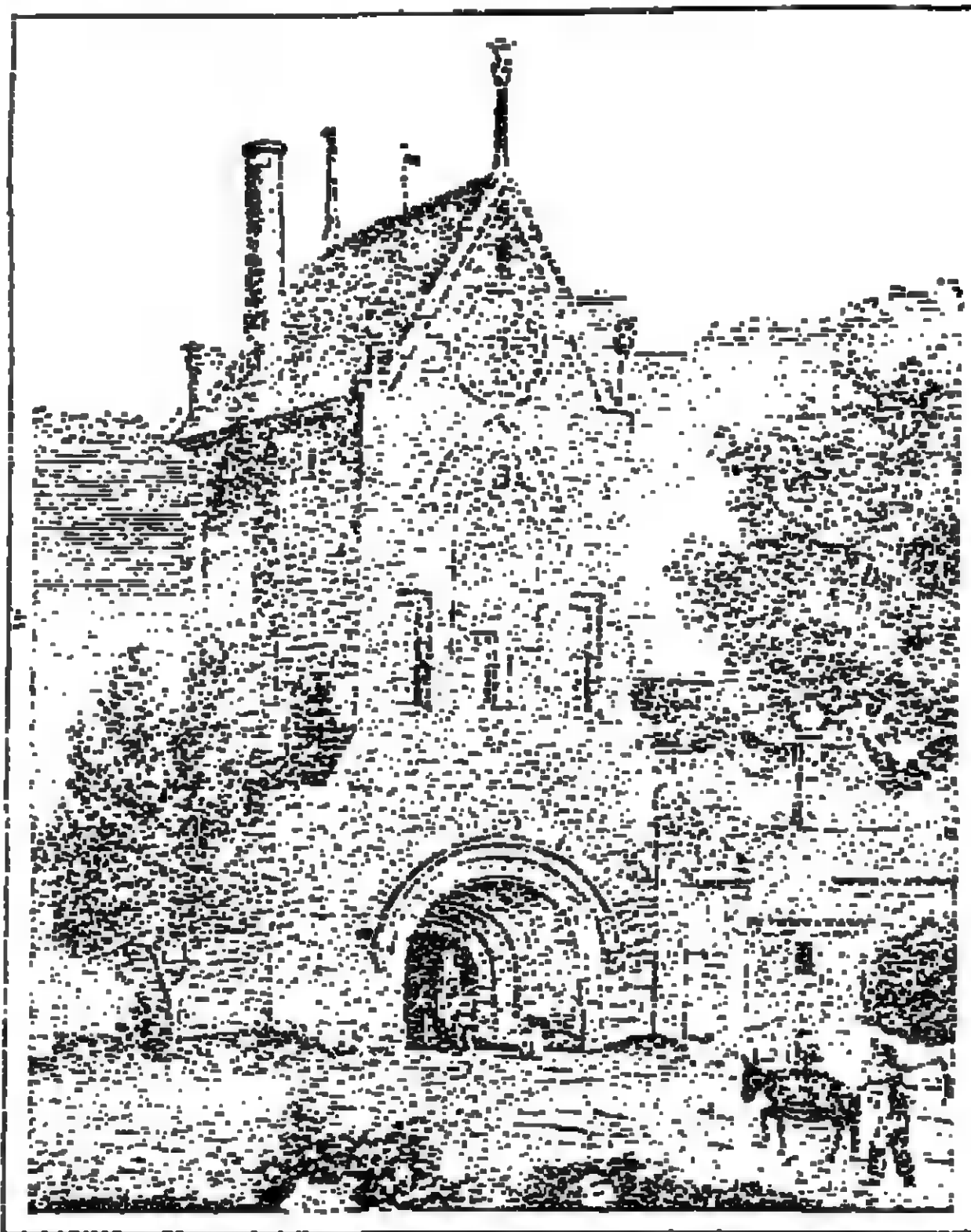
Nul ne la combiera mieux que le Meios Quartet de Suttgart. Dans la

grange ce soir, ce n'est pas le Schubert au grand air que chantera dimanche Peter Schreier avec la Belle Meunière, mais une flamme de musique intérieure, concentrée, avec le quatuor la Jeune Fille et la Mort et l'immense Quintette à deux violoncelles. Les jeunes Allemands nous mènent au cœur de la tristesse et de la vaillance schubertiennes par cette exécution d'une admirable plénitude polyphonique qui exclut toute virtuosité, tout effet extérieur. La splendeur sonore de leurs instruments anciens reste à l'intime de l'âme ; mais l'interprétation est si intense que l'on se sent tout proche du vrai Schubert, du Schubert de tous les jours qui confie sa mélancolie à la musique, qui ne se doute pas même qu'il a du génie, tandis qu'il lutte seul contre l'angoisse et la mort, transfigurées.

Dans le Quintette en ut majeur, tout est transposé à une dimension supérieure, musique de paradis écrite l'année de sa mort par Schubert. Jeux suprêmes d'une ingénuité que l'on retrouve dans d'autres œuvres ultimes, le Seizième Quatuor, de Beethoven, le Quintette des oiseaux, de Mozart, le Quatuor à cordes, de Fauré, où la grâce couronne une musique « métaphysique », déjà

à demi passée à travers le miroir. Ici, comment dire la subtilité des deux violoncelles chantant à deux voix un thème simple et beau comme « l'hymne à la joie », qui chemine longtemps sur les petits tambourinements d'une marche sans fin, celle du Voyage d'hiver ? Et puis cet adagio gorgé de rêve et de solitude où les trois instruments méditent, tissent un cantique infini, ponctué par les interjections et les pizzicati pensifs du premier violon et du second violoncelle, marquant le temps qui passe. Un instant, Schubert s'ébroue, grommelle, se sermone, mais revient bien vite à ce bienheureux engourdissement.

Car les ombres sont proches : il a beau sonner le chœur du scherzo, le trio le rappelle avec son choral soupissant et tragique, et le final vigoureux comme une danse de paysans, avec ce deuxième thème parfumé et tendre, est une fleur au bord de l'abîme que côtoie la rude développement aux entrées lugubres. Tout cela, le Quatuor Meios et le violoncelle Klaus Störck le disent sans hausser le ton, sans forcer sur le pathétique ; mais il n'est pas une note, pas une phrase qui ne soient remplies d'une malicieuse complicité avec l'être intérieur de ce garçon de trente et un ans qui danse une dernière fois le laendler et qui va mourir.



Marche abrupte, cette alliance indolécible de l'épuisement et de l'énergie chez le Schubert de 1824 ravagé par la maladie. Il fait trop un sort à chaque indication dynamique, accentue les tempi et les intensités, et tombe dans des abîmes de musique inventée, comme si l'on était déjà dans l'univers hagard du Sésia.

Mais dans la Sonate en la majeur, alors que la rupture du courant électrique nous a rendu la pénombre palpante des chandeliers, le climat de cette ode à la solitude, un souffle véritable emporte cette grande construction beethovenienne, aride et rocailleuse parfois, dont il démonte toutes les nœuds, libérant des trésors de poésie limpide ou dramatique : l'ineffable tendresse de la cloche des agonisants, dans l'andantino, avec ses tempêtes médianes, l'innocence du scherzo comme une petite fille jouant à la marionnette, et le final qui part une chanson aux lèvres, affronte de rudes combats avec ses démons intérieurs et reste inachevé, perdu dans les songes, au bord du sommeil.

À la fin de cette semaine, d'autres Schubert peupleront la Grange de Meslay avec les étonnantes musiques à quatre mains de Sviatoslav Richter et Zoltan Kocsis, les Troisième et Sixième Symphonies par l'Orchestre de la radio néerlandaise, dirigé par Michel Tabachnik, et les gerbes de lieder chantées par Elisabeth Söderström et par Dietrich Fischer-Dieskau (ce dernier malheureusement sur la scène plus conventionnelle du théâtre de Tours).

JACQUES LONCHAMPT.

★ Rappelons que le quatuor Meios a publié récemment un admirable enregistrement intégral des quatuors de Schubert (sept disques DG, 2740.123).

## SOUVENIR DE MAYENCE

Berger fidèle et doux au siècle des romances et des bergeries, Némorin ne se trouvait sans doute pas à Mayence lors du concert donné à l'issue du « sommet franco-allemand ». « Estelle », le roman pastoral de Florian où il apparaît, n'est d'ailleurs plus lu aujourd'hui, de sorte qu'on a envie de dire : « Si ce qui suit vous semble invraisemblable, imaginez que c'était un rêve. »

NÉMORIN avait un grand chapeau ; c'était son chapeau de voyage, celui qui le protégeait de la pluie, du soleil, de la lune et des nuages. Il était d'un bleu réveillé ce soir-là. C'est de la musique qui fait pleurer intérieurement, ce ne sont pas les termes de la douleur, ni celles de la joie, plutôt l'émotion de revoir quelqu'un qu'on n'attendait plus... »

Un sourire pourtant au coin des lèvres, il racontait — ce n'est pas tous les jours qu'on peut voir M. Schmidt et M. Giscard d'Estaing assistant ensemble à un concert, idéalement à la première partie — comment, se trouvant à Mayence pour écouter la Damnation de Faust, il avait finalement entendu la Symphonie héroïque... C'est que, Leonard Bernstein étant tombé malade, on avait préféré changer le programme plutôt que de se résoudre à donner, pour une soirée de gala, un chef moins prestigieux à l'Orchestre national de France. Eugen Jo-

chum remplaçant Leonard Bernstein, l'honneur était sau-

Mais qu'importe au fond ? Non moins que la Damnation, l'héroïque est un monument, et, devant les monuments, Némorin était toujours partagé entre le désir de se taire et celui d'explorer tout à la fois les suggestions les plus contradictoires qui lui venaient par vagues, mais qu'il repoussait avec dépit. C'est qu'il aurait voulu trouver des choses à dire auxquelles personne n'aurait pensé avant : une œuvre qu'on connaît pas cœur et qui ne s'épuise pas... que l'on croit découvrir chaque fois. C'était vraiment trop bête : la direction si humaine, si sobre et malicieuse d'Eugen Jochem, la phrase et le beau touché de Jean-Philippe Collard dans le Premier Concerto de Chopin, l'Orchestre national visiblement stimulé, rien de tout cela ne lui échappait ni ne le laissait indifférent ; pourtant il en revenait toujours à la symphonie sur laquelle, depuis longtemps, tout était dit.

## « Ce sont bien des jeux »

Alors il se mit à parler, à tort et à travers, des dimensions inusitées du premier mouvement : un quart d'heure, la durée presque d'une symphonie classique ; déjà tout un monde qui se ferme sur lui-même, avec ses contradictions, ses énigmes (cherche et tu trouveras... ou bien : Tu auras beau chercher, tu ne trouveras pas !). Le cor n'oublie pas, il y a trois cors dans l'héroïque, c'est la première fois — la fausse rentrée du cor avec le thème principal faisant dissonance sous le trille des violons, même Berlioz ne comprenait pas, on a débattu de cela pendant cinquante ans. Rien ne permet d'expliquer comment, tout à coup, un compositeur imagine de prendre la logique musicale à rebours.

Némorin avait toutes les pierres du monde à rester calme, il cherchait désespérément à vaincre l'indifférence de son auditoire, mais, plutôt que d'évoquer l'artiste face à son destin, il voulait s'en tenir au « grandourd » au prises avec la rhétorique musicale classique : Trouver ses règles et les imposer ! Regardez le deuxième mouvement, l'air de l'opéra : dès le départ on sait ce qu'il va être, mais on ne peut jamais en deviner le comment, du moins on

est toujours surpris, cela va plus loin. L'imagination, la fantaisie, il les plante devant vous, il les lance au visage : pas comme une grêle, c'est le vent d'ouest tout qui souffle. Amusez-vous à présent du Scherzo, un badinage pour les enfants. « Ce sont bien des jeux, remarque Berlioz, mais de véritables jeux funéraires, comme ceux que les guerriers de l'Iliade célébraient autour des tombeaux de leurs chefs. »

Des jeux funéraires... Némorin s'arrêta un instant, avec un rien d'effacement, laissant indécider ceux qui l'écoutaient encore. Soudain il releva la tête, mordait son chapeau à belles dents en exultant : « Quant au thème du Finale, ce n'est pas une mélodie, c'est la base toute crue d'un motif qui viendra s'y superposer plus tard, et l'auteur, nous dit : si, si, si, si... c'est là tout ce que j'ai à vous proposer pour le moment, voyons si vos estomacs sont assez forts pour s'en satisfaire ! » Et là-dessus Némorin rit comme un fou, tout content de l'effet qu'il avait produit. « Ah ! c'est vrai, ajouta-t-il, je ne vous ai pas encore parlé de Mayence : c'était beau mais c'est déjà fini... »

GERARD CONDE.

## Maurizio Pollini aux chandeliers

Deuxième invité de Sviatoslav Richter à Meslay, Maurizio Pollini a trente-cinq ans ; lui aussi est proche du dernier Schubert. Il joue les yeux mi-clos, les paupières battant, la bouche ouverte parfois formant le chant, le visage s'inclinant et se redressant selon le geste de la

musique. Et le piano grandiose transcende la virtuosité pour atteindre au « double fond » de l'œuvre, au regard aigu qui traverse les déterminations de la Wanderer-Fantasie ponctuées de puissantes ahans de bûcheron en un combat prodigieux avec les forces cosmiques. Au centre, le regard tragique de l'éternel voyageur : « Le soleil, ici, me semble si froid », mais qui peu à peu se mue en bénédictions par

l'enchantement de ces grandes ornements liquides et vibrantes.

Pollini a choisi deux autres pages de lyrisme intérieur : la Sonate en la mineur op. 143 et la Sonate posthume en la majeur. De la première, qui évoquait pour Louis Agassiz le bûcheron de La Fontaine (« Sous le poids du fardeau aussi bien que des ans — Gémissant et courbé, marchait à pas pesants », il a quelque mal à rendre la dé-

## MUSÉE NATIONAL MESSAGE BIBLIQUE MARC CHAGALL-NICE

Concert du 7 juillet 1977, 20 h. 30

Aldo Ciccolini, Mstislav Rostropovitch, Hermann Prey, Jean-Pierre Rampol, Isaac Stern, Galina Vichnievskaïa et l'Orchestre National de l'Opéra de Monte-Carlo, sous la direction de Paul Paray,

offrent un concert exceptionnel en hommage à Marc Chagall à l'occasion de son 90<sup>e</sup> anniversaire.

Palais de la Méditerranée - NICE - Loc. : (93) 88-89-88

EXPOSITION DU 10 JUILLET AU 26 SEPTEMBRE

## MARC CHAGALL

PEINTURES BIBLIQUES RÉCENTES

1966 - 1976

Avenue du Docteur-Ménard - bd de Cimiez, 06000 NICE - (93) 81-75-75. Tous les jours, de 10 heures à 19 heures, sauf le mardi.

## MUSÉE RODIN

77, rue de Varenne - PARIS (7<sup>e</sup>)

## Oscar JESPEERS

Sculptures - Dessins

Ouvert de 10 h. à 18 h. (et mardi) du 29 juin au 3 octobre

## ORANGERIE DU LUXEMBOURG

19, rue de Vaugirard, PARIS (6<sup>e</sup>)

## CAMOS

Jusqu'au 10 juillet

## GALERIE DES ORCETEAUX

77320 Jouy-sur-Morin, 333-23-83

## PHOTOGRAPHIES

P. Bloch - P. Buvet

F. Martinez - B. Plossa

Jusqu'au 15 juillet

ouv. les week-ends et sur R.V.

## LA PASSERELLE SAINT-LOUIS

3, rue J.-du-Bellay, 75004 PARIS

BALDET, BODANZA, CHABOT

MACDEVITT, MATHELIN, MESSAC

MORTEYROL, NACCACHE, SATO

TAILLANDIER, WOHL

Juin et juillet

sauf les jrs sauf lundi, de 15 à 21

## Galerie de France

3, Fg Saint-Honoré - Paris 8<sup>e</sup>

## HARTUNG

Juin-Juillet

## ALECHINSKY

REINHOLD

Juin-Juillet

## Carmen Cassé

10, rue Malher (4<sup>e</sup>), 278-43-14

## RAQUEL

## FORNER

Mythologie spatiale

14 juin - 14 juillet

## EXPO 90

80, bd Raspail - Paris (6<sup>e</sup>)

## SÉBASTIEN

les chemins

2 juin - 8 juillet 1977

## olivier brice

dessins

galerie ratié

6, rue bonaparte 75006

325.16.49

16 juin - 12 juillet

galerie beaubourg 2

109, rue st. martin 75004

278.62.63

## GALERIE

## PRINCIPE

Anne Marlet

Proche de BEAUBOURG, la Galerie PRINCIPE, qui sera ouverte en permanence tout l'été organise une exposition de PETITS FORMATS. Elle présente 40 artistes de toutes nationalités, de toutes tendances. Cette proposition de PETITS FORMATS s'explique par la volonté d'associer des individualités qui expriment sur la toile, le dessin ou l'estampe leur nécessité vitale de créer dans les limites d'un petit format qui exige un langage plastique plus précis qu'une grande composition. L'écriture propre, la façon de dépasser une surface, imposent une totale rigueur.

Le rapprochement des différentes recherches et des différentes tendances offrira au spectateur un climat pictural étonnant peut-être l'approche d'un monde qui tente d'outrepasser ses limites.

12, rue de la Ferronnerie - 17, rue des Innocents - 75001 PARIS

Tél. : 233-18-11.



PEINTURE ANNUELLE BORDEAUX 1977

(Publié)

## HASTAIRE

## LA MÉMOIRE IMMÉDIATE

avec un texte de Tony Duvert

## Dessins

Un volume format 24 x 33,5 - 43 pages,

Papier Ingres d'Arches HBM

250 exemplaires numérotés

Prix de souscription : 250 F

S'adresser : Claude Hilaire, 69 bis, rue Jacques-Dulud

92200 Neuilly, tél. 722-24-43

PROLONGATION JUSQU'AU 16 JUILLET

## HELMAN

du 9 juin au 2 juillet - gouaches, gravures.

## ARTCURIAL

8 avenue Daumesnil Paris 12 du mardi au samedi de 10 h 30 à 19 h 30

كتاب الإحسان



# LES EXPOSITIONS D'ÉTÉ EN EUROPE

## ALLEMAGNE FÉDÉRALE

- Aix-la-Chapelle**  
Art médiéval à Aix-la-Chapelle. Musée (jusqu'au 23 octobre).
- Berlin**  
Tendances des années 20 (quinzième exposition du Conseil de l'Europe) : « Du constructivisme à l'art concret », Nouvelle galerie nationale, « Surréalisme et nouvelle objectivité », château de Charlottenbourg « Le dadaïsme en Europe » et « De la ville futuriste à la ville fonctionnelle », Académie des beaux-arts (du 14 août au 16 octobre).
- Bielefeld**  
Max Beckmann. Affiches, aquarelles. Kunststhal (jusqu'à fin juillet).
- Cologne**  
Robert Morris, rétrospective. Museum Ludwig (juin-juillet). Adolf Wölfel. Kölnischer Kunstverein (septembre).
- Darmstadt**  
Rome autour de 1800, dessins et aquarelles. Hessisches Landesmuseum (20 juillet-4 septembre). Après Rubens. Hessisches Landesmuseum (2 août-15 septembre).
- Frankfurt**  
Les Nazarens, peintures, dessins, gravures. Städtisches Kunstinstitut (jusqu'au 12 août).
- Hambourg**  
Chefs-d'œuvre du cabinet des dessins. Kunststhal (jusqu'à fin août). L'art, qu'est-ce que c'est ? Kunststhal (22 juillet-19 septembre).
- Karlsruhe**  
Rubens, pour le quatre-centième anniversaire de sa naissance. Kunststhal (septembre-octobre).
- Kassel**  
Documenta 6, la grande exposition internationale d'art contemporain, qui a lieu tous les quatre ans (peintures, dessins, photographies, vidéo...). Jusqu'au 2 octobre.
- Lubeck**  
Hans Jansen, dessins, gravures. Overbeck-Gesellschaft (jusqu'au 14 août). Fritz Winter, peintures, dessins, aquarelles. Overbeck-Gesellschaft (21 août-2 octobre).
- Munich**  
Arnold Böcklin. Städt. Galerie im Lenbachhaus (12 juillet-11 septembre). Dieux et démons de l'Himalaya. Haus der Kunst (8 août-16 octobre).
- Munster**  
La sculpture de Rodin à aujourd'hui. Landesmuseum (3 juillet-octobre).
- Nuremberg**  
Œuvres graphiques russes des dix-neuvième et vingtième siècles. Kunststhal (jusqu'au 4 septembre). Le nouveau paysage : soixante-deux peintures, dessins, œuvres textiles. Albrecht Dürer Haus (6 août-4 septembre).
- Stuttgart**  
Oskar Schlemmer, rétrospective. Kunstverein (24 août-25 octobre). Le siècle de Tiepolo : peintures italiennes du dix-huitième siècle. Staatsgalerie (jusqu'au 31 juillet).
- Tubingen**  
Franz Stalla, rétrospective. Kunststhal (jusqu'à fin juillet).

## AUTRICHE

- Innsbruck**  
La Révolution de 1848 : Arsenal (juillet, août, septembre). Vienne vue par des artistes contemporains viennois : Kongresshaus (12 juillet - 14 août).
- Linz**  
Exposition à l'occasion du centième anniversaire d'Alfred Kubin : Schlossmuseum (juillet-août).
- Salzbourg**  
Acquisitions de 1867 à 1977 : Carolino Angustum, jusqu'à l'automne. Châteaux forts de Salzbourg : forteresse de Hohensalzburg, jusqu'en octobre.
- Vienne**  
La Bulgarie du Moyen Âge dans les collections de la Bibliothèque nationale : salle d'apparat de la Bibliothèque nationale, jusqu'en octobre. Troisième Biennale d'art graphique et exposition Giorgio Morandi : secession, jusqu'au 28 août. Trésors du temple de Borobudur : Kunsthofhaus (19 juillet - 2 août). La photographie en Suisse de 1840 à nos jours : Musée des arts appliqués (juillet). Dessins célèbres : Albertina (juillet-août).

## BELGIQUE

- Anvers**  
Œuvres d'art du siècle de Rubens dans les églises et concours anversois : église Saint-Joques, jusqu'au 19 septembre. P. P. Rubens, tableaux, esquisses, dessins : Musée royal des beaux-arts, jusqu'au 30 septembre. La gloire de Rubens : la culte que voue le grand public à la personnalité de Rubens. Archives de la vie culturelle flamande, jusqu'au 25 septembre. La mode au temps de Rubens : Musée provincial des arts et métiers, jusqu'au 18 septembre. La médecine au temps de Rubens : Maison des médecins, jusqu'au 20 septembre. Quatorzième Biennale internationale de la sculpture : musée de sculpture en plein air Middelheim, jusqu'au 2 octobre.
- Bruxelles**  
Tapisseries bruxelloises du siècle de Rubens : Musée royal des arts et d'histoire, jusqu'au 6 septembre. La sculpture au siècle de Rubens dans les Pays-Bas méridionaux et la principauté de Liège : musée d'art ancien, jusqu'au 2 octobre. Hommage à Paul Delvaux : musée provisoire d'art moderne, jusqu'au 25 septembre. Art américain en Belgique : palais des Beaux-Arts, jusqu'au 28 août.
- Knokke-Heist**  
Septième Exposition internationale de dessins humoristiques et de graphisme usuel : jusqu'au 4 septembre.
- Liège**  
Parure et métiers de la femme au dix-neuvième siècle : Musée de la vie wallonne, jusqu'au 30 octobre.
- Namur**  
La gravure aujourd'hui dans la province de Namur : Maison de la culture, jusqu'au 11 septembre.
- Ostende**  
Les Mathieu de Mathieu, trente ans d'architecture typique : casino Kursaal (2 juillet-28 août). Conques de Georges Mathieu : galerie Postidon (3 juillet - 28 août).
- Stavelot**  
Chagall : affiches et œuvres graphiques, jusqu'au 15 septembre.

## DANEMARK

- Copenhague**  
L'art industriel d'aujourd'hui. Musée des arts décoratifs, jusqu'au 4 septembre. Legs Herbert Møller : dessins français et œuvres graphiques des dix-neuvième et vingtième siècles. Musée royal des beaux-arts, jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre. Anton Zorn Music, gravures. Musée de la Résistance (29 août - 25 septembre).
- Holbaek**  
Porcelaine danoise 1825-1880. Musée (1<sup>er</sup> juillet-31 août).
- Humblebaek**  
Alternatives architecturales. Louisiana, Musée d'art moderne, jusqu'au 21 août. Peintres paysans chinois du canton de Hubei. Louisiana, Musée d'art moderne, jusqu'au 21 août.
- Silkeborg**  
Ager Jørn, gravures originales. Galerie moderne, jusqu'au 6 août.
- Bratford**  
Paysage urbain 1910-1939 : peintures, œuvres graphiques et photographies d'Amérique, d'Allemagne et de Grande-Bretagne. Art Gallery (2 juillet - 14 août), exposition présentée à Portsmouth, City Museum and Art Gallery, du 27 août au 9 octobre.
- Chester**  
William Tucker, dix-sept sculptures et douze dessins. Œuvres récentes comprises : celles du début des années 60. Chester Arts Centre (23 juillet - 20 août), exposition présentée à Sheffield, Mappin Art Gallery, du 3 septembre au 2 octobre.
- Edimbourg**  
Albert Marquet, peintures et dessins du Musée des beaux-arts de Bordeaux. Charlotte Square Gallery (9-31 juillet), exposition présentée à Sheffield, Graves Art Gallery du 6 au 28 août et à Cardiff, National Museum of Wales, du 3 au 25 septembre ; Jean Cocteau, dessins, lithographies, peintures, projets de décors et de costumes de ballet et de théâtre (août), exposition présentée à Sunderland en juillet, à Liverpool en septembre et à Birmingham en octobre.
- Londres**  
This brilliant year (une anthologie de la peinture victorienne, pour le jubilé). Royal Academy, jusqu'en septembre. Sculpture britannique contemporaine. Battersea Park, jusqu'au 4 septembre ; Trésors du monde romain. British Museum, jusqu'au 30 septembre ; Graham Sutherland, portraits. National Portrait Gallery, jusqu'en octobre ; Rubens. British Museum (15 juillet - fin septembre) ; L'art en Grande-Bretagne aujourd'hui. Hayward Gallery (20 juillet - 4 septembre) ; L'art dans le paysage. Serpentine Gallery (18 juillet - 14 août) ; Peinture anglaise 1852-1977. Royal Academy (10 septembre - 20 novembre).
- Norwich**  
John Thorne (1777-1839), aquarelles et dessins. Castle Museum, jusqu'au 4 septembre.

## GRANDE-BRETAGNE

## ITALIE

- Faenza**  
Trente-cinquième concours international de la céramique d'art contemporain (23 juillet-2 octobre).
- Ferrare**  
Carlo Carrà. Palazzo del Diamanti (juillet-septembre).
- Florence**  
Hommage à Rubens, la peinture flamande du dix-septième siècle dans les collections publiques florentines. Palais Pitti (juillet-août). Brunelleschi. Expositions du sixième centenaire. L'homme et l'artiste (bibliothèque Laurentienne). Brunelleschi sculpteur (musée de Bargello). Dessins de constructions brunelleschiennes (cabinet des dessins des Offices). Jusqu'à l'automne. Dixième biennale internationale des antiquaires. Palais Strozzi (17 septembre-16 octobre).
- Milan**  
Hommage à Tiziano. Palazzo Reale (jusqu'au 31 juillet).
- Padoue**  
Onzième concours international de la statuaire en bronze (jusqu'en octobre).
- Palermo**  
Giuseppe Mazzù, sculpteur. Palazzo del Normani (juillet).
- Passariano (Udine)**  
Chefs-d'œuvre du Frioul. Villa Manin (juillet-septembre).
- Ravenna**  
11<sup>e</sup> Biennale internationale du bronze dantesque (juin-septembre).
- Turin**  
Photographies du Piémont 1852-1899. Deux cents photos originales du dix-neuvième siècle. Palazzo Madama (jusqu'au 24 juillet).

## PAYS-BAS

- Rotterdam**  
Verreries de Lierdam : pièces uniques anciennes et modernes. Musée Boymans, 23 juillet-4 septembre.
- Amsterdam**  
Acquisitions récentes : Cabinet des estampes du Rijksmuseum, jusqu'au 18 septembre. Œuvres de la collection du Musée : Musée municipal, août-septembre. Photographies de Paul Strand : Musée municipal, 2 septembre-16 octobre.
- Utrecht**  
Photographies américaines (Richard Artschwager, John Clem Clarke, Chuck Close, Don Eddy, Duane Hanson, John Kacere, Edward Kienholz, Michael Mau, Malcolm Morley). Hedendangse Kunst, jusqu'au 14 août.
- Stockholm**  
L'époque 1900-1920 en Suède : rétrospective. Maison de la culture, juillet-août. Les collections d'art suédois et international 1900-1977 : Musée d'art moderne, juillet-août. Raphaël, gravures du dix-huitième siècle, dessins contemporains, vingt-cinq ans d'artisanat : Musée national des beaux-arts, juillet-août. La vie du peuple suédois de Gustav Vasa à nos jours : Nordiska Museet, juillet-août.

## SUISSE

- Bâle**  
Arnold Böcklin (1827-1901), exposition du jubilé. Kunstmuseum, jusqu'au 11 septembre.
- Berne**  
Richard Long. Kunststhal, jusqu'au 31 août. Markus Lüpertz. Kunststhal, 12 août-18 septembre.
- Genève**  
Gustave Moreau et le symbolisme. Petit Palais, jusqu'au 9 octobre.
- Lausanne**  
Huitième biennale internationale de la tapisserie. Musée cantonal des beaux-arts, jusqu'au 25 septembre. Cartonniers - Hissuers romands. Forum de l'hôtel de ville, jusqu'au 13 août. Collection de l'art brut. Acquisitions nouvelles, 11, avenue des Bergères, jusqu'au 2 octobre.
- Lucerne**  
Edward Munch, l'œuvre graphique. Kunstmuseum, 17 juillet-18 septembre.
- Vevey**  
Exposition internationale de tapisserie. Galerie Arts et Lettres, jusque fin septembre.
- Zurich**  
Peinture et photographie de 1840 à aujourd'hui. Kunsthaus, jusque fin juillet. Six siècles d'imprimerie à Zurich. Bibliothèque centrale, jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre. Or du Pérou. Musée Belletive, jusqu'au 14 août. Tapisseries suisses, artistes d'aujourd'hui. Musée Belletive, 8 septembre-6 novembre. Des hommes sans masques, photographies de August Sander, de 1906 à 1952. Kunstgewerbestaum, jusqu'au 7 août.

## HAUTEFEUILLE

- 7, rue Hautefeuille - 75006 PARIS 033-79-38
- CRIA CUERVOS - LA CHASSE LE JARDIN DES DELICES LA COUSINE ANGELIQUE ANNE ET LES LOUPS

## Festival CARLOS SAURA

1 FILM PAR JOUR

## MAISON DES ARTS ET DE LA CULTURE ANDRÉ-MALRAUX

Place de l'Hôtel-de-Ville - 93000 CRETEIL

LE VENDREDI 1<sup>er</sup> JUILLET à 21 h.

ARS NOVA

Portrait de MAURICE OHANA

Claude MAISONNEUVE, harpiste Elisabeth CHOJACKA, clavessin Gilles MAHAUD, cor Michel JARRY, baryton Paul KREDER, chef des chœurs José-Luis GOREZ, récitant

Direction : Théodor GUCHLBAUER

Renseignements - location : 880-94-50, de 12 heures à 19 heures.

GAUMONT COLISÉE 2 - GAUMONT MADELINE - MONT-PARNASSE PATHE - SAINT-GERMAIN HUCHETTE - OLYMPIQUE ENTREPRET FRANÇAIS Engliens - CYRANO Versailles - ARTEL Nogent

Gaumont... Stéphane TCHALGADJIEFF

### LE DIABLE PROBABLEMENT...

Un film de Robert BRESSON

herman melville

### moby dick

adaptation et mise en scène stuart seide

PARAMOUNT ELYSEES et PARAMOUNT ODEON (version anglaise - sous-titres français) - PUBLICIS CHAMPS ELYSEES PARAMOUNT MARYVAUX - PARAMOUNT OPERA - CAPRI 60s BOULEVARD - BOULMICH PARAMOUNT MONT-PARNASSE - PARAMOUNT ORLEANS - PARAMOUNT GODELINS - PARAMOUNT MAILLOT CONVENTION ST-CHARLES - PASSY - PARAMOUNT BASTILLE

Participations : VILLAGE Montly - C2L Versailles - ARTEL Créteil - VÉLIZY - ARTEL Bossy - MARLY Engliens

... sur les chapeaux de roues. FRANCE SOIR

CHARLOTTE RAMPLING - PHILIPPE NOIRET - PETER USTINOV - AGUSTINA BOLLIGER - ALBERT DUBOUT - FRANK ASTHORE

WES CRISTOF

## Un Taxi Mauve

SALLES CLIMATISÉES

## LE CLUB CHRONIQUE

des ANNÉES DE BRAISE

PALME D'OR 1975

AU FESTIVAL DE CANNES

(Historique de l'Algérie)

## MAC-MAHON

5, avenue Mac-Mahon - 330-24-51

Du 22 juin au 12 juillet (en v.o.)

21 jours : 21 films

## PERSPECTIVE ITALIENNE

Méru. 29 : UNE VIE DIFFICILE, de DINO RISI

Jan. 30 : SEDUZIONE ET ABANDONNE, de PIERO GERARDI

Ven. 1<sup>er</sup> : LE DESERT ROUGE, de MICHAELANGE ANTONIONI

Sep. 2 : NOUS VOULONS LES COLONELS, de MARIO MONTELLI

Din. 3 : LA CIOTARA, de VITTORIO DE SICA

(interdit moins de 13 ans)

Lun. 4 : BRESLAU-67, de MARCO FERRERI

(interdit aux moins de 13 ans)

Mar. 5 : TANT QU'IL Y AURA DE LA GUERRE II, Y AURA DE L'ESPOIR, d'ALBERTO SORDI

## SEUL A PARIS EN SON STERÉOPHONIQUE

## LA PAGODE

57 bis rue Babylone

Tél. 705.12.15

M<sup>re</sup> St-François Xavier



VERDI

un film de PIERRE JOURDAN

Réalise un stéréophonie au Théâtre Antique d'Orange

GILDA CRUZ-ROMO

GRACE BUMBRY

INGVAR WIXELL

DIRECTION MUSICALE THOMAS SCHIPPERS

Stances : 14 h. 30, 17 h., 19 h., 20 h., 22 h.

## SALLES CLASSÉES CINÉMAS D'ART et d'ESSAI

(A.P.C.A.E.)

## ST. BERTRAND

29, rue Bertrand

ÉCHEC A LA GESTAPO

avec Humphrey BOGART

PORTIER DE NUIT

avec Charlotte HAMPLING et Dirk BOGARDE

## STUDIO CUIJAS

20, rue Cuijas

033-89-22

A 14 h, 16 h, 18 h, 20 h et 21 h 30 :

L'ARGENT DE POCHÉ

de François TRUFFAUT

A 12 heures, SAUF SAMEDI ET DIMANCHE :

UN TRAMWAY NOMMÉ DESIR

d'ETIENNE LAZAR

## STUDIO LOGOS

5, rue Châteaillon

75005 PARIS

Tél. : 463-71

BUSTER S'EN VA-T-EN GUERRE

avec DOUGLAS

## ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 1

30, rue Saint-André-des-Arts - 326-48-18

A 12 h ET 24 h :

LA SALAMANDRE

d'Alain TANNER

A 14 h, 16 h, 18 h, 20 h et 22 h :

L'EMPIRE DES SENS

de Hajime OSHIMA

## ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 2

30, rue Saint-André-des-Arts - 326-48-18

A 12 heures :

LA DAME DE SHANGAI

d'Otto WELLS

A 24 heures :

CALIFORNIA SPLIT

de Robert ALTMAN

A 14 h 10, 16 h 10, 18 h 10, 20 h 10 et 22 h 10 :

ADOPTION

de Mark MESSARS

## studio théâtre montreuil

Les voyages 7 juin - 7 juillet

d'André Gide

de François Rabelais

20 h 30 -

st. Sam. Dim. Lun. mardi 5 sept. 17

FNAC, CÔPAR

858.65.33

Le spectacle qu'en ne peut pas voir une seule fois

Le spectacle qu'en ne peut pas voir une seule fois

Le spectacle qu'en ne peut pas voir une seule fois

Le spectacle qu'en ne peut pas voir une seule fois

Le spectacle qu'en ne peut pas voir une seule fois

Le spectacle qu'en ne peut pas voir une seule fois

Le spectacle qu'en ne peut pas voir une seule fois

Le spectacle qu'en ne peut pas voir une seule fois

Le spectacle qu'en ne peut pas voir une seule fois

Le spectacle qu'en ne peut pas voir une seule fois

Le spectacle qu'en ne peut pas voir une seule fois

Le spectacle qu'en ne peut pas voir une seule fois

Le spectacle qu'en ne peut pas voir une seule fois

Le spectacle qu'en ne peut pas voir une seule fois

Le spectacle qu'en ne peut pas voir une seule fois

Le spectacle qu'en ne peut pas voir une seule fois

Le spectacle qu'en ne peut pas voir une seule fois



















OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

## ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,03
Double insertion	34,00	38,89
"Placards encadrés"	28,00	43,47
L'AGENDA DU MONDE	40,00	45,76
	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE

### offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

**jeune contrôleur de gestion**

PARIS 70.000 F +

- Pour une importante société française spécialisée dans le négoce, la fabrication et la vente de biens de consommation en France et dans le monde entier.
- Il participera à l'élaboration du budget du Siège (services administratifs et commerciaux), examinera les comptes d'exploitation mensuels et en fera l'analyse critique, etc.
- Le poste requiert un homme jeune (27 ans maximum), de formation supérieure (ESCAE, IAG, JSG, ESCA, etc.) ayant acquis trois à cinq ans d'expérience du contrôle de gestion et de comptabilité analytique.
- Le poste évolue dans une société en expansion.

Adresser C.V. + lettre manuscrite + prétentions sous réf. 2829 B à : ORES-CF, 105 boulevard Haussmann 75008 PARIS

Important Organisme de FORMATION PARIS, recherche

**LE RESPONSABLE DE SON DÉPARTEMENT TECHNIQUES DES BATIMENTS**

Le candidat retenu, de formation supérieure, devra assurer des consultations dans le domaine de l'enseignement à des compétences techniques, à la fois théoriques et pratiques, allant du début à la maintenance.

Adr. C.V. et ph. à n° 19.717 CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmet.

Très importante Société française liée à un groupe international en évolution technologique, commerciale et industrielle rapide procède à un important recrutement et souhaite rencontrer des

**jeunes ingénieurs de grandes écoles**

HOMMES et FEMMES à égalité de chances

pour étudier avec eux les perspectives de formation et de carrière susceptibles de leur être proposées dans les domaines suivants :

- Applications Informatiques.
- Conseil en Méthodologie.
- Relations avec les utilisateurs.

Toutes informations préalables vous seront données immédiatement par téléphone par SVP "Ressources Humaines" qui fixera un rendez-vous aux ingénieurs concernés pour une réunion d'information libre et un entretien personnel d'orientation.

Appelée SVP 11-11 - Réf. 151

Information Carrière **SVP.11.11**

Département Information Carrière de 9 à 12.30 h 13.30 à 18.00 h On peut également prendre contact par courrier, à SVP humaines 65, avenue de Wagram 75017 PARIS

URGENT Vacances-Voyages-Loisirs rech. pour saison 77-78, DIRECTEURS centre montagne, ECONOMES, GESTIONN., ANIMATEURS (TRICES) Placards transplantés INITIATEURS (TRICES) de 20 Ecr. avec C.V. à V.V.L. 7, av. A. Robespierre, 94000 Vitry-s-M.

Institut de FORMATION de TOURISME recherche sur Paris

**PROFESSEURS**

- pour préparation au S.T.S. de TOURISME ;
- pour codex accueil ;
- pour codex technique de production et vente.

**PROFESSEURS** d'anglais, d'espagnol, d'allemand

Envoyer C.V. détaillé à : BREMO, 81, rue Escudier, 92000 Boulogne, qui transmettra.

**ETABLISSEMENT PUBLIC DU SECTEUR BANCAIRE** recherche pour son service informatique

**ANALYSTE**

Diplômé d'études supérieures avant le sens des contacts et la capacité d'analyser une situation de programmation.

Adr. C.V., prêt, et photo à n° 19.614 CONTESSÉ Publicité 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

E.D.P. ch. sur la Centrale Nucléaire de Dampierre INGENIEUR D.E. Ecr. C.V. détaillé, S.P. 18, 4550 Dampierre-sur-Loire (PARIS) cherche J. F. pour garder enfant 18 mois, de 16 h. à 19 h. à partir du 16 août. Téléphonez après 19 h. 325-40-02.

**RECRUTEMENT GESTION DES CADRES**

Le Groupe BSN-Gervais Danone désire compléter, au sein de sa Direction Générale des Relations Humaines, l'équipe chargée d'assurer l'ensemble de ses Sociétés en matière de recrutement et de gestion des ressources humaines.

Nous recherchons à cet effet un candidat, homme de préférence, diplômé d'études supérieures (Ingénieur, Sc. Po., ESC, Psycho...) ayant acquis 2 à 3 ans d'expérience minimum dans des activités touchant au recrutement et à la gestion de personnel en milieu industriel ou éventuellement en cabinet.

Intégré à une petite équipe, il aura un rôle de contact et d'assistance auprès d'un certain nombre de Sociétés, pour lesquelles il recherchera notamment le personnel cadre nécessaire à leur développement. Il sera également associé aux études et plans d'action en matière de gestion prévisionnelle.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous la référence J. 07 B, à Jean BURCKEL, BSN-Gervais Danone, 7, rue de Téhéran, 75008 Paris.

bsn, gervais danone

### emploi régionaux

**SOCIETE SOURIAU** recherche

**INGENIEUR produits ligne mécanique**

Il sera chargé des études, de la conception d'appareils de contrôle et du diagnostic automobile ainsi que du suivi de la réalisation.

Il sera responsable d'une équipe de techniciens.

Expérience minimum 4/5 ans.

Poste évolutif.

Lieu de travail : EPERNON (EURE ET LOIR).

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo - 11, rue Gallieni 92100 BOULOGNE.

Cabinet Expertise Comptable CORRÈZE ch. COLLABORATEUR niveau N. 2 avant très grande pratique cabinet. S'adresser : HAVAS BRIVE, n° 02.166

**CENTRE DE RECHERCHES** près de NANCY recherche pour son laboratoire d'ANATOMOPATHOLOGIE VÉTÉINAIRE

**DOCTEUR 3<sup>e</sup> cycle BIOLOGIE** (Expérience préalable histopathologie souhaitée). Il devra assurer la lecture des coupes histologiques et secondaires le responsable du laboratoire dans la conduite des études.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à SWEERTS, B.P. 269, 75004 PARIS CEDEX 01, sous réf. 924/M, qui transmet.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES **296-15-01**

Importante Société du Secteur Nucléaire recherche pour banlieue Sud

**chef du bureau central du Personnel**

Le poste conviendrait à un Diplômé de l'enseignement supérieur (licence en Droit minimum), ayant une expérience d'environ 10 ans dans la fonction « Personnel » d'une entreprise du secteur de la métallurgie.

Le poste comporte notamment les attributions suivantes :

- études générales
- mise en place de la réglementation
- formation professionnelle
- conseil aux établissements de province
- contrôle de leur gestion
- salaires selon expérience.

Envoyer curriculum vitae manuscrit et photo à N° 19.594 CONTESSÉ PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

**NCR** Systèmes Informatiques recherche

**analyste programmeur TRANSMISSION**

- Niveau DUT, BTS, minimum
- Expérience 2 ans min., programmation mini-ordinateur
- Connaissance des logiciels de télécommunication et participation à la mise en place de système de transmission. réf 331

**analystes programmeurs APPLICATIONS / INSTALLATIONS**

- Niveau DUT, BTS minimum
- Expérience 2 ans min., programmation mini-ordinateur (Assembléur)
- Connaissance d'un système de gestion de fichier disque réf 332

Connaissance de l'Anglais souhaitable

Adresser CV manuscrit, prétentions et photo à : Direction des Relations Humaines NCR FRANCE 191 rue de Vaugirard 75740 Paris Cedex 15

Dans le cadre du renforcement de ses structures fonctionnelles commerciales, accueilli par son développement

**MARINER**

Un des leaders européens du sous-vêtement masculin recherche

**RESPONSABLE MARKETING**

Rattaché(e) à la direction commerciale, en étroite collaboration avec les services vente et création produit, il orientera et proposera, dans le cadre de l'établissement du plan marketing à moyen terme, les orientations à prendre en matière de marché (consommation - distribution - produit, publicité, marque).

Ce poste sera confié à homme ou femme, âgé de 28 ans maximum, de formation commerciale supérieure, pouvant son apport dans la réussite de la commercialisation d'un produit de marque de grande consommation et possédant les qualités nécessaires pour s'intégrer à l'équipe jeune et dynamique déjà en place.

- Anglais apprécié ;
- Résidence métropole Nord.

Envoyer C.V. manuscrit détaillé, prétentions et photo à : T.M.T. Service du Personnel, 70, rue Belier, 59100 LOMME-LES-LILLES

**UN GROUPE INDUSTRIEL EN PLEIN DEVELOPPEMENT** (Sud-Ouest de la France) cherche

**un directeur des comptabilités**

A 35 ans minimum, diplômé d'études comptables supérieures, c'est un homme expérimenté ayant la maîtrise parfaite de l'organisation comptable d'une affaire industrielle diversifiée, de taille moyenne. Il a pour l'aider dans sa tâche quatre responsables de comptabilité générale et analytique de bon niveau. C'est un patron capable d'organiser, d'animer et de contrôler une équipe bien motivée. Son salaire annuel n'est pas inférieur à 130 000 francs, il dépend essentiellement de ce qu'il peut apporter à ce groupe.

Ecrire à Mme M.C. TESSIER ss réf. 3240 LM.

**ALEXANDRE TICS A.** 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS LYON-LILLE-BOULOGNE-GENÈVE-LONDRES

Compagnie Américaine Bancaire Sud recherche

**ANALYSTE-PROGRAMMEUR**

parlant anglais couramment pour concevoir et réaliser des programmes d'applications pour un ordinateur IBM 370 sous O.S., minimum 2 années d'expérience en programmation. Pratique du Cobol nécessaire. Basic, Fortran, Bal appréciés. Expérience en C.F.M.S. souhaitable

Adresser C.V. + prétentions + lettre en anglais sous référence 6.671 à P. LICHAU S.A. 10, rue Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

**RECHERCHONS PHARMACIEN RESPONSABLE**

Bonne expérience industrielle pour laboratoire pharmaceutique fabrications injectables.

Envoyer C.V. avec réf. et manuscrit, au n° 7.242 « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9<sup>e</sup>), qui transmet.

**Duquesne Purina**

avec, au sein du service

**CONTROLE DE GESTION** de sa division alimentaire sur poste

**d'analyste financier**

- Il analyse les composantes du prix de revient des produits.
- Il assure la hiérarchie dans le suivi et le contrôle des budgets.
- Il participe avec le marketing à l'étude financière préalable au lancement des produits nouveaux.
- Formation E.S.C., SCIENCES ECO ou D.E.C.S.
- Expérience indispensable de 3 ans en milieu industriel des PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION, ou POSSIBLE ALIMENTAIRES.
- Connaissance approfondie des prix de revient.
- Anglais souhaité.

**POSTE BASE A PARIS.**

Pour un premier contact, envoyer C.V. + photo en indiquant, résumée, actuelle à **DUQUESNE PURINA**, Direction des Relations Humaines, CEDEX 30-28, 75010 ROUEN CEDEX.

**W FILIALE GROUPE BIENS D'EQUIPEMENT** Expansion constante - Région Parisienne offre à

**CADRE SUPERIEUR DE DIRECTION** perspectives de carrière à moyen terme ouvertes sur

**DIRECTION GENERALE**

Mission : directement rattaché au P.D.G., il sera, dans un premier temps et pour faciliter son intégration, appelé à remplir des missions ponctuelles de tous ordres.

Exigences :

- 35 ans minimum ;
- formation supérieure : Grandes écoles ou Université ;
- Anglais et Allemand indispensables ;
- 10 ans expérience dans secteur de biens industriels. La dynamique qui préside à la vie de l'entreprise implique que le candidat dispose d'une forte capacité « entrepreneuriale » et assimile son rôle à celui de l'entreprise.

Les candidatures seront examinées en dét. C.V. avec photo et salaire actuel sous n° 9.210 C.L. par

**MORENO CONSEIL**

17, rue Courmouaux, 51100 REIMS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ NATIONALE recherche

**DIRECTEUR COMMERCIAL LYON**

**ENGINS DE MANUTENTION USINE** de formation supérieure, il est âgé de 40 ans maximum, connaissant le type de produit, il est capable de :

- développer un réseau commercial ;
- lancer une nouvelle gamme d'engins ;
- rechercher et négocier la diffusion de produits complémentaires.

L'anglais est obligatoire.

Le poste est intéressant pour un homme dynamique, ayant le talent et l'enthousiasme nécessaires à la création d'une importante Division.

Envoyer votre dossier sous le n° 19.501 à CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmet.

BRETAGNE - BATIMENT et T.P. Importante entreprise (C.A. 200 M., 200 personnes) recherche

**CADRE DE DIRECTION**

- Mission : Direction administrative et comptable
- Contrôle de gestion
- Travaux

Profil :

- 30 ans environ
- Expérience fonction similaire
- Formation supérieure
- Connaissance problèmes bâtiment souhaitée mais non indispensable

Nous offrons une possibilité de carrière intéressante dans une entreprise réputée - Lieu de travail et cadre de vie très agréables.

Lettre + C.V. + Photo + Prêt, au n° 7.241, « Le Monde » P. 5, r. des Italiens, 75427 PARIS-9<sup>e</sup>.

Nous sommes le leader européen pour la fabrication de manomètres et nous recherchons le nouveau

**DIRECTEUR** de notre filiale de vente française

Ses responsabilités :

- Planifier et contrôler des activités de marketing en France.
- Gestion administrative et financière.
- Direction du personnel et des ventes.

Le candidat :

- Est un ingénieur qualifié (R.C.F. - A et M.), de 35 ans environ.
- A une expérience réelle de l'instrumentation de process et de la vente sur le terrain.
- Connaît les problèmes de gestion.
- Préférence couramment l'Allemand ou l'Anglais.

Ce poste, basé à Paris, a une importance fondamentale dans le développement futur de nos activités en France et justifie une rémunération élevée.

Adr. votre candidature avec C.V. dét. et photo, à :

Fa. A. WIEGAND, C/o Dipl. Ing. H. Strunk, 8763 Kilsenbergh, B.F.A.

Les candidats retenus seront reçus à Paris.

قائمة الإعلانات



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 1/2
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	45,78
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 1/2
"Placards encadrés"	28,00	32,03
"Double insertion"	34,00	38,89
"Placards encadrés"	38,00	43,47
L'AGENDA DU MONDE	40,00	45,78
	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS DE COURTAGE D'ASSURANCES, France et Outre-Mer, leader dans sa branche, employant 1000 personnes, recherche pour son SIÈGE PARIS 8<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

### CHEF DE PROJET INFORMATIQUE 85.000 F +

En liaison avec le Directeur Administratif, dont il dépend, il assurera l'étude, la réalisation et la mise en place de nombreux nouveaux projets en collaboration avec un chef de projet extérieur au groupe.

Il sera l'intermédiaire entre le service informatique interne (un mini-ordinateur travaillant en temps réel et un ordinateur central connecté à un petit réseau de terminaux), les utilisateurs et les équipes extérieures auxquelles le groupe fait appel conformément à sa politique de sous-traitance systématique des travaux d'analyse et de programmation.

Le poste, plus fonctionnel que hiérarchique, conviendrait bien à un JEUNE INGENIEUR EN ORGANISATION, familiarisé avec les diverses applications de l'informatique.

Ecrire avec CV détaillé et prétentions à D. JOUSSET sous réf. 35451 M à PLEIN EMPLOI, 10, rue du Mol, 75002 PARIS.

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ Siège LEVALLOIS recherche pour SERVICE FINANCIER

### CADRE

ayant formation juridique et expérience concrète des opérations de trésorerie, de crédit, de change et de cautions.

Lecture courante anglais nécessaire. Préférence pour un bilingue. Possibilité de congés en septembre ou octobre.

Adr. C.V. manuscrit, photo et prétentions à n° 19.241, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup> qui transmettra.

## GAP SOGETI GESTION

recherche pour Paris et Province

### ANALYSTES-PROGRAMMEURS

PL 1 et IMS

### PROGRAMMEURS

IBM DOS/OS PL 1

CI - HB 64/66

Ecrire sous réf. G 23

CAP-SOGETI GESTION

F. LUCAS, 20, rue L. Armand, 75011 PARIS

## Elle Financier Champ-Élysées

### OPÉRATRICE IBM 37/41

Sélect. 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> degré, restaurant entreprise.

Env. C.V. et lettre manusc. à Chef du Personnel, S.P. 720-08

75001 Paris Cedex 08

## CLUB DISCOTHEQUE, 250 pl. ville Oudinot, 55.000 habitants, demande de solde

### DISQUE JOCKEY

bon animateur, place à l'année. Tél. (01) 55-35-66

## sema Première Société Européenne de Conseil

recherche pour sa Division INFORMATIQUE

### ingénieurs organisation chef de projet

(Réf. 10139M)

### ingénieurs informaticiens de gestion confirmés

(Réf. 10140M)

Pour plus amples informations sur ces deux postes, lire le placard Sema Sélection dans le Monde du 29 juin

### ingénieurs débutants

De formation Grandes Ecoles OC, Mines, ECP, TMC... D'abord affectés à des postes d'assistance technique en clientèle, ils participeront à des études de gestion automatisée ou de systèmes informatiques.

Une formation complémentaire est assurée à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1977.

(Réf. 10141M)

### ingénieurs de formation informatique

INSA, ENSIMAG, ISEN, IIE, ESIEA, etc., ayant 1 an d'expérience de l'analyse de gestion et de la programmation en langage évolué et un ordinateur IBM 370, HB 60, et mini-ordinateur.

Ils participeront à des études et réalisations informatiques au sein d'équipes pluridisciplinaires intervenant en clientèle. (Réf. 10142M)

### analystes programmeurs

De formation informatique (IUT, Inst. prog.) expérience professionnelle de 2 ans minimum, pratique de l'assembleur ou du PLI exigée. (Réf. 10143M)

Pour tous ces postes : Les candidats devront être disponibles pour des déplacements et des séjours en province et à l'étranger.

— Les rémunérations offertes dépendront essentiellement des compétences et de la personnalité des candidats.

Adresser CV, photo, prétentions, et date de disponibilité à :

Centre Mema 16, rue Barbès 92125 Montrouge

sema selection

## Cette annonce vous intéresse... Si vous êtes un BON VENDEUR et ne souhaitez pas quitter votre entreprise !

Notre Société, la 1<sup>re</sup> dans sa branche est en constante expansion et recherche des vendeurs diplômés ou non.

Nos candidats lanceront nos équipements de bureau perfectionnés et auront de préférence une expérience proche de ce domaine.

Nous leur offrons un poste bien rémunéré dans une société solide et des contacts de haut niveau (secteur PARIS et REGION PARISIENNE).

Adresser votre C.V. sous réf. T 103 Tour de Lyon 155, rue de Berzy 75012 Paris qui transmettra les candidatures

INFRAPLAN CARRIERES

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

## APFIM - D. FI ASSOCIATION POUR LA FORMATION DANS LES INDUSTRIES DES METAUX

### ANIMATEUR-CONSEIL EN FORMATION

Ce poste peut convenir à une personne ayant acquis une bonne expérience pratique de l'industrie à un poste opérationnel ou fonctionnel ; une expérience d'animateur de formation et une solide formation complémentaire en psychologie sociale sont indispensables.

Après minimum : 30 ans.

SITUATION INTERESSANTE AU SEIN D'UNE EQUIPE HAUTEMENT QUALIFIEE IMPLIQUANT LARGES AUTONOMIES ANALYSE DE LA DEMANDE CONCEPTION DE PROGRAMMES ANIMATION DE GROUPE NIVEAU CADRES INTER OU INTRA ENTREPRISES.

Ecrire à APFIM - D. FI, 30, av. de l'Amiral-Lamoussier, 75100 MARLY-LE-BOIS.

APFIM - D. FI

30, av. de l'Amiral-Lamoussier, 75100 MARLY-LE-BOIS.

APFIM - D. FI

30, av. de l'Amiral-Lamoussier, 75100 MARLY-LE-BOIS.

APFIM - D. FI

30, av. de l'Amiral-Lamoussier, 75100 MARLY-LE-BOIS.

APFIM - D. FI

30, av. de l'Amiral-Lamoussier, 75100 MARLY-LE-BOIS.

APFIM - D. FI

30, av. de l'Amiral-Lamoussier, 75100 MARLY-LE-BOIS.

APFIM - D. FI

30, av. de l'Amiral-Lamoussier, 75100 MARLY-LE-BOIS.

APFIM - D. FI

30, av. de l'Amiral-Lamoussier, 75100 MARLY-LE-BOIS.

APFIM - D. FI

30, av. de l'Amiral-Lamoussier, 75100 MARLY-LE-BOIS.

APFIM - D. FI

30, av. de l'Amiral-Lamoussier, 75100 MARLY-LE-BOIS.

APFIM - D. FI

30, av. de l'Amiral-Lamoussier, 75100 MARLY-LE-BOIS.

APFIM - D. FI

30, av. de l'Amiral-Lamoussier, 75100 MARLY-LE-BOIS.

APFIM - D. FI

30, av. de l'Amiral-Lamoussier, 75100 MARLY-LE-BOIS.

APFIM - D. FI

30, av. de l'Amiral-Lamoussier, 75100 MARLY-LE-BOIS.

APFIM - D. FI

30, av. de l'Amiral-Lamoussier, 75100 MARLY-LE-BOIS.

APFIM - D. FI

30, av. de l'Amiral-Lamoussier, 75100 MARLY-LE-BOIS.

APFIM - D. FI

30, av. de l'Amiral-Lamoussier, 75100 MARLY-LE-BOIS.

APFIM - D. FI

30, av. de l'Amiral-Lamoussier, 75100 MARLY-LE-BOIS.

APFIM - D. FI

30, av. de l'Amiral-Lamoussier, 75100 MARLY-LE-BOIS.

APFIM - D. FI

30, av. de l'Amiral-Lamoussier, 75100 MARLY-LE-BOIS.

APFIM - D. FI

30, av. de l'Amiral-Lamoussier, 75100 MARLY-LE-BOIS.

APFIM - D. FI

30, av. de l'Amiral-Lamoussier, 75100 MARLY-LE-BOIS.

APFIM - D. FI

30, av. de l'Amiral-Lamoussier, 75100 MARLY-LE-BOIS.

APFIM - D. FI

30, av. de l'Amiral-Lamoussier, 75100 MARLY-LE-BOIS.

APFIM - D. FI

30, av. de l'Amiral-Lamoussier, 75100 MARLY-LE-BOIS.

APFIM - D. FI

30, av. de l'Amiral-Lamoussier, 75100 MARLY-LE-BOIS.

APFIM - D. FI

30, av. de l'Amiral-Lamoussier, 75100 MARLY-LE-BOIS.

APFIM - D. FI

30, av. de l'Amiral-Lamoussier, 75100 MARLY-LE-BOIS.

APFIM - D. FI

## Société Française de Conseils de Direction à vocation internationale

recherche un

### CONSEIL EN RECRUTEMENT

pour diriger et développer sa filiale spécialisée dans le recrutement par annonces.

Il sera associé aux résultats et pourra participer au capital. Les formules de participation, les objectifs et les moyens proposés sont de nature à intéresser un professionnel de premier plan.

Ecrire sous référence 45-53 X ou téléphoner : LAUGERY et ASSOCIES, 38, rue de Lisbonne, 75008 PARIS, 522-83-10.

LAUGERY et ASSOCIES

38, rue de Lisbonne, 75008 PARIS, 522-83-10.

LAUGERY et ASSOCIES

38, rue de Lisbonne, 75008 PARIS, 522-83-10.

LAUGERY et ASSOCIES

38, rue de Lisbonne, 75008 PARIS, 522-83-10.

LAUGERY et ASSOCIES

38, rue de Lisbonne, 75008 PARIS, 522-83-10.

LAUGERY et ASSOCIES

38, rue de Lisbonne, 75008 PARIS, 522-83-10.

LAUGERY et ASSOCIES

38, rue de Lisbonne, 75008 PARIS, 522-83-10.

LAUGERY et ASSOCIES

38, rue de Lisbonne, 75008 PARIS, 522-83-10.

LAUGERY et ASSOCIES

38, rue de Lisbonne, 75008 PARIS, 522-83-10.

LAUGERY et ASSOCIES

38, rue de Lisbonne, 75008 PARIS, 522-83-10.

LAUGERY et ASSOCIES

38, rue de Lisbonne, 75008 PARIS, 522-83-10.

LAUGERY et ASSOCIES

38, rue de Lisbonne, 75008 PARIS, 522-83-10.

LAUGERY et ASSOCIES

38, rue de Lisbonne, 75008 PARIS, 522-83-10.

LAUGERY et ASSOCIES

38, rue de Lisbonne, 75008 PARIS, 522-



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CARTELS OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,29
	70,00	80,08

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,03
Double insertion	34,00	38,89
"Placards encadrés"	38,00	43,47
L'AGENDA DU MONDE	40,00	45,76
	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE

## offres d'emploi

Importante SSCI recherche pour renfort, son équipe en ALGERIE

- INGÉNIEURS-INFORMATIQUES
- ANALYSTES-ORGANISATEURS
- ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Chargés de la mise en œuvre de systèmes de gestion, avant 2 à 4 ans d'expérience et connaissant : COBOL, OS, PROTEGE, etc.

Une formation supérieure en informatique est un atout supplémentaire.

Adresser vos C.V., photo et prétentions à :

**S.C.I. PETITES ANNONCES**

2, rue de Valenciennes, PARIS 10

**MERCEDES BENZ FRANCE**

(Siège social près ETOILE) recherche

**COLLABORATEUR PROMOTION DES VENTES**

chargé de l'animation des ventes :

— une formation commerciale supérieure et une expérience de la vente ou d'un poste similaire sont nécessaires.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

**MERCEDES BENZ FRANCE**

Direction des relations humaines

BP 4017

75830 PARIS CEDEX 17

Ville de Rueil-Malmaison

65.000 habitants

recherche pour service technique

**INGÉNIEUR PRINCIPAL**

(V.R.D.)

**INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE**

(environnement)

**INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE**

(études V.R.D.)

**ADJOINT TECHNIQUE**

(travaux bâtiment)

Ecr. à M. le maire, Hôtel de

Ville, 92501, Rueil-Malmaison.

**ALUMINIUM PECHINEY**

PARIS recherche :

**TECHNICIENNE PHYSICO-CHIMISTE**

Titulaire DUT pour poste information clientèle.

Connaissances métallurgie appréciées.

Anglais parlés indispensables.

Adresser C.V. détaillé à DRP

**ALUMINIUM PECHINEY**

23, rue Balzac, 75002 PARIS.

**STE BANLIEUE NORD-EST**

Spécialisée dans les installations de sécurité, alarme, détection et protection incendie recherche :

**AGENT TECHNIQUE**

ELECTRO-TECHNIQUE AT 2 pour installations de sécurité, dépannage et mise en service.

Expérience. Déplacements Paris - Province.

Avantages sociaux. Retraite complémentaire.

Sérieuses références exigées. Libre rapidement.

Vacances assurées.

Adresser C.V. + photo et prétentions à :

**LES INSTALLATIONS GENERAL-INCENDIE**

28, rue de Goulet, 93200 AUBERVILLIERS.

**STE BANLIEUE NORD-EST**

Spécialisée dans les installations de sécurité, alarme, détection et protection incendie recherche :

**AGENT TECHNIQUE**

Medecin-conseiller, connaissance électronique pour contrôle et maintenance installations B.T.

DEPLACEMENTS PARIS REGION PARISIENNE.

Avantages sociaux. Retraite complémentaire.

Vacances assurées.

Adresser C.V. + photo et prétentions à :

**INSTALLATIONS GENERAL-INCENDIE**

Service « après-vente » 28, rue de Goulet, 93200 AUBERVILLIERS.

**AGENTS TECHNIQUES**

Medecin-conseiller, connaissance électronique pour contrôle et maintenance installations B.T.

DEPLACEMENTS PARIS REGION PARISIENNE.

Avantages sociaux. Retraite complémentaire.

Vacances assurées.

Adresser C.V. + photo et prétentions à :

**INSTALLATIONS GENERAL-INCENDIE**

Service « après-vente » 28, rue de Goulet, 93200 AUBERVILLIERS.

**AGENTS TECHNIQUES**

Medecin-conseiller, connaissance électronique pour contrôle et maintenance installations B.T.

DEPLACEMENTS PARIS REGION PARISIENNE.

Avantages sociaux. Retraite complémentaire.

Vacances assurées.

Adresser C.V. + photo et prétentions à :

**INSTALLATIONS GENERAL-INCENDIE**

Service « après-vente » 28, rue de Goulet, 93200 AUBERVILLIERS.

## offres d'emploi

Importante SSCI recherche pour renfort, son équipe en ALGERIE

- INGÉNIEURS-INFORMATIQUES
- ANALYSTES-ORGANISATEURS
- ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Chargés de la mise en œuvre de systèmes de gestion, avant 2 à 4 ans d'expérience et connaissant : COBOL, OS, PROTEGE, etc.

Une formation supérieure en informatique est un atout supplémentaire.

Adresser vos C.V., photo et prétentions à :

**S.C.I. PETITES ANNONCES**

2, rue de Valenciennes, PARIS 10

**MERCEDES BENZ FRANCE**

(Siège social près ETOILE) recherche

**COLLABORATEUR PROMOTION DES VENTES**

chargé de l'animation des ventes :

— une formation commerciale supérieure et une expérience de la vente ou d'un poste similaire sont nécessaires.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

**MERCEDES BENZ FRANCE**

Direction des relations humaines

BP 4017

75830 PARIS CEDEX 17

Ville de Rueil-Malmaison

65.000 habitants

recherche pour service technique

**INGÉNIEUR PRINCIPAL**

(V.R.D.)

**INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE**

(environnement)

**INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE**

(études V.R.D.)

**ADJOINT TECHNIQUE**

(travaux bâtiment)

Ecr. à M. le maire, Hôtel de

Ville, 92501, Rueil-Malmaison.

**ALUMINIUM PECHINEY**

PARIS recherche :

**TECHNICIENNE PHYSICO-CHIMISTE**

Titulaire DUT pour poste information clientèle.

Connaissances métallurgie appréciées.

Anglais parlés indispensables.

Adresser C.V. détaillé à DRP

**ALUMINIUM PECHINEY**

23, rue Balzac, 75002 PARIS.

**STE BANLIEUE NORD-EST**

Spécialisée dans les installations de sécurité, alarme, détection et protection incendie recherche :

**AGENT TECHNIQUE**

ELECTRO-TECHNIQUE AT 2 pour installations de sécurité, dépannage et mise en service.

Expérience. Déplacements Paris - Province.

Avantages sociaux. Retraite complémentaire.

Sérieuses références exigées. Libre rapidement.

Vacances assurées.

Adresser C.V. + photo et prétentions à :

**LES INSTALLATIONS GENERAL-INCENDIE**

28, rue de Goulet, 93200 AUBERVILLIERS.

**STE BANLIEUE NORD-EST**

Spécialisée dans les installations de sécurité, alarme, détection et protection incendie recherche :

**AGENT TECHNIQUE**

Medecin-conseiller, connaissance électronique pour contrôle et maintenance installations B.T.

DEPLACEMENTS PARIS REGION PARISIENNE.

Avantages sociaux. Retraite complémentaire.

Vacances assurées.

Adresser C.V. + photo et prétentions à :

**INSTALLATIONS GENERAL-INCENDIE**

Service « après-vente » 28, rue de Goulet, 93200 AUBERVILLIERS.

**AGENTS TECHNIQUES**

Medecin-conseiller, connaissance électronique pour contrôle et maintenance installations B.T.

DEPLACEMENTS PARIS REGION PARISIENNE.

Avantages sociaux. Retraite complémentaire.

Vacances assurées.

Adresser C.V. + photo et prétentions à :

**INSTALLATIONS GENERAL-INCENDIE**

Service « après-vente » 28, rue de Goulet, 93200 AUBERVILLIERS.

**AGENTS TECHNIQUES**

Medecin-conseiller, connaissance électronique pour contrôle et maintenance installations B.T.

DEPLACEMENTS PARIS REGION PARISIENNE.

Avantages sociaux. Retraite complémentaire.

Vacances assurées.

Adresser C.V. + photo et prétentions à :

**INSTALLATIONS GENERAL-INCENDIE**

Service « après-vente » 28, rue de Goulet, 93200 AUBERVILLIERS.

## secrétaires

Importante SSCI recherche pour renfort, son équipe en ALGERIE

- INGÉNIEURS-INFORMATIQUES
- ANALYSTES-ORGANISATEURS
- ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Chargés de la mise en œuvre de systèmes de gestion, avant 2 à 4 ans d'expérience et connaissant : COBOL, OS, PROTEGE, etc.

Une formation supérieure en informatique est un atout supplémentaire.

Adresser vos C.V., photo et prétentions à :

**S.C.I. PETITES ANNONCES**

2, rue de Valenciennes, PARIS 10

**MERCEDES BENZ FRANCE**

(Siège social près ETOILE) recherche

**COLLABORATEUR PROMOTION DES VENTES**

chargé de l'animation des ventes :

— une formation commerciale supérieure et une expérience de la vente ou d'un poste similaire sont nécessaires.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

**MERCEDES BENZ FRANCE**

Direction des relations humaines

BP 4017

75830 PARIS CEDEX 17

Ville de Rueil-Malmaison

65.000 habitants

recherche pour service technique

**INGÉNIEUR PRINCIPAL**

(V.R.D.)

**INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE**

(environnement)

**INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE**

(études V.R.D.)

**ADJOINT TECHNIQUE**

(travaux bâtiment)

Ecr. à M. le maire, Hôtel de

Ville, 92501, Rueil-Malmaison.

**ALUMINIUM PECHINEY**

PARIS recherche :

**TECHNICIENNE PHYSICO-CHIMISTE**

Titulaire DUT pour poste information clientèle.

Connaissances métallurgie appréciées.

Anglais parlés indispensables.

Adresser C.V. détaillé à DRP

**ALUMINIUM PECHINEY**

23, rue Balzac, 75002 PARIS.

**STE BANLIEUE NORD-EST**

Spécialisée dans les installations de sécurité, alarme, détection et protection incendie recherche :

**AGENT TECHNIQUE**

ELECTRO-TECHNIQUE AT 2 pour installations de sécurité, dépannage et mise en service.

Expérience. Déplacements Paris - Province.

Avantages sociaux. Retraite complémentaire.

Sérieuses références exigées. Libre rapidement.

Vacances assurées.

Adresser C.V. + photo et prétentions à :

**LES INSTALLATIONS GENERAL-INCENDIE**

28, rue de Goulet, 93200 AUBERVILLIERS.

**STE BANLIEUE NORD-EST**

Spécialisée dans les installations de sécurité, alarme, détection et protection incendie recherche :

**AGENT TECHNIQUE**

Medecin-conseiller, connaissance électronique pour contrôle et maintenance installations B.T.

DEPLACEMENTS PARIS REGION PARISIENNE.

Avantages sociaux. Retraite complémentaire.

Vacances assurées.

Adresser C.V. + photo et prétentions à :

**INSTALLATIONS GENERAL-INCENDIE**

Service « après-vente » 28, rue de Goulet, 93200 AUBERVILLIERS.

**AGENTS TECHNIQUES**

Medecin-conseiller, connaissance électronique pour contrôle et maintenance installations B.T.

DEPLACEMENTS PARIS REGION PARISIENNE.

Avantages sociaux. Retraite complémentaire.

Vacances assurées.

Adresser C.V. + photo et prétentions à :

**INSTALLATIONS GENERAL-INCENDIE**

Service « après-vente » 28, rue de Goulet, 93200 AUBERVILLIERS.

**AGENTS TECHNIQUES**

Medecin-conseiller, connaissance électronique pour contrôle et maintenance installations B.T.

DEPLACEMENTS PARIS REGION PARISIENNE.

Avantages sociaux. Retraite complémentaire.

Vacances assurées.

Adresser C.V. + photo et prétentions à :

**INSTALLATIONS GENERAL-INCENDIE**

Service « après-vente » 28, rue de Goulet, 93200 AUBERVILLIERS.

## automobiles

Importante SSCI recherche pour renfort, son équipe en ALGERIE

- INGÉNIEURS-INFORMATIQUES
- ANALYSTES-ORGANISATEURS
- ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Chargés de la mise en œuvre de systèmes de gestion, avant 2 à 4 ans d'expérience et connaissant : COBOL, OS, PROTEGE, etc.

Une formation supérieure en informatique est un atout supplémentaire.

Adresser vos C.V., photo et prétentions à :

**S.C.I. PETITES ANNONCES**

2, rue de Valenciennes, PARIS 10

**MERCEDES BEN**







les nation

## terrains

**30° MER - VAR**  
**TOURTOUR**  
village dans le ciel mer  
terrain à bâtir, de 4.000 m.  
Avec vue sur le village, é.  
electr., tél. Px 75.000 F. v.  
15.000 comptant.  
Tél. ce jour CATRY, Marseille  
(91) 37-09-35  
Les jours suivants LLECCRO;  
(94) 70-63-38

---

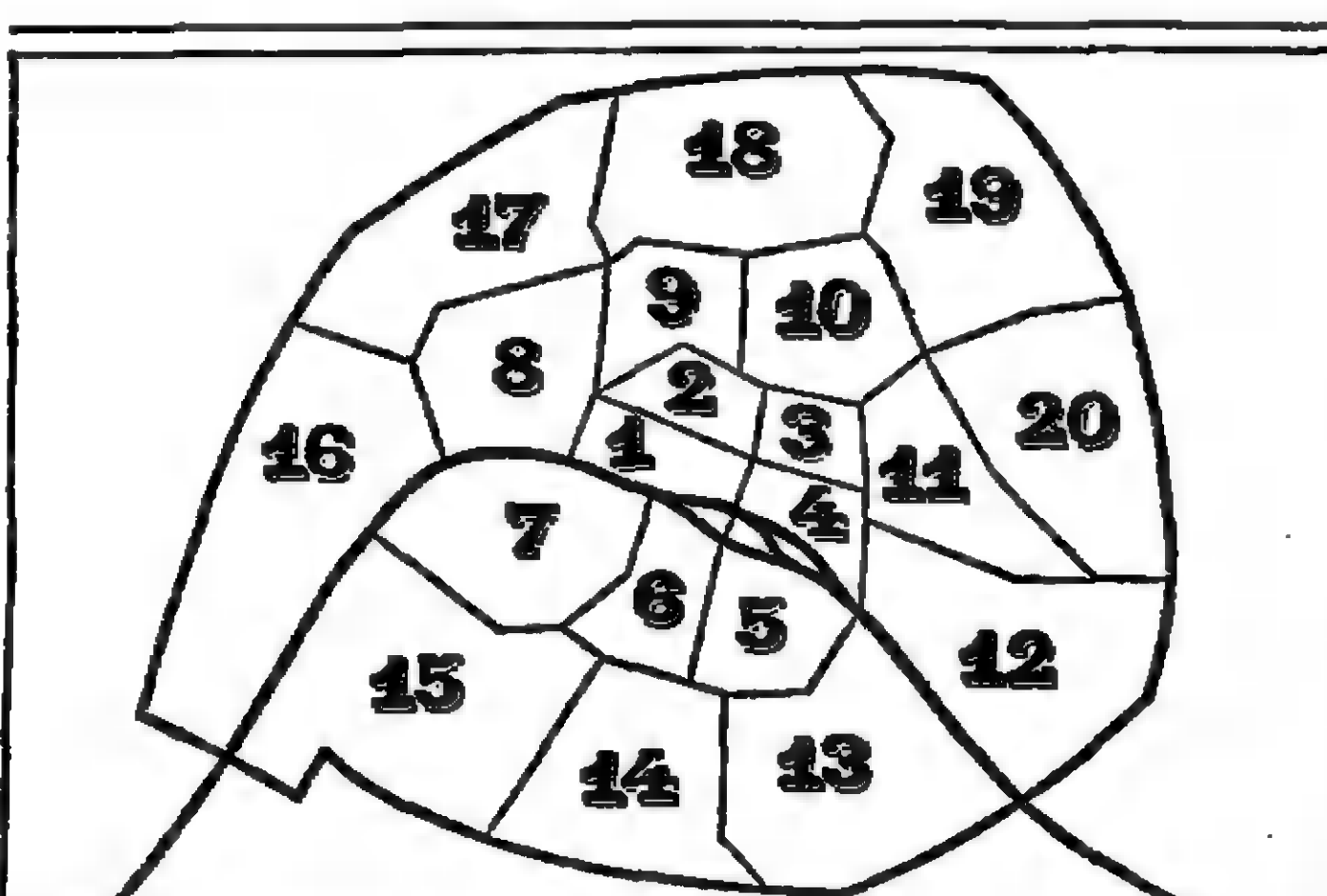
**CROISSY-SUR-SEINE**  
500 m. contre SEAU  
TERRAIN 600 m<sup>2</sup>, loc. 22 m  
mes visiol. Px TTC 210.000  
AGENCE de la TERRASSE  
LE VESINET. 976-05-90


**viagers**  
Recherche libre ou occupé  
appt., villa pour clients sérieux  
importants. LODEL 355-61-1

**F. CRUZ** 6, rue La Botte  
246-19-00

**VILLEJUIF** 2 km PARIS  
Jolie villa  
gd living, 4 chbres, 11 confort  
joli jardin. Sera libre au décès

<b>12</b>	<b>2500</b> RÉVISABLE	<b>2000</b> FD	<b>90%</b> 15	<b>CF.</b>	<b>1973</b>	<b>E</b> 124						
N° A.C.	Prix moyen du lot	Prix moyen du m <sup>2</sup> terme et dédit	montant des prêts cavaliers et dédit	prêt du Crédit Foncier	année de livraison et révision	Nombre d'app.	Puisings en surface	Garages en sous-sol au lot	Métro	Autobus	R.E.R. Station	Autoroute ou périphérique














**12** **5.750** **80 %** **LIVRAISON IMMÉDIATE** **64**





**GARE DE LYON**



**BECCARIA 7 - 7. rue Beccaria, 109, rue de Charenton**  
 2 immeubles de Classe proposant des apparts (4 et 5 Pcs)  
 tant pour l'habitation que pour l'investissement. Appart.  
 témoin ts les jr de 14 h. à 19 h. (sauf mardi et mercredi).

**SERCO** 14, rue Magellan **723-72-00**  
 PARIS (B\*)

12  30 %   

**RÉSIDENCE PIERRE BOURDAN - 1-3, rue Pierre-Bourdan - A quelques mètres de la Nation, mais remarquez, isol. du bruit des gr. artères, une résid. de classe aux prestations raffin. S. pl. ts l. jrs sf mer et mer., 13 à 20 h., 346-51-74.**

Une réalisation CAPRI   **LA MAISON DU G. SCIC, 15, boulevard de Vaugrind, Paris (15<sup>e</sup>), tél. 567-55-66.**

**12** **5.900** **80 %** **1979** **104**   
**FD** **20**

 62  
 46  
 29



GENERAL  
 MICHEL 81207  
 PORTE DOREE  
 PORTE CHARENTON

**LES JARDINS DE VATTIGNIES** - 78, rue de  
 Wattignies à 500 m du Bois de Vincennes au calme d'une  
 voie privée, 3 immeubles av. Jardins. Nombreux produits  
 investisseurs. Prix de Lancement Bureau de vente s/ploce  
 de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h (sauf mardi et mercredi).

**SERCO** 14, rue Magellan **723-72-00**  
 PARIS (8<sup>e</sup>)

**12**  **80 %**  
**20**  

 **29**  **GARE DE LYON**  
**REUILLY-DIDEROT**

**21, RUE CROZATIER** - Un petit ensemble dans une  
vue large, bordée d'arbres, à proximité de la Gare de Lyon -  
Studio à 5 pièces - Exposition plein soleil - Balcons - Terras-  
ses - Livraison immédiate - Appartement témoin tous Jrs  
jours (sauf mardi) de 14 h 30 à 18 h 30.

**PROMEX** 65, rue Ramequin, Paris-17<sup>e</sup>  
Tél. 755-82-10

13

5.800

FD

80 %

20

LIVRAISON

IMMEDIATE

125



21

67

57

62

P.C.

M

CITE-UNIVERSITAIRE

**KELLERMANN 102 102, bd Kellermann, limite 13° et 14° arrond. - A 300 m. Parc Montsouris, 3 petits immeubles à l'architecture élégante, jardins intérieurs agréablement aménagés, Studios, 3, 4 et 5 pièces avec Balcons, Appartement témoin ouvert tous les jours de 14 heures à 19 heures.**

**SERCO**

14, rue Magellan PARIS (87)

**723-72-00**

**13** **5.200**  
**FD**

**80 %**  
**20**

**1978**

**107**

**M**




**2000 cc**  
Autovorte du Sud

**« CAP SUD » - Place de Rangis - A proximité du Parc  
Montsouris, une gamme d'appart, bien conçus, du studio au  
6 pièces. Sur place lundi, jeudi, vendredi de 14 h. à 20 h.,  
sam., dim., de 10 à 12 h. et de 14 à 20 h. Tél. 589-71-21.**

**OSCE** **MAISON**

**LA MAISON DU G. SCIC,**  
15, boulevard de Vaugrand,  
Paris (15<sup>e</sup>), tél. 567-55-66.


**une réalisation CAPRI**

**15**  **80 %**  
**20**    
 **62**  
**48**  
**89**  **CONVENTION**  
**at P.C.** **PLAISAISE**

**VOUILLÉ-PLAISAISE** - 3<sup>e</sup> tronçon, 56, rue Labrousse  
quelques apparts de 5 pièces, 107 m<sup>2</sup> + Balcon, double  
exposition s/rue et sur jardin intérieur, Appart: témoin ts  
les jours de 14 h. à 19 h. (sauf mardi et mercredi).

**SERCO** 14, rue Magellan  
PARIS (8<sup>e</sup>) **723-2700**

**19** **4.690**  
**FD** **80 %**  
**20** **LIVRAISON**  
**IMMEDIATE** **156** 

  **LAUMIERE**

**LOIRE-DEHAYNIN** - 20, rue E.-Dehaynin - Situés à  
deux pas des Buttes-Chaumont, 2 immeubles élargis aux  
voies logées en bordure du quai de la Loire. 4 et 5 pièces.  
Appartement témoin tous les jours de 14 heures à 19 heures,  
(sauf mardi et mercredi).

**SERCO** 14, rue Magellan  
PARIS (8<sup>e</sup>) **723-72-00**

**« Le Monde Immobilier »**  
**est une rubrique de publicité ouverte à tous**  
**les constructeurs-promoteurs.**  
**Elle est destinée à faciliter la démarche de**  
**nos lecteurs dans la recherche et le choix**  
**d'un programme immobilier.**

**PROCHAINES PARUTIONS:**

**« Le Monde Immobilier Paris »**  
le 21 septembre 1977

**« Le Monde Immobilier Banlieue »**  
le 30 septembre 1977

**... et un prêt CDE  
financera votre achat :**

**cde**

**Comptoir des Entrepreneurs**  
6 rue Volney Paris 2<sup>e</sup> - Tél. : 280.35.36.

Tous les financements immobiliers depuis 1848.

**Les nations**

II.

les espoirs des syndicats

Télé



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## Les nationalisations aujourd'hui et demain

### II. — Un moyen de restructurer l'industrie

par PHILIPPE LABARDE

Le programme commun de la gauche prévoit la nationalisation de neuf grands groupes industriels, ainsi que celle de la plupart des établissements de crédit et d'assurances demeurés privés. La discussion se poursuit entre partis signataires sur le point de savoir s'il y a lieu de réviser cette liste (Le Monde du 29 juin). En quoi l'élargissement du secteur public permettrait-il de remodeler le tissu industriel français ?

Les amateurs d'organigrammes et de structures industrielles sont-ils en mesure de donner à ce projet, en l'état, un contenu fonctionnel, en évitant le programme commun, le bouillasse inutile ?

Les signataires de ce programme, en y insérant la nationalisation du crédit, celle de neuf

d'un quasi-monopole sur le marché national.

Le fait que le secteur public ait été, au départ, circonscrit à quelques secteurs d'activité (transports, énergie, télécommunications) n'a pas empêché de connaître une forte croissance et de multiplier filiales et prises de participation. Avant même que M. Barre n'annonce la prise de participation par l'État d'un tiers bloquant chez Dassault, M. Edouard Belin, président de la commission des finances du Sénat, s'interrogeait de ce phénomène dans un rapport récent, constatant que, selon la Nomenclature des entreprises publiques, cinq cent soixante-dix filiales de ces firmes pouvaient être dénombrées, contre deux cent soixante-cinq en 1965 (+ 101 %). « Encore faut-il ajuster », précisait-il, que cette liste ne concerne que les entreprises dans

terroir : « Le secteur public s'est agrandi alors que l'État n'y était guère favorable ; qu'en sera-t-il lorsque le gouvernement aura lui-même prisé à son extension ? Il y aurait beaucoup à dire sur cette façon de présenter les choses. Ce n'est pas les dernières années de la puissance publique — en principe hostile à l'extension des nationalisations — demander à Renault de s'intéresser à des entreprises en perte de vitesse, n'étaient pourtant pas liées au secteur automobile. Mais la question reste posée : un gouvernement de gauche serait-il en mesure de maîtriser la croissance du secteur nationalisé, conformément aux déclarations présentes des leaders du programme commun ? Ce n'est pas une volonté politique ; mais aussi de contrôle, tant il est vrai que plus un groupe est puissant, plus il est à même d'imposer ses vues.

#### Méfiante à l'encontre des monopoles d'État

Cette méfiance du P.S. à l'encontre des monopoles d'État ne saurait s'interpréter comme l'annonce d'un schéma systématique des groupes nationauxisés en unités centrées, chacune, sur un seul secteur d'activité ; orientation dont ne veulent pas davantage les dirigeants communistes. Les responsables de la gauche, même s'ils sont convaincus que la constitution de certains groupes privés nationauxisés obéit à des impératifs plus financiers qu'industriels, refusent de s'abandonner au délice du plaisir de décapage l'organigramme. « Nous n'envisageons pas jouer aux cubes comme les enfants », affirme l'un d'eux, qui ajoute : « Avant de parler de structures futures du domaine public, il nous faut d'abord faire l'inventaire du secteur public existant. »

La mise en œuvre du programme commun permettrait effectivement la constitution de tels groupes dans de nombreux autres secteurs : chimie, pharmacie, automobile, construction électrique. Pourtant, les communistes se défendent de vouloir appliquer systématiquement une telle politique, que pour leur part, les socialistes ne voient pas d'un bon œil.

« Nous essaierons, autant que faire se pourra, de constituer des monopoles d'État », affirme l'un des responsables qualifiés du P.S., car cela requerrait de désorganiser les réseaux commerciaux des firmes concernées, leurs antennes internationales, leurs circuits de sous-traitance. En dehors des grands services publics, nous tenterons de constituer des groupes d'État concurrents, afin de stimuler la compétition et de faciliter le contrôle des travailleurs. » Ainsi le P.S. préconise-t-il la constitution de deux grands groupes concurrents dans la pharmacie et préfère-t-il une intégration « verticale » dans la sidérurgie à une concentration horizontale.

#### Les principes...

Cette politique, quelle est-elle ? Le programme commun n'est guère précis à cet égard : deux pages et demie y sont consacrées. Elle a pour objet, peut-on lire : — D'assurer l'indépendance nationale dans le cadre d'un développement économique international équilibré ; — D'orienter l'essor de la production conformément aux besoins sociaux ; — D'accroître le rendement économique et social de l'appareil de production, de réduire les pertes et de réduire le coût des services de la gestion monopolistique.

Qui ne souscrirait à ces grands principes, assez flous ? Il est certes précisé que « toutes les grandes branches seront développées, que l'expansion et la diversification des secteurs de forte croissance seront encouragées, que, dans les secteurs de pointe, l'État favorisera les projets dans la mesure où leur rendement économique et leur rentabilité sont élevés ». On ne saurait dire que cela fasse toute la lumière. Or, depuis 1972, le visage de l'industrie française a changé. Le gouvernement a accédé à la concentration dans de nom-

breux secteurs de pointe (téléphone, informatique, industrie nucléaire) et concède avec de grands groupes internationaux des accords qui apparaissent aujourd'hui discutables, sinon dans leur principe du moins dans leur application, puisqu'ils conduisent à la perte de certaines compétences technologiques. Parallèlement, des secteurs entiers ont été durement frappés par la crise et ont vu leur situation se détériorer (textile, aéronautique, machine-outil, papier, carton). Ces événements modifient-ils l'analyse initiale de la gauche ? Ses responsables déclarent que « la réflexion doit être poursuivie et approfondie dans les commissions spécialisées qui travaillent déjà sur ces questions ». Mais ils restent attachés aux grands principes de leur politique industrielle. La gauche entend toujours développer les techniques de pointe, au nom de l'indépendance nationale ; reconstruire les secteurs promus par la division internationale du travail à un coût insupportable ; mettre en œuvre une politique d'aménagement du territoire propre à répondre au désir maintes fois exprimé de « vivre au pays ».

#### ... et les modalités d'application

Pour atteindre ces objectifs, elle compte utiliser des formules et des procédures bien précises. Essentiellement des « contrats de programme » mis au point, firme par firme, dans le cadre du plan, par le gouvernement d'une part et de l'autre les représentants des travailleurs et la direction de chaque entreprise. C'est l'exécution de ces contrats qui commandera l'évolution future des structures de l'appareil de production.

Ces « contrats » devront être, selon les dirigeants de la gauche, de nature fort différente, les structures à mettre en place pouvant varier des aspects multiples : — Dans le secteur des techniques de pointe, il est possible que le processus de concentration amorcé depuis quelques années soit poursuivi, même amplifié, qui n'empêche pas mener une politique ultra-nationaliste — la coopération internationale leur apparaît souhaitable, sinon indispensable, dès lors qu'elle a lieu sur des bases respectant la souveraineté des peuples, estimant que cette coopération passera prioritairement par la constitution d'ensembles nationaux puissants, structurés, rassemblant toutes les forces nationales. Ainsi n'est-il pas exclu que les activités « composantes » et « télécommu-

reuses, sans pour autant apporter de solutions satisfaisantes aux problèmes posés par la reconversion de certains secteurs ou le développement d'une région.

D'où l'idée de constituer, pour exécuter certains contrats de programme, des « task forces » permettant d'associer, dans un cadre juridique souple — à l'exemple des anciens Groupements d'intérêts économiques (GIE) — et pour une durée déterminée, entreprises publiques et privées d'un même secteur ou d'une même région. Le P.S. songe, par exemple, à organiser une coopération entre Rhône-Poulenc et Boussac en matière de textile.

Sur le plan régional, enfin, certaines entreprises publiques pourraient, de même, constituer le noyau de restructuration de fait, chargées d'animer l'essor de certaines régions (Lorraine, Aquitaine, etc.). Formules séduisantes, comme le sont toujours les projets industriels couchés sur le papier. L'expérience prouve cependant que la bonne volonté ne suffit pas, surtout en ce domaine. Une entreprise constitue un monde vivant, où se tissent des relations entre les hommes et les services ; y porter le bistouri peut s'avérer douloureux, coûteux, traumatisant.

#### Quatre dangers

Le remodelage de l'outil industriel a été laissé ces vingt dernières années à l'initiative des groupes financiers privés. Si l'on ne peut que constater le succès de celle-ci, la fantasmagorie disparait entre les « géants » américains et les firmes françaises qui s'allient à ce déséquilibre. Pour y parvenir, elle disposera de deux atouts non négligeables, si elle gagne les élections : le contrôle du crédit, qui lui permettra d'orienter l'investissement, et l'extension du secteur public. Mais quatre dangers menaceront son action :

Une diversification insuffisante. — Renoncer à un certain degré de diversification des groupes serait aujourd'hui une erreur de stratégie industrielle. Les marchés évoluent rapidement, les grands groupes industriels doivent pour maintenir leur capacité de développement — donc d'emploi, — pouvoir jouer sur plusieurs tableaux ; trop simplifier pourrait leur nuire.

Un élargissement excessif du public. — Intervenant dans les secteurs les plus rentables, les entreprises publiques ne seront-elles pas invitées — bien que la gauche affirme ne

pas vouloir prendre en charge les « canards boiteux » — à se substituer aux firmes privées défaillantes, tantôt pour sauver des emplois, tantôt pour maintenir une capacité de recherche, parfois encore pour éviter la dépression d'une région ? Une telle évolution se comprendrait ; mais elle accentuerait le phénomène d'« étatisation des pertes » amorcé depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Une tentation serait grande alors pour les firmes publiques de se chercher des compensations ailleurs, en entreprenant des activités plus rentables, fussent-elles étrangères à leur vocation propre. Pareille expansion déborderait du secteur public, élargissant les comptes, mais mettrait en cause la clarté de la restructuration annoncée.

Une faible compétitivité internationale. — Les entreprises publiques pourraient, tout à la fois, exécuter les missions de redressement ou d'animation (sectorielle ou régionale) qui leur seraient assignées et constituer ou accroître — leur compétitivité internationale ? Ne sera-t-on pas tenté, sous la pression de l'opinion, de privilégier les « priorités hexagonales », au risque de négliger des marchés extérieurs ? Pour des raisons d'indépendance financière nationale, nombre de responsables de l'opposition, sensibles à la « fragilisation » de l'économie qu'a entraînée la part croissante des échanges extérieurs, sont favorables à cette évolution. Il importe que les dirigeants de la gauche appréhendent exactement le niveau d'interdépendance internationale auquel ils comptent se tenir.

Une coopération technique mal calculée. — Le passé récent a montré les périls de la coopération technique avec les États-Unis, même lorsque le cadre juridique de celle-ci est clair, la fantasmagorie disparait entre les « géants » américains et les firmes françaises qui s'allient à ce déséquilibre. Pour y parvenir, elle disposera de deux atouts non négligeables, si elle gagne les élections : le contrôle du crédit, qui lui permettra d'orienter l'investissement, et l'extension du secteur public. Mais quatre dangers menaceront son action :

La gauche a peu de temps pour trouver des réponses convaincantes à ces questions. A travers les structures industrielles, c'est un peu l'architecture de la société qui se met en place.

#### Prochain article :

L'ÉTAT : PATRON OU PARTENAIRE ?

### Les principaux griefs du patronat

Le patronat manifeste à l'égard des nationalisations une hostilité de principe. Non seulement elles constituent, à ses yeux, une atteinte au droit de propriété, mais encore elles conduisent à un affaiblissement de l'économie libérale.

L'économie française, explique-t-on au C.N.P.F., vit déjà sous un régime mixte, la forte intervention de l'État limitant le champ d'action de l'initiative privée. L'État agit directement dans certains secteurs-clés de l'économie, agit par la Sécurité sociale et la fiscalité sur une grande masse de revenus, pose sur la politique des prix, du crédit, etc. aller au-delà, c'est entrer dans un système étatique ou bureaucratique.

D'ailleurs, souligne-t-on dans les milieux patronaux, les partis de gauche, qui prônent les nationalisations, ne cachent pas qu'ils ont « un fascisme essentiel pour changer le système économique ». Cela ne peut que renforcer l'hostilité de principe des tenants du libéralisme.

L'opposition patronale est d'autant plus forte que le nombre et la nature des nationalisations inscrites au programme

commun confirment les employeurs dans leur conviction que la gauche veut « étatiser l'économie ». La nationalisation de neuf grands groupes signifie, en fait, la main-mise sur des milliers d'entreprises filiales et sous-traitantes. La nationalisation de crédit, projet le plus grave, signifie-t-on au C.N.P.F., conjuguée avec un contrôle drastique des prix qui promet la gauche, conduira inévitablement à mettre la politique financière des entreprises entre les mains de l'État. C'est la condamnation à mort de l'économie libérale et de la libre entreprise.

Le choix de la gauche en la matière est à la fois « foultif et très dangereux », ajoute le patronat. Inutile, car l'État dispose actuellement en France d'un pouvoir de planification suffisant pour influencer la conduite de l'économie. D'ailleurs, car les nationalisations ne représentent que l'extrême limite de la collectivité — quel que soit le mode d'industrialisation — mais encore elles n'apportent aucune solution concrète et aux vrais problèmes de l'heure qui posent la nouvelle division mondiale du travail et la concurrence internationale.

### Les espoirs des syndicats

La C.G.T., qui a soutenu le programme commun dès la première heure, fait confiance à ce qui soutient son socialisme. Pour elle, les nationalisations sont l'instrument central de la politique « pour un nouveau type de développement économique et une réelle démocratie économique ». Elles auront un effet d'entraînement général sur la société et seront un puissant stimulant social. Outre son attachement à la représentation des travailleurs dans les conseils d'administration, la C.G.T. accorde beaucoup d'importance à leur présence dans les écoles, les universités, les comités mixtes ou de gestion, y compris dans le statut de l'E.R.G.P. par exemple. La part exacte des travailleurs dans les conseils ne pourra être précisée, selon elle, que dans la pratique.

Pour la C.G.T., une attitude responsable des syndicats, une fois la gauche arrivée au pouvoir, pourrait être d'appliquer la volonté de la gauche dans certains cas, un échec et d'aller tantôt moins vite tantôt plus vite. Chaque position devra être déterminée concrètement en fonction des circonstances et en se basant sur le choix des travailleurs. « Les syndicats », ajoute-t-elle, « ne se contentent pas de constater, ils agissent. Ils savent très bien les intérêts dont ils sont pourtant solidaires. S'ils le faisaient en France, ce serait dramatique, car l'expérience nouvelle serait livrée pour de longues années. » La C.G.T. estime qu'un consensus

sur la politique syndicale dans les années à venir est indispensable au moins entre elle, la C.F.D.T. et la F.N.C.

La C.F.D.T. a présenté le 11 juin au public « une plate-forme d'objectifs » pour un dialogue avec les organisations syndicales et politiques. Pour elle, « les nationalisations ne sont pas un but en soi, mais un moyen de redonner le pouvoir économique de la bourgeoisie, d'impulser un nouveau type de développement économique ». Elle doit s'inscrire clairement dans la perspective de l'antagonisme, en amorçant un processus concret d'appropriation du pouvoir par les travailleurs. Pour combattre tout risque technocratique ou bureaucratique, de nouvelles structures décentralisées de pouvoir devront être définies dans l'entreprise nationalisée :

— Conseil élus d'atelier ou de service fixant, dans le cadre d'un contrat négocié avec le conseil de l'établissement, les moyens et les objectifs de l'atelier ou du service (conditions de travail notamment) ;

— Conseil élus d'établissement et d'entreprise exerçant la direction, définissant la politique de l'établissement et négociant le contrat entre celles-ci et le plan.

La C.G.C. est, elle, globalement hostile aux nationalisations et s'en tient à la concentration dans une économie libérale. F.O. n'a pas de position spécifique sur le sujet.

groupes industriels puissants et diversifiés, ainsi que le principe de prise de participation de la puissance publique dans quatre autres ensembles, couvrant, en cas de victoire de la gauche, une possibilité de restructurer l'appareil de production français. Ce ne serait pas la dernière fois que les nationalisations interviendrait en France. Mais, cette fois, les choses se présentent de manière fort différente sur le plan industriel.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, le programme du Conseil national de la Résistance prévoyait, outre la « nationalisation-séquestration » de Renault, dont les dirigeants étaient considérés comme collaborateurs avec l'Allemagne hitlérienne, et des industries d'armement, celle « des sources d'énergie et des ressources du sous-sol ». Ces opérations ne posaient pas de problèmes structurels majeurs. Renault était une firme viable, et il apparut vite évident que les centaines de petites entreprises de sous-traitance et de pièces détachées, nombreuses, devaient être, une fois devenues publiques, réunies au sein de grands Groupes.

L'objectif majeur était d'y accomplir un effort énorme d'investissement, trop longtemps délaissé, pour assurer l'essentiel : l'essor de la production nationale, indispensable à la reconstruction. Cette solution paraissait d'autant plus raisonnable que les nouveaux

groupes publics allaient bénéficier de la loi d'État de 1945.

Que les entreprises publiques soient constituées à partir de sociétés existantes ou qu'elles soient créées de novo, n'est pas condamnable en soi. Nul ne songerait à reprocher aux Châronnages de France d'avoir créé C.F.R. — Chimie, au moment où leur activité minière déclinait ; à Renault d'avoir fondé des filiales en amont de son activité principale, dans la machine-outil par exemple ; non plus qu'aux compagnies pétrolières d'avoir uni leurs efforts dans la pétrochimie.

Il est étonnant, en revanche, de constater que nombre de ces opérations ont échappé au contrôle de la puissance publique, plus encore à celui du Parlement, souvent mis devant le fait accompli. Surprenant aussi qu'elles aient parfois débouché sur des diversifications contestables : Renault dans l'hôtellerie, par exemple, la Compagnie française des pétroles dans le secteur bancaire, ou encore la Société nationale pétrolière d'Aquitaine qui bénéficie, comme la C.F.P., d'avantages fiscaux accordés pour développer la recherche de gisements — dans la pharmacie.

Cette tendance quasi naturelle des firmes publiques à étendre leurs activités amène les adversaires des nationalisations à s'in-

COLLÈGE LIBRE DE JUHLY  
JUJULY  
7720 DAMMARTIN-EN-VOIE  
TEL : 03-22-45  
COURS DE VACANCES  
Du 1<sup>er</sup> au 26 août  
Révision des classes  
de 7<sup>e</sup> à 3<sup>e</sup>  
SPORTS - PISCINE

NOTRE  
Télex  
POUR VOS COMMUNICATIONS  
Venez nous téléphoner vos messages. Nous les télétransmettrons à votre adresse par télex ou par voie postale.  
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

(Publié)  
A lire  
« COMMENT TROUVER UNE SITUATION »  
de D. POROT  
Plus de 300 pages pour vous aider à vous transformer de « chercheur d'emploi » en « offreur de services ». Cela, pour augmenter vos chances de retrouver une situation. Tiré d'un séminaire spécialisé sur les techniques de recherche d'emploi et suivi déjà par plus de 4 000 cadres. Dans toutes les librairies.  
44 F aux Éditions d'Organisation.

Sur les hauteurs d'Antibes, face à la mer, bien située, pratique.  
Résidence Les Princes d'Orange  
Tout près de la mer, tout près du centre. En plein champs, en plein calme. De grands espaces, de grandes terrasses. Appartements de qualité dans une petite copropriété à partir de 160.000 F.  
demandez, sans engagement de votre part, une documentation en couleur ou rendez-vous visite. Les Princes d'Orange - Chemin de St Claude Avenue Lamartine 06600 Antibes - Tél. (93) 34.34.34  
Nom ..... Adresse ..... Tél. ....

ça peut rapporter gros  
LOTO



# LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

## ÉNERGIE

### Un nouveau statut devrait accroître l'efficacité de l'Agence pour les économies

La discussion à l'Assemblée nationale (voir page 5) du projet de loi sur les économies d'énergie — voté le 29 juin — a soulevé à juste titre une passion particulière en matière de contrats de chauffage (de *Monde* du 29 juin). Cela a peut-être masqué l'importance d'autres articles ou de certains amendements. L'élaboration obligatoire des consommations d'énergie de divers appareils, la réglementation permettant de faciliter la concurrence entre les diverses énergies, le texte concernant l'eau chaude sanitaire, devraient permettre à l'avenir des économies non négligeables.

La transformation de l'Agence pour les économies d'énergie d'organisme administratif en établissement public à caractère industriel et commercial devrait, d'autre part, donner à celle-ci plus de souplesse dans son action, puisqu'elle pourra prendre des participations et percevoir des taxes. Sans doute cette modification de statut doit-elle encore être approuvée par une commission mixte de députés et de sénateurs, car ces derniers n'ont pu voter cet amendement déposé par la commission de la production et des échanges, mais elle ne devrait plus faire problème.

Le ministère de l'économie et des finances avait refusé, lors de la création de l'Agence, que lui soit attribué ce statut. Il n'a sans doute pas changé d'avis puisque le secrétaire d'État qui défendait le projet de loi devant les députés, M. Coulaud, s'est opposé à la proposition de la commission. S'il n'a pas obtenu satisfaction sur le statut de l'Agence, il a néanmoins empêché que les députés adoptent la proposition visant à créer en faveur de l'Agence une redevance de 1 % sur la vente d'énergie par les producteurs (à raison de 50 % pour les pétroliers, les autres 50 % étant reportés entre E.D.F.,

G.D.F. et les Charbonnages). M. Coulaud a souligné qu'il existait une taxe de ce type sur les consommations de fuel et qu'il était question de l'étendre à d'autres sources d'énergie, « ce qui rapporterait, a-t-il dit, 450 millions de francs supplémentaires ».

#### Une taxe de 3 %

Cette taxe parafiscale pénalisait les entreprises qui dépassaient certains quotas de consommation en fuel lourd à déjà payés à l'Agence de financer pour 1,5 milliard de francs l'investissement. Elle a aussi été un des instruments de la politique de cet organisme, puisque, pour s'en libérer, les entreprises pouvaient signer des contrats de branches par lesquels elles s'engageaient à réaliser des investissements économiques d'énergie avant 1980.

Les pouvoirs publics étudient actuellement la possibilité d'étendre cette taxe aux autres sources d'énergie ne passant d'une énergie pénalisable à une énergie qui ne l'est pas. Une des solutions actuellement retenues serait d'appliquer une taxe parafiscale faible (3 %) pour tous les gros consommateurs d'électricité, de gaz ou de fuel.

Cela devrait permettre à l'Agence pour les économies d'énergie de promouvoir les 5 milliards d'investissements annuels nécessaires, selon elle, dans les années à venir pour respecter l'objectif de 45 millions de tonnes d'équivalent-pétrole pour 1985. Pour que de tels investissements soient réalisés, l'Etat, selon le directeur de l'Agence, M. Syrota, doit en contrôler 20 à 25 %. C'est-à-dire qu'il faudra doter l'Agence pour les économies d'énergie de près de 1,5 milliard de francs par an.

BRUNO DETHOMAS.

## AIDE INTERNATIONALE

### L'effort des pays riches en faveur des nations sous-développées a de nouveau baissé l'an dernier

Quelques semaines seulement après la conclusion — ambiguë — du « dialogue Nord-Sud » à Paris, l'O.C.D.E. publie des chiffres qui soulignent que l'effort des peuples riches en faveur des nations sous-développées continue de diminuer. L'aide publique des premiers au second est tombée de 0,36 % de leur produit national à 0,33 %, alors que l'engagement pris par les pays industrialisés — et renouvelé d'année en année —

la Grande-Bretagne, l'apparente amélioration s'explique-t-elle par une diminution du P.N.B. Pour la France, dont les chiffres englobent, rappelons-le, l'aide aux départements et territoires d'outre-mer, l'effort est resté stationnaire : 0,32 % du P.N.B. Seuls, trois pays ont atteint ou dépassé l'objectif de 0,7 % pour l'aide publique : la Suède, les Pays-Bas et la Norvège.

Un élément positif réside toutefois dans le fait que l'aide publique au développement tend à devenir de plus en plus multilatérale. Les contributions versées aux organisations internationales — presque exclusivement sous forme de dons — se sont élevées à 4,3 milliards de dollars, représentant 31 % du total, contre 17 % en 1976. Du coup, les prêts de nature bilatérale n'ont pas dépassé 22 %, contre 35 % il y a sept ans, et les dons 47 %. Par ailleurs, les conditions financières (taux d'intérêt, durée de remboursement, différé d'amortissement) sont devenues « très libérales », souligne l'O.C.D.E.

En plus de ces aides publiques, les pays en développement ont reçu des dons d'organismes privés et de certaines opérations commerciales (crédits à l'exportation, prêts bancaires, investissements directs). Au total,

porte sur 0,70 % de ce P.N.B. Plus les années passent, plus on semble s'éloigner de ce but, en dépit des déclarations généreuses des pays riches. Le rapport annuel du comité d'aide au développement (organisme spécialisé de l'O.C.D.E. pour ces questions) laisse entendre, il est vrai, que les 13,7 milliards de dollars d'aide de 1976 pourraient être sensiblement dépassés en 1977.

Le montant des apports financiers publics ou privés, aurait atteint l'an dernier 39,5 milliards de dollars, contre 39,9 milliards en 1976 ; soit 0,96 % du P.N.B. des pays membres du Comité, contre 1,05 %.

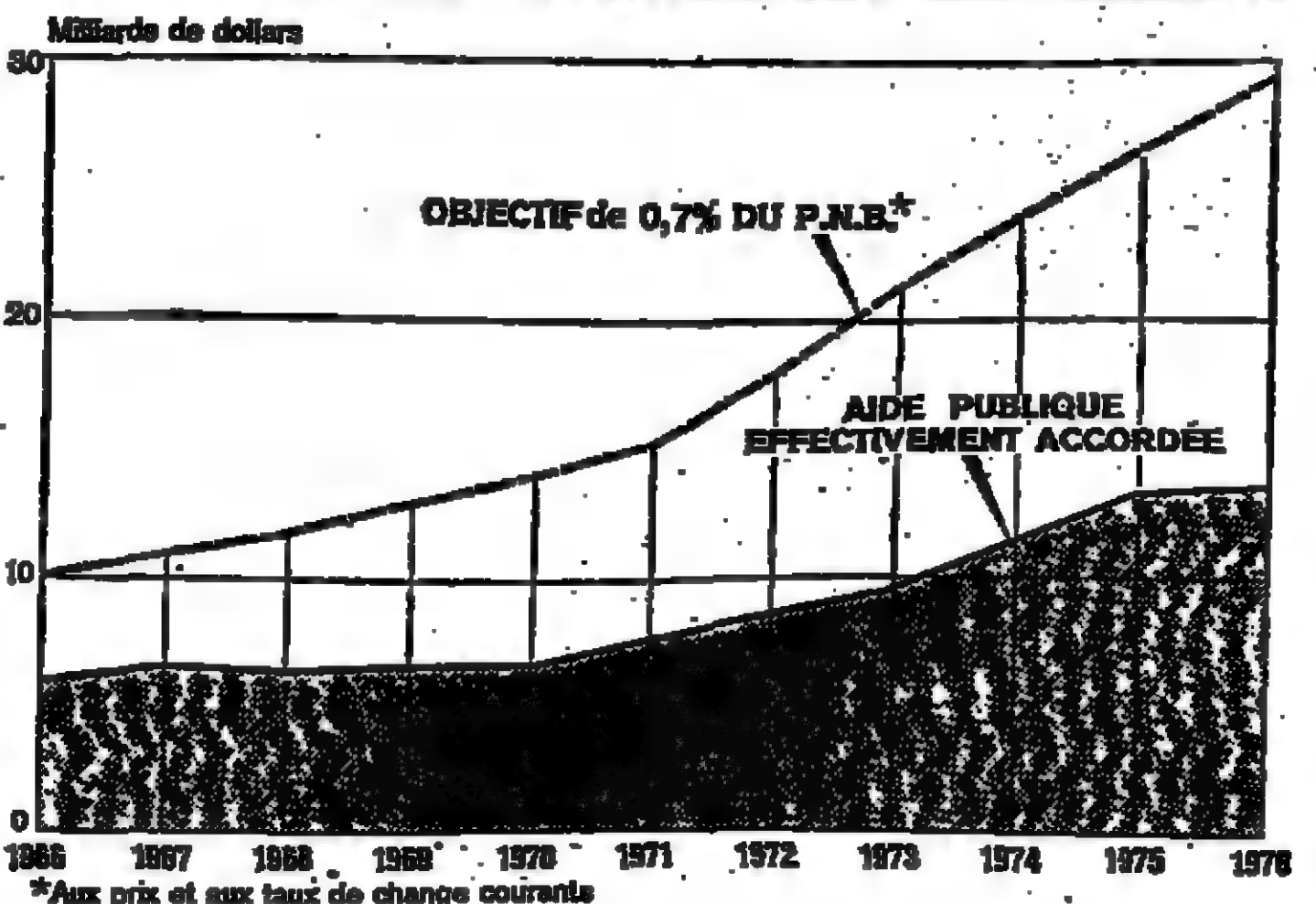
Les crédits à l'exportation ont notamment augmenté, mais les investissements directs ont baissé par rapport au niveau record de 1975 (3 milliards, contre 10,3). En dépit de ce recul, les pays développés ont pu faire face à la forte aggravation de leurs déficits des paiements, en s'étendant sur le marché de l'euro-dollar. Leurs emprunts en euro-monnaies ont atteint 22,5 milliards de dollars en 1976, contre 9,5 milliards en 1975 (+ 137 %). Compte tenu des apports du C.A.D. (39,5 milliards de dollars), de l'aide des pays de l'O.P.E.P. (7,5 milliards, contre 8,1 en 1975), des contributions des Etats socialistes (environ 1 milliard), les transferts de ressources financières ont représenté quelque 71 milliards de dollars en 1976, contre 56 milliards en 1975, 41 en 1974 et 35 en 1973. Conséquences : l'endettement total des pays en développement a doublé depuis la crise du pétrole, passant d'environ 110 milliards en 1973 à plus de 200 milliards de dollars l'année dernière.

MICHEL BOYER.

### LA FRANCE RESTE AU QUATRIÈME RANG POUR L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

	1976	1975
	En % du P.N.B.	En millions de dollars
Suède .....	0,82	608
Pays-Bas .....	0,82	720
Norvège .....	0,71	218
FRANCE .....	0,62	3 153
Danemark .....	0,57	214
Belgique .....	0,51	340
Canada .....	0,47	586
Nouvelle-Zélande .....	0,42	52
Australie .....	0,42	385
Royaume-Uni .....	0,38	835
Allemagne fédérale .....	0,31	1 394
Etats-Unis .....	0,28	4 038
Japon .....	0,20	1 105
Suisse .....	0,19	110
Finlande .....	0,18	51
Italie .....	0,16	274
Autriche .....	0,10	39

### LES PAYS DÉVELOPPÉS PRENNENT DE PLUS EN PLUS DE RETARD SUR LEUR OBJECTIF



### FAITS ET CHIFFRES

#### Agriculture

Les productions de café et de cacao de la Côte d'Ivoire ont atteint des chiffres records durant la campagne 1976-1977, soit respectivement 300 000 et 231 000 tonnes contre 300 000 et 200 000 tonnes durant la campagne précédente. Ces résultats ont été donnés par le président de la chambre d'agriculture de Côte d'Ivoire, M. Oba Niangouin, qui a, en outre, déploré la régression de la forêt au rythme de 500 000 hectares par an. La forêt dense ne couvre déjà plus que 4 500 000 hectares contre 11 785 000 hectares en 1966. (Reuters.)

#### Emploi

La municipalité d'Alz-en-Provence proteste contre des licenciements dans l'industrie électronique. — La direction du travail des Bouches-du-Rhône a, en effet, accepté cent vingt licenciements sur les cent quarante-six initialement demandés par la Thomson-C.S.F. pour son usine locale, la société Sescoson. Selon la municipalité, cette décision aggrave la situation de l'emploi dans la région et livre « tout un

pan de l'activité économique française » — l'industrie des composants électroniques — à un groupe étranger. — (Corresp.)

## FISCALITÉ

### M. DELMAS-MARSALET GÈRE LE NOUVEAU SERVICE DE LA LÉGISLATION FISCAL DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

M. Jacques Delmas-Marsalet, maître des requêtes au Conseil d'Etat, actuel chef du service financier au comité général du Plan, vient d'être nommé chef du service de législation fiscale au ministère de l'économie et des finances (sa nomination officielle du 29 juin).

Ce service, qui faisait jusque présent partie de la direction générale des impôts, est chargé de concevoir et d'élaborer les textes de caractère législatif et réglementaire concourant à la préparation des lois et règlements pour l'application de textes et de conventions internationales.

re fiscale. M. Jean-Baptiste, qui dirigeait la législation fiscale de la direction de la Société.

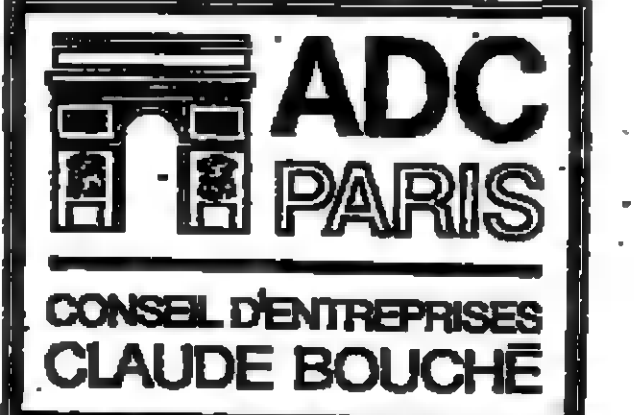
[Né à Bordeaux en 1926, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration (promotion « Sirois »), M. Jacques Delmas-Marsalet est entré en 1945 au Conseil d'Etat. Il fut notamment, de 1951 à 1954, commissaire du gouvernement, l'Assemblée du contentieux des affaires fiscales. Nommé maître des requêtes en 1972, il fut, au Conseil en 1974 et mis à la disposition du premier ministre pour les fonctions de chef du service financier au comité général du Plan, fonction qu'il exerce depuis lors.]

● M. André Geiser, nommé président de la chambre de commerce suisse en France, a succédé à ce poste à M. Georges Raymond, dont le mandat arrivait à son terme statutaire. M. André Geiser occupe, depuis, les fonctions d'administrateur de direction au sein du groupe Sander.

### VENDRE VENDRE VENDRE



Chaque mois à Paris  
**3 JOURS**  
d'entraînement pour  
**VENDRE EN PROFESSIONNEL**  
**18.19.20 JUIL 77**  
Inscriptions immédiates  
Vendeurs - Représentants  
Ingénieurs technico-claux



ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL  
6 RUE BREV 75017 PARIS  
☎ 754 39 47 / 380 51 23

### «jeunes artisans»

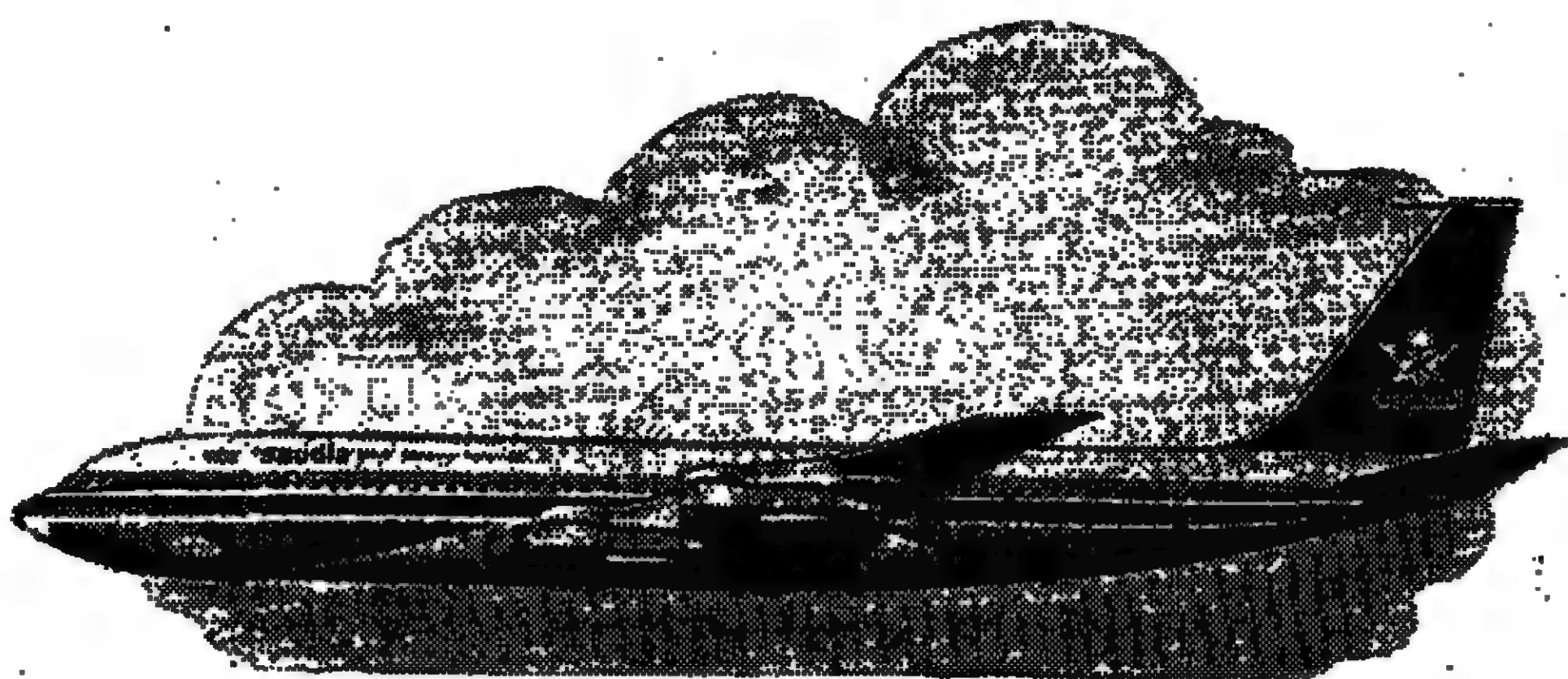
Revue trimestrielle

AU SOMMAIRE DU NUMÉRO 55 - JUIN 1977

- Un artisan fait évoluer son entreprise vers un service de dépannage
- L'artisan partenaire des collectivités locales
- Compte rendu des journées nationales 1977

5, rue des Immeubles-Industriels  
75011 PARIS - Tél. : 207-79-22

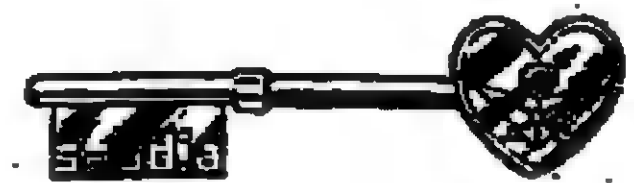
Abonnement : 30 F - Le n° 7,50 F  
ou en timbres-poste  
C.C.P. PARIS 10.523-06  
C.J.A. Revue  
12, rue Victor-Hugo,  
92150 GENNEVILLIERS



## Paris-Riyad sans escale

JOUR	LUNDI	MERCREDI	VENDREDI	SAMEDI
SERVICE	SV 770	SV 770	SV 770	SV 770
PARIS-CDG (PAR)	Dép. 10.45	10.45	10.45	10.45
	via Genève		via Genève	sans escale
DJEDDA (JED)		17.30	19.00	
		19.00	22.00	
RIYAD (RUH)	Arr. 19.35	20.20	23.20	17.45
				19.15
DHAHRAN (DHA)				20.05

Heure locale



Prenez la bonne clé.

Consulter votre agence de voyages

**saudia**  
SAUDI ARABIAN AIRLINES  
55 avenue George V 75008 Paris Tél. 720.68.20

هناك الاصل



# LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

## FISCALITÉ

DELMAS-MARSALE  
GÈRE LE NOUVEAU  
DE LA LÉGISLATION  
DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES.

On de la Fédération  
travailleurs du Livre  
au, lundi 27 juin, une en-  
ministère de l'Industrie, où  
ministère son désir de voir  
le prochainement des négo-  
cia sur les problé-  
misme en France, « en  
s'agit le démantèlement, de  
charge normale de tra-  
de permettre le redémarrage  
américains occupées, notam-  
ar le retour des travaux  
nés à l'étranger ». Une  
aine d'ouvriers de l'impri-  
merie Lang se sont rendus,  
3 juin, à la maison des ca-  
r, où se tenait l'assem-  
blée de la société. Une  
e le Comité Inter-  
parisien, a été re-  
actionnaires réunis  
u curateur désigné  
ar un plan d'assainis-  
ier de l'imprimerie.  
exposé « l'inquiétude des  
travailleurs de l'entreprise  
leur emploi et la menace  
r l'une des plus grandes  
alions ouvrières de la ca-  
tion de l'imprimerie  
ités économiques de  
de Georges Lang,  
sont nombreux de la  
ue traverse l'industrie  
rapport établi par  
e Lecat il y a trois  
à la nécessité de sup-  
rix mille à quinze mille  
ce secteur. Mais peut-  
ation globale préala-  
le risque d'abandonner  
indépendance nationale  
de l'imprimerie française?  
la F.F.T.L.

## ASTES EN MOINS

mité central d'entreprise de  
La Néogravure (Crété-Dastoc-  
at, pour sa part, d'être in-  
projet de restructuration du  
compréhension La Néogravure  
à Corbell et rue Blomet, à  
bureaux avenue de l'Opéra),  
né d'exploitation des Labora-  
riomet-Sab (anciennement Im-  
press) et la Hélio-NEA à Lille.  
trois ans, le groupe Né-  
qui réalise un chiffre d'aff-  
de 360 millions de francs par  
emploie quelque deux mille  
ne personnes (1). — éprouve  
mécités qui ont fait l'amen-  
de bilan. En 1976, le déficit  
at quelque 45 millions de  
Une première restructuration  
imprévis, ainsi qu'une prise de  
vision au capital des princ-  
clients de la Néogravure  
pours, Hachette, etc.) ont  
passer un premier cap.  
et, alors que le déficit  
menace d'atteindre encore  
22 millions de francs,  
Mestries, P.-D. G. de la  
vure, propose la suppression  
dans le temps de cinq cent  
nt postes, à partir de la fin  
née. La majorité de ces licen-  
ta concernent l'usine de Cor-  
avec trois cent soixante-  
suppressions de postes  
ont huit mises en pré-  
Salon M. Mestries, ces  
salons de personnel sont  
tives à des conversations tech-  
névitable (changement du  
de préparation du film et  
d'un « tirage » variable : sup-  
de l'activité défectuelle  
allées).

Le prix des automobiles  
les augmentera de 3 à  
selon les modèles à partir  
de juillet. Cette majora-  
compensera les modèles  
ont la mise en vente com-  
au cours de l'été, et nou-  
odèles 1977 qui restent en  
et dont le prix ne sera  
ajusté.

## J. DELMAS et Cie

L. MELDNEC-G. STYGER  
La répartition des  
ACCIDENTS DU TRAVAIL

EXTENSIV DU DOMAINE	ACCIDENTS DU TRAVAIL
1. Industrie et construction	1. Industrie et construction
2. Commerce et services	2. Commerce et services
3. Agriculture	3. Agriculture
4. Transport	4. Transport
5. Santé	5. Santé
6. Éducation	6. Éducation
7. Culture	7. Culture
8. Loisirs	8. Loisirs
9. Autres	9. Autres

## IMPRIMERIE

### Les difficultés de la Néogravure et de Lang à l'ouverture d'une négociation globale

gravure, représentant un gain de temps important.  
A l'annonce de ces mesures de compression, la Fédération française des travailleurs du livre C.G.T. rappelle que la direction de la Néogravure, en début d'année — le protocole d'accord d'entreprise a été signé le 2 février 1977. — s'était engagée à garantir la totalité des emplois et le pouvoir d'achat jusqu'à la fin de 1977. La F.F.T.L. ajoute, dans un communiqué, que « la charge de travail est telle dans tous les établissements du groupe qu'une partie importante des travaux doit être sous-traitée ». En conséquence, le Syndicat du Livre déclare qu'il n'est pas possible d'accepter un nouveau démantèlement de la Néogravure, première imprimerie de périodiques de France : il réclame le « rapatriement des travaux » effectués hors des frontières.  
Signalons enfin que l'imprimerie Victor-Michel n'a pas obtenu gain

## CLAUDE DUREUX.

(1) Le groupe Néogravure compose et (on) imprime (totalement ou en partie) 724 7 Jours (2 700 000 exemplaires), Femina-Magazine, Elle, Modes et Travaux, L'ut, Play-Boy, la Vie ouvrière, Marie-Claire, la Matrone de Marie-Claire, Forêt, etc. soit un tirage total de plus de 8 millions d'exemplaires.

## A L'ÉTRANGER

### EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE L'EXCÉDENT COMMERCIAL A AUGMENTÉ EN MAI

Wiesbaden (A.F.P. Agefi). — L'excédent de la balance commerciale de l'Allemagne a augmenté en mai, s'établissant à 3,6 milliards de deutschemarks contre 2,9 milliards en avril et 3,3 milliards en mai 1976. Les exportations ont augmenté de 2,8 %, pour atteindre 22,7 milliards de DM, tandis que les importations n'augmentaient que 0,8 % (19,1 milliards de DM). La balance des paiements a enregistré un surplus de 1,5 milliard de DM en mai.  
Pour les 5 premiers mois de l'année, la balance commerciale de la R.F.A. a présenté un solde positif de 15,5 milliards de DM contre 14,1 milliards de DM pour 1976. Les ventes à l'étranger ont progressé de 8,1 %, pour s'établir à 111,2 milliard de DM, et les achats de 4,3 % à 95,8 milliards de DM. De janvier à mai, la balance des paiements courants a dégagé un surplus de 4,4 milliards de deutschemarks.

## ADMINISTRATION

### Les observations de la Cour des comptes sont suivies d'effet

A la veille de la publication du rapport annuel de la Cour des comptes, les pouvoirs publics font pour la première fois, le point sur les suites données par les administrations aux observations contenues dans les rapports antérieurs de la haute juridiction.  
La commission dite des « suites » a constaté que, parmi les problèmes évoqués par la Cour avant 1976, certains avaient reçu une solution satisfaisante, s'agissant notamment du fonctionnement des universités, du rôle des organismes chargés des études d'aménagement régional, du contrôle médical des étrangers, des examens de santé organisés par les caisses de Sécurité sociale. Sur d'autres dossiers en suspens, des solutions partielles sont intervenues, notamment en ce qui concerne les rapports entre l'Etat et les sociétés concessionnaires d'autoroutes et l'habitat insalubre.  
Quant aux questions soulevées pour la première fois en 1976 par le rapport public de la Cour des

comptes, une centaine d'observations ont été étudiées par la commission des suites. Dans la moitié des cas, la Cour a déjà reçu pleinement ou assez largement satisfaction depuis le dépôt de son rapport, spécialement sur l'application de la loi de 1971 concernant la formation professionnelle continue, la construction des établissements secondaires du premier cycle, les instituts universitaires de technologie, et le budget annexé des prestations sociales agricoles. L'autre moitié (transports scolaires et B.L.M., notamment) a fait l'objet de recommandations qui seront étudiées en 1978.

● M. Charpentier doit rencontrer M. Barre dans la deuxième quinzaine de juillet, indique la C.G.C., qui, dans une lettre au premier ministre, a souhaité « renouveler le dialogue entre le personnel d'encadrement et les pouvoirs publics ».

# L'OCÉANIE: LE CONTINENT QUI MANQUAIT.

Après avoir établi plus de 1 000 agences au Brésil et 38 filiales un peu partout en Amérique, en Europe, en Asie et en Afrique, le Banco do Brasil inaugure, le 29 juin, son premier Bureau en Océanie à l'AMP Centre, 50 Bridge Street, 25th Floor, Sydney - NSW - 2001.

## LE BANCO DO BRASIL INAUGURE SON BUREAU À SYDNEY, AUSTRALIE.



FRANCOFORT • HAMBURG • BUENOS AIRES • PANAMA • COCHABAMBA • LA PAZ • SANTA CRUZ DE LA SIERRA • TORONTO • SANTIAGO • BOGOTÁ • QUITO • MADRID • CHICAGO • LOS ANGELES • NEW YORK • SAN FRANCISCO • PARIS • GRAND CAYMAN • AMSTERDAM • ROTTERDAM • LONDRES • TEHRAN • MILAN • ROME • TOKYO • MEXICO • LAGOS • PANAMA • COLON • ASUNCION • PUERTO RICO • STROUSSNER • LIMA • LISBONNE • STOCKHOLM • GENEVE • MONTEVIDEO • WASHINGTON

**BANCO DO BRASIL**  
AMP Centre, 50 Bridge Street, 25th Floor, Sydney - NSW - 2001.

CHIFFRES



# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## acton

EMPRUNT JUN 1977  
**taux variable**  
durée : 7 ans  
prix d'émission : 99%  
soit 990 F par obligation de 1 000 F.

Les modalités détaillées de cette émission figurent au BALO du 27 juin 1977.

**GROUPEMENT DE L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE**  
GIS

Une note d'information, portant le visa de la Commission des Opérations de Bourse n° 77-28, en date du 22 juin 1977, est tenue à la disposition du public : soit au G.I.S. 5 bis, rue de Madrid, 75008 Paris, soit dans les Etablissements chargés du placement.

### AUSSEDAT REY

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 22 juin 1977 sous la présidence de M. Jacques Caludon. Elle a approuvé toutes les résolutions proposées par le conseil.

Le président a rendu hommage à la mémoire de M. Joseph Caludon, administrateur, récemment décédé, et à l'assemblée a révisé M. François Patrice comme administrateur.

Compte tenu des pertes, elle a décidé de ne pas distribuer de dividende.

Dans son allocution, le président a souligné la confiance qu'il avait dans l'avenir de la société, malgré les deux années difficiles qu'elle a traversées. En particulier, les deux années les plus importantes ont pu améliorer très sensiblement leur production au cours des six derniers mois.

Les résultats effectivement connus permettent de penser que le premier semestre 1977 ne sera pas encore bénéficiaire, mais permettra d'obtenir un résultat brut positif avant amortissements.

### ÉPARGNE DE FRANCE

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 22 juin 1977 sous la présidence de M. Pierre Borel ; elle a approuvé les comptes de l'exercice 1976.

Après dotation d'une somme de 3 750 174 F à la réserve pour participation des porteurs de contrats, le bénéfice après impôts s'est élevé à 18 536 811,07 F et a été affecté comme suit :

- Dividendes : 2 540 160,00 F
- Réserve des plus-values : 17 010 652,73 F
- Report à nouveau : 10 437,09 F

L'assemblée générale a décidé la mise en distribution d'un dividende net de 7 F par action, auquel s'ajoutent un avoir fiscal de 3,50 F, soit un dividende global de 10,50 F.

Ce dividende sera attribué aux 362 980 actions constituant le nouveau capital social, augmenté en 1976 par suite de l'attribution gratuite d'une nouvelle action pour cinq anciennes.

Compte tenu de cette attribution gratuite, la masse totale distribuée se trouve en augmentation de 27,3 %.

Le dividende de l'exercice 1976 sera mis en paiement à partir du 30 juin 1977.

Une assemblée générale extraordinaire, qui s'est tenue à l'issue de l'assemblée générale ordinaire, a décidé de porter le capital à 20 412 000 F par incorporation d'une partie de la réserve des plus-values à long terme. Il en résulte la distribution gratuite d'une action nouvelle pour huit actions anciennes.

Ces actions seront créées avec jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 1977.

Le président a fait état des premiers résultats connus pour l'exercice 1977 et a signalé notamment que le début de l'année a été marqué par une progression des encaissements de l'ordre de 15 %.

### SOCIÉTÉ DES ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS ANDRÉ BORIE

Assemblée générale ordinaire du 24 juin 1977

Dans son allocution, M. Max Marand, président du conseil de surveillance, après avoir rendu hommage à son prédécesseur et ami, le président Charles Richon, disparu le 14 mars dernier, a souligné que le chiffre d'affaires après avoir atteint 27 millions en 1976 devrait en 1977 être de l'ordre de 140 millions. Cette estimation provisoire de l'activité ne devrait pas avoir de conséquence sur le bénéfice net de l'exercice 1977 qui, compte tenu des marchés bénéficiaires qui se clôturent, devrait être du même ordre que celui de l'exercice écoulé.

L'assemblée générale a approuvé les rapports du conseil de surveillance et du directeur et les comptes de l'exercice 1976, qui font apparaître un bénéfice de 6 872 342,50 F contre 14 844 306,84 F en 1975 (dont 7 404 014,05 F de reprise sur les provisions pour risques constituées au cours des exercices antérieurs), après affectation de 10 621 624,32 F aux amortissements d'immobilisations, contre 10 579 249,82 F en 1975 et de 1 365 238,28 F à la provision pour impôts sur les bénéfices, contre 9 023 262,00 F.

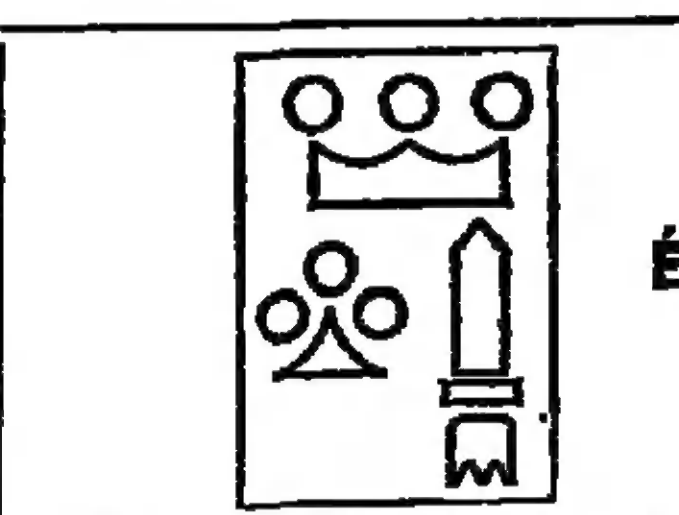
L'assemblée générale a décidé la mise en distribution à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1977 d'un dividende global de 31,95 F dont 10,65 F d'impôt déjà versé au Trésor (avoir fiscal), dividende en augmentation de 6,50 F sur celui de l'exercice précédent, ce qui est conforme aux recommandations gouvernementales relatives à la limitation de la progression des dividendes.

### BEGHIN - SAY

L'assemblée générale ordinaire de Béghin-Say, réunie le 27 juin 1977 à Paris sous la présidence de M. Jean-Marie Ferrant, a approuvé les résolutions qui lui ont été proposées et notamment les comptes et le bilan de l'exercice 1976, qui se soldent par une perte de 63 867 621 F après 111 101 558 F d'amortissements et 163 477 F de provisions pour dépréciation de titres.

Il ne sera pas distribué de dividende et la perte sera imputée sur la prime d'apport et de fusion.

Le conseil d'administration, tenu à la suite de l'assemblée générale, a sur la proposition de M. Jean-Marie Ferrant, président-directeur général, nommé M. Bernard Rautou directeur général de la société, M. Jean Bernard, demeurant vice-président, directeur général adjoint, M. René Kiffer administrateur directeur général du groupe de Kayserberg.



### ÉTABLISSEMENTS G. LEROY

À la suite de l'assemblée générale ordinaire, qui s'est tenue le 28 juin 1977, sous la présidence de M. Pierre Messé, président-directeur général, a approuvé les comptes de l'exercice 1976.

Le niveau des résultats, la perte d'exploitation s'élevait au 31 décembre 1976 à 6,83 millions de francs contre 57,23 millions de francs l'année précédente, tandis que le bénéfice net ressort à 10,79 millions de francs après incidence dans le compte de pertes et profits de la plus-value d'apport d'un montant de 21,30 millions de francs dégrugé par la création de Leroy-Gabon S.A.

Le cash-flow du groupe a été positif en 1976 de 22,70 millions de francs alors qu'il avait été négatif de 30,27 millions de francs en 1975.

Au cours de l'assemblée, le président a prononcé l'allocution suivante :

« Mesdames, messieurs, vous me permettez de résumer en quelques mots le rapport de notre conseil d'administration et de mentionner un peu sur des considérations d'ordre plus général qui conditionnent l'avenir proche et plus lointain de notre société.

L'événement le plus important de l'exercice 1976 a, sans nul doute, été le retour à des résultats bénéficiaires de notre exploitation de la production de papier, même si elle ne sont pas suffisantes pour permettre un résultat global positif au 31 décembre.

Au-delà de facteurs d'amélioration d'origine purement économique, je crois primordial de souligner que ce début de redressement est aussi la résultante d'un ensemble d'efforts soutenus, même si tant au niveau de la profession que de l'entreprise elle-même.

La profession a pris conscience des excès qui avaient été commis au plus profond de la crise et se sont mis à l'œuvre pour éviter le retour. Elle a notamment mis sur pied une politique dynamique de vente, de l'exportation dont les résultats ont contribué à rétablir l'équilibre en luttant à la fois contre le dumping et la concurrence de nos partenaires étrangers qui s'était faite particulièrement vive.

« Vous me permettez de résumer en quelques mots le rapport de notre conseil d'administration et de mentionner un peu sur des considérations d'ordre plus général qui conditionnent l'avenir proche et plus lointain de notre société.

L'événement le plus important de l'exercice 1976 a, sans nul doute, été le retour à des résultats bénéficiaires de notre exploitation de la production de papier, même si elle ne sont pas suffisantes pour permettre un résultat global positif au 31 décembre.

Au-delà de facteurs d'amélioration d'origine purement économique, je crois primordial de souligner que ce début de redressement est aussi la résultante d'un ensemble d'efforts soutenus, même si tant au niveau de la profession que de l'entreprise elle-même.

La profession a pris conscience des excès qui avaient été commis au plus profond de la crise et se sont mis à l'œuvre pour éviter le retour. Elle a notamment mis sur pied une politique dynamique de vente, de l'exportation dont les résultats ont contribué à rétablir l'équilibre en luttant à la fois contre le dumping et la concurrence de nos partenaires étrangers qui s'était faite particulièrement vive.

### legrand

croisement du chiffre d'affaires d'un mois 30 % pour l'année en cours.

Le conseil d'administration, qui a approuvé les comptes de l'exercice 1976, a constaté une certaine tendance à la modération des taux de croissance des ventes, ce qui est dû à une certaine baisse de la consommation de l'énergie électrique, qui reste une nécessité vitale.

« En ce qui concerne les recommandations gouvernementales, le dividende initial a été fixé à 21,50 F, ce qui représente un rendement de 1,17 % sur le chiffre de l'exercice 1976. Le dividende sera distribué à partir du 8 juillet 1977 contre remise du coupon n° 10.

« Dans son allocution, le président Jean Versipien a notamment déclaré :

« Notre société, 1976 a été une bonne année. Le pronostic d'une croissance de 20 % a été largement dépassé. Les résultats de l'exercice 1976, en soulignant notamment l'augmentation du volume d'activité par rapport au point de vue de 1975 et le redressement des résultats, ont permis de constater que la S.A. Financière Éternit a été une année de développement et de surveillance à l'égard des activités de la S.A. Financière Éternit, dans une brève allocation les maires ont permis de constater que le bâtiment et des travaux publics en 1977, qui vont rendre l'exercice en cours plus difficile. L'assemblée a décidé la mise en paiement d'un dividende de 8,50 F par action plus un avoir fiscal de 4,25 F à verser du 4 juillet 1977 dans les conditions habituelles, contre 8 F plus un avoir fiscal de 4 F l'année dernière.

### S. P. R. SOCIÉTÉ PEINTURE RECONSTRUCTION

L'assemblée ordinaire tenue le 21 juin 1977 sous la présidence de M. Marcel Mandel, a approuvé les comptes de l'exercice 1976 qui font apparaître un bénéfice net de 3 323 900 F, en augmentation de 11 116 sur celui de 1975, après dotation aux amortissements de 1 million 997 000 F.

Le chiffre d'affaires hors taxes s'établit à 5 482 000 F contre 4 millions 887 000 F l'exercice précédent, soit net par action de 9,82 F.

Le chiffre d'affaires hors taxes, réalisé en 1976 s'est élevé à 53 millions 948 000 F, en augmentation de 1,17 % sur le chiffre de l'exercice 1975.

L'activité des filiales a été satisfaisante.

L'entreprise DEKERPEL ayant réalisé un chiffre d'affaires, hors taxes, de 4 048 000 F pour un bénéfice net de 1 054 000 F.

L'entreprise P.M.B. ayant réalisé un chiffre d'affaires, hors taxes, de 35 138 000 F pour un bénéfice net de 819 000 F.

L'entreprise P.R.E. ayant réalisé un chiffre d'affaires, hors taxes, de 15 052 000 F pour un bénéfice net de 14 000 F.

Le compte d'exploitation consolidé des quatre sociétés du groupe S.P.R.-DEKERPEL-P.M.B. et P.R.E. dégage pour l'exercice 1976 un chiffre d'affaires hors taxes, de 177 006 000 F et un bénéfice net de 4 413 000 F.

Le dividende net a été fixé à 15 F par action, ce qui représente un rendement de 15 % sur le chiffre de l'exercice 1976.

Les perspectives pour 1977 sont favorables. Le chiffre d'affaires, hors taxes, au 30 avril s'élevait à 33 600 000 F, ce qui représente une augmentation de 15 % sur celui de 1976 à la même date. Le bilan au 30 avril fait apparaître un bénéfice net après impôt de 3,10 % du chiffre d'affaires. Le carnet de commandes représente onze mois d'activité et des études sont en cours pour d'importantes travaux à l'exportation.

### S.A. FINANCIÈRE ÉTERNIT

L'assemblée générale des actionnaires s'est tenue à Paris le 16 juin 1977. Le président du conseil d'administration, M. Jean Versipien, a souligné les résultats de l'exercice 1976, en soulignant notamment l'augmentation du volume d'activité par rapport au point de vue de 1975 et le redressement des résultats, ont permis de constater que la S.A. Financière Éternit a été une année de développement et de surveillance à l'égard des activités de la S.A. Financière Éternit, dans une brève allocation les maires ont permis de constater que le bâtiment et des travaux publics en 1977, qui vont rendre l'exercice en cours plus difficile. L'assemblée a décidé la mise en paiement d'un dividende de 8,50 F par action plus un avoir fiscal de 4,25 F à verser du 4 juillet 1977 dans les conditions habituelles, contre 8 F plus un avoir fiscal de 4 F l'année dernière.

### De Dietrich

L'assemblée ordinaire du 16 juin a approuvé les comptes et le bilan de l'exercice 1976, ainsi que la répartition des bénéfices. La mise en paiement du dividende effective depuis le 23 juin pour un montant de 18,96 (avoir fiscal 6,48) contre présentation du coupon n° 28.

Pour l'ensemble de la société, le chiffre d'affaires hors taxes a atteint 945 165 000 F, en progression de 37 % par rapport à celui de 1975.

En 1976 45 000 000 de F ont été investis, ce qui porte à un total de 150 000 000 de F les investissements corporels réalisés au cours des quatre dernières années. Ceux-ci ont largement contribué à la progression des activités.

Après dotation aux amortissements d'une somme de 31 000 000 de F contre 26 000 000 de F en 1975 et constitution de diverses provisions, le bénéfice net du groupe ressort à 19 800 000 de F en 1976 contre 14 000 000 de F en 1975.

Le montant des exportations totalise 102 623 000 F contre 161 200 000 F en 1975.

Le président, M. Gilbert de Dietrich, a prononcé l'allocution suivante :

« Mesdames, Messieurs, l'année dernière a été une année de travail intense, nous avons obtenu de nombreux succès, nous avons réalisé de nombreux progrès, nous avons atteint de nombreux objectifs, nous avons répondu à une étape de consolidation de notre chiffre d'affaires. Je vous rappelle toutefois que ce dernier a doublé au cours des trois dernières années.

A fin mai, notre chiffre d'affaires totalise 418 000 000 F, en progression de 4 % par rapport à 1975.

Le chiffre d'affaires des divisions de biens de consommation durables est satisfaisant ; cependant, nous ressentons depuis quelques semaines un tassement de la demande.

Compte tenu des commandes en carnet, la division ferroviaire et mécanique devrait cette année encore assurer une activité normale à l'usine de Reichshoffen.

Nous pouvons faire état de perspectives encourageantes pour notre division Équipements chimiques, dont le carnet de commandes est à nouveau en progression avec une part de 70 % destinée à notre clientèle étrangère.

Notre implantation aux États-Unis a été bien accueillie par notre clientèle américaine. Les investissements prévus afin d'affirmer notre présence sur ce marché sont en cours de réalisation.

Votre société poursuit, par ailleurs, son important programme d'investissement, dont le montant retenu pour cette année a été fixé à 45 000 000 F.

En application de la loi de finances de 1977, nous procéderons d'ici à la fin de l'année à la réévaluation de nos actifs non amortissables, donnant ainsi une image plus conforme à la réalité de la valeur de ces derniers.

Sous réserve que se confirme une reprise de la Bourse, il me paraît raisonnable d'espérer un redressement du cours de nos actions. Cela devrait alors retrouver un niveau plus en rapport avec le patrimoine et les résultats de notre société.

Je résume, pour ma part, résumant confiant dans l'avenir de notre groupe :

### TISSMETAL LIONEL-DUPONT

L'assemblée générale ordinaire, tenue à Lyon le 24 juin sous la présidence de M. Henry Lionel-Dupont, après avoir rendu son dernier hommage à la mémoire de son président d'honneur, fondateur, M. A. Lionel-Dupont, décédé le 30 avril dernier, a approuvé les comptes de l'exercice 1976, qui se soldent par un bénéfice net de 2 480 000 F contre 2 569 000 F en 1975.

Le dividende de 5,20 F par action, qui sera mis en paiement le 21 septembre 1977, donne, y compris l'avoir fiscal, un revenu global de 7,80 F contre 7,50 F en 1976.

Dans son allocution, le président rappelle que l'exercice 1976 a été handicapé par une importante réduction conjoncturelle d'activité dans le département Fribis et par une grève de près de deux mois dans le département Tissage métallique, ce qui fut partiellement compensé, sur le plan des résultats, par la progression du département Maunerie, dont le maintien du résultat net ayant été, en outre, assuré par une plus-value nette sur cession de l'actif immobilier de 2 156 000 F.

Il indique que le chiffre d'affaires de la société pour le mois de 1977 s'établit à 64 601 000 F, en augmentation de 17,3 %, ce qui provoque une nette amélioration des résultats de cette période. Le carnet de commandes à fin mai se monte à 78 669 000 F, ce qui permet d'espérer une activité globalement normale pour les prochains mois tout en notant la faible baisse des commandes de certains secteurs de marché.

(Publié par)

### PAPOUA NOUVELLE GUINÉE

Appel d'Offres P. et T. 75

Comité de Sélection des Offres Postes et Télécommunications

Pour la fourniture et la livraison de téléphones internes et de standards privés manuels (P.M.E.X.) pour la période nominale allant du 1<sup>er</sup> janvier 1978 au 31 décembre 1980. L'offre ci-dessus se termine en septembre 1977 ; les personnes intéressées sont priées d'obtenir des exemplaires de la description générale de l'offre ou un jeu complet du dossier d'appel d'offres (qui précisera la date exacte de clôture) en écrivant (ou en télégramme) à :

The Chairman, Postal and Telecommunications Tender Board, Department of Public Utilities, P.O. Box 171, Port Moresby, Papua New Guinea

ou à :

Messrs. Freese, Cardew & Rider, Consulting Engineers, Paston House, 165-167 Preston Road, Brighton, East Sussex BN1 6AP Royaume-Uni.

(Publié par)

### PAPOUA NOUVELLE GUINÉE

Appel d'Offres P. et T. 72

Comité de Sélection des Offres Postes et Télécommunications

Fourniture et livraison de téléphones pour la période nominale du 1<sup>er</sup> janvier 1978 au 31 décembre 1980. La quantité requise est d'environ 6 000 téléphones par an. L'offre ci-dessus se termine en septembre 1977 ; les personnes intéressées sont priées de se procurer des exemplaires de la description générale de l'offre et un jeu complet du dossier d'appel d'offres (qui précisera la date de clôture) en écrivant (ou en télégramme) à :

The Chairman, Postal and Telecommunications Tender Board, Department of Public Utilities, P.O. Box 171, Port Moresby, Papua New Guinea

ou à :

Messrs. Freese, Cardew & Rider, Consulting Engineers, Paston House, 165-167 Preston Road, Brighton, East Sussex BN1 6AP Royaume-Uni.

(Publié par)

### PAPOUA NOUVELLE GUINÉE

Appel d'Offres P. et T. 76

Comité de Sélection des Offres Postes et Télécommunications

Pour la fourniture et la livraison de cinq téléphones pour la période nominale allant du 1<sup>er</sup> janvier 1978 au 31 décembre 1980. L'offre ci-dessus se termine en septembre 1977 ; les personnes intéressées sont priées de se procurer des exemplaires de la description générale de l'offre et un jeu complet du dossier d'appel d'offres (qui précisera la date de clôture) en écrivant (ou en télégramme) à :

The Chairman, Postal and Telecommunications Tender Board, Department of Public Utilities, P.O. Box 171, Port Moresby, Papua New Guinea

ou à :

Messrs. Freese, Cardew & Rider, Consulting Engineers, Paston House, 165-167 Preston Road, Brighton, East Sussex BN1 6AP Royaume-Uni.

### CROUZET

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 22 juin 1977 sous la présidence de M. Julien-Darvin. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1976 se soldant par un bénéfice de 9 344 800 F contre 6 482 000 F en 1975.

Un dividende net de 2,43 F assorti d'un avoir fiscal de 1,225 F, soit un revenu global de 3,655 F contre 3 207 225 F en 1975, sera mis en paiement le 15 juillet 1977.

Dans son allocution, le président a fait le point :

- sur les résultats 1976 : augmentation de 32,8 % des ventes d'automatismes qui ont atteint 241 286 000 F contre 182 020 000 F en 1975 et 215 883 000 F en 1974 ;
- progression de 40,5 % des ventes à l'exportation qui représentent près de 30 % du chiffre d'affaires de la société ;
- Croissance des résultats du groupe, le bénéfice consolidé passant de 3,9 millions de francs en 1975 à 12,2 millions de francs en 1976 (12,2 millions de francs en 1974) ;
- ainsi que sur les perspectives de 1977 :

« Evolution des ventes et la poursuite de la commande de permis de construire d'enregistrement une augmentation de 14 % des ventes, soit un chiffre d'affaires consolidé hors taxes de 447 millions de francs pour Crouzet en France et de 724 millions de francs pour le groupe, ceci permettrait d'envisager une amélioration des résultats pour l'exercice en cours.

### du tiers monde

LA SEULE REVUE INTERNATIONALE CONSACRÉE À LA LIBÉRATION ÉCONOMIQUE DU TIERS MONDE

Au sommaire du numéro 18, en vente dans tous les kiosques :

- Arabie Saoudite : La peau de chagrin du Plan
- Maroc : Du bruit pour rien
- Énergie solaire, une option pour l'avenir
- P.N.U.D. : C'est les fonds qui manquent le plus
- Zaïre : L'enjeu du cuivre
- Sahel : Le nouvel élevage
- Mozambique : Une ambition réaliste
- Les dorissaires remèdes du F.M.I.
- Inde : La crise est toujours là
- Argentine : Vers la maîtrise nucléaire
- Sucre amer
- L'esclavage des Noirs
- Et diverses autres rubriques.

Abonnements : Société d'Éditions Africaines, 9, rue d'Aboukir, 75002 Paris.

مكتبة الأمل







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. EUROPE
- ALLEMAGNE FÉDÉRALE : le spectre du « front populaire » hante les chrétiens démocrates.
3. PROCHE-ORIENT
4. AFRIQUE
4. ASIE
- CORÉE DU SUD : Séoul proteste contre l'audition de l'ancien directeur de ses services de renseignements par une commission du Congrès américain.
- 5-7. POLITIQUE
- Les travaux de l'Assemblée nationale.
8. ÉQUIPEMENT
- La contestation antiaérienne.
9. D'UNE RÉGION À L'AUTRE
- LES GRANDS TRAVAUX DANS LA CRISE : Antifer et la cale de Brest.
- 9-10. SPORTS
- CYCLISME : le 64<sup>e</sup> Tour de France part vendredi de Fleurance (Gers).
9. JUSTICE
10. SCIENCES
- 380 postes de chercheurs seraient créés en 1978.
10. ÉDUCATION
10. DÉFENSE
- Le projet de budget militaire pour 1978.
10. MÉDECINE
- M. Loret-Jacob est réélu président de l'ordre national des médecins.

### LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

Pages 12 à 18

ARTS : Entretien avec le peintre Robert Motherwell ; Portrait d'Andy Warhol ; A propos de deux photographes américains, Paul Strand et Alfred Stieglitz ; CINÉMA : Pauline Kael, critique au « New Yorker » ; MUSIQUE : Schubert à la Grange de Méslay.

25-27. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

- IMPRIMERIE : des difficultés de la Mégrographie et de Lang à l'ouverture d'une négociation globale.
- ÉNERGIE : un nouveau statut devrait accroître l'efficacité de l'Agence pour les économies.

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (18)  
Annonces classées (20 à 24) : Aujourd'hui (19) ; Carnet (19) ; « Journal officiel » (19) ; Météo-rogatoire (19) ; Météo croisée (19) ; Bourse (29).

du 1<sup>er</sup> au 13 Juillet

## sol des d'été

NICOLL

la tradition anglaise du vêtement

29 RUE TRONCHET PARIS 8

## PASSANT OUTRE À L'ULTIME AVERTISSEMENT DE PAUL VI

### Mgr Lefebvre a ordonné quatorze prêtres au séminaire traditionaliste d'Écône

De notre envoyé spécial

Écône. — Mgr Marcel Lefebvre a ordonné quatorze prêtres et vingt-deux sous-diacres ce mercredi 29 juin, à Écône (Valais), devant cinq mille personnes.

Dans son sermon, qui a duré une quinzaine de minutes, Mgr Lefebvre, qui parlait sur un ton ferme mais modéré, a notamment déclaré : « On nous demande si nous allons vraiment ordonner ces jeunes gens prêtres et sous-diacres. Nous pouvons répondre en toute conscience devant l'Eglise entière : oui. » Mgr Lefebvre a ajouté : « Nous sommes obligés de constater que, depuis quinze à vingt ans, les plus hautes instances de l'Eglise nous détournent de la vraie foi. »

Parmi les quatorze séminaristes, il y avait un Suisse, un Anglais, un Américain, un Australien et dix Français. Rappelons que Mgr Lefebvre est suspendu à divinis et qu'il n'a donc pas le droit d'ordonner des prêtres. Il risque l'excommunication. Paul VI évoquait, le 24 juin, le caractère « irréparable » de son insubordination.

### Rome dans l'attente d'une sanction solennelle

De notre correspondant

Cité du Vatican. — Une extrême réserve est observée dans l'entourage du pape à propos de la sanction qui pourrait être prise contre Mgr Lefebvre. Le désir d'éviter les tensions n'explique pas tout : jusqu'à ces derniers jours on s'est beaucoup interrogé sur l'opportunité et les modalités d'une excommunication, compte tenu notamment du flou juridique actuel provoqué par la réforme du droit canon. Faut-il excommunier cette vieille peine et, dans l'affirmative, selon quelle procédure ? Certains canonistes estiment, par exemple, qu'un procès — ou une nouvelle audition de l'intéressé — s'impose, et donc que la sanction ne peut être immédiate.

Si le Saint-Siège n'avait pas le souci d'être très clair aux yeux de l'opinion catholique, la question ne se poserait guère puisqu'il s'agit d'un prêtre qui a été révoqué de son poste et qui a été exclu de l'Eglise, et il suffit de le constater.

Dans un commentaire diffusé le mardi 28 juin, le Vatican fait explicitement ce constat en soulignant que le pape a prononcé vingt-cinq fois le mot « fidélité ».

dans ses deux discours de lundi au consistoire. Mgr Lefebvre, a dit le commentateur, par sa désobéissance obstinée, se pose de lui-même en dehors de la communion ecclésiale.

Certains spécialistes du Vatican pensent que, après les ordinations d'Écône, le Saint-Siège se contentera de réduire la même chose, mais de manière plus solennelle et en en précisant les conséquences. — R. S.

## M. D'ORNANO INAUGURE LES NOUVELLES INSTALLATIONS DU PALAIS DE TOKYO

M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, a inauguré, mardi 28 juin, les nouvelles installations de l'ancien Musée national d'art moderne, de nouveau appelé Palais de Tokyo, avenue du Président-Wilson, qui avait été fermé depuis le transfert de ses collections au Centre Georges-Pompidou à Beaubourg.

Les peintures et sculptures restées sur place, qui font le lien entre l'impressionnisme du Jeu de Paume et l'art moderne, ont été installées sur deux étages du musée. Elles comprennent les peintures néo-impressionnistes, celles de l'école de Pont-Aven, les Nabis, avec Bonnard, Vuillard, Denis, Vallotton, Maillol, les symbolistes avec Redon.

Les grandes donations qui n'ont pas été transférées à Beaubourg ont été placées dans des salles permanentes : Braque, Laurens, Picasso, Chagall (une seule toile), Rouault, Dunoyer de Segonzac.

M. d'Ornano a d'autre part annoncé que l'Ecole du Louvre va quitter celui-ci pour s'établir avenue du Président-Wilson.

La cantatrice autrichienne Christa Ludwig, souffrante, est remplacée pour les deux prochaines représentations du *Cherubino* à la rose, à l'Opéra de Paris, ce mercredi 29 juin et samedi 2 juillet, par sa compatriote Helga Dernesch.

## ANCIEN COMMISSAIRE GÉNÉRAL A LA PRODUCTIVITÉ

### Gabriel Ardant est mort

M. Gabriel Ardant, inspecteur des finances, ancien commissaire général à la productivité, vient de mourir, à Paris, à l'âge de soixante et onze ans.

Un militant de la lutte contre le sous-développement vient de mourir : Gabriel Ardant. Celui qui consacra une bonne partie de sa vie et, au début, en novembre, à chercher les moyens de mieux aider le tiers-monde, avait commencé sa carrière comme inspecteur des finances dans divers cabinets ministériels avant guerre avant de devenir en 1945 conseiller technique au cabinet du président du gouvernement provisoire, puis secrétaire général du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics. En 1953, il fut nommé commissaire général à la productivité, fonction qu'il exerça jusqu'en 1958.

Gabriel Ardant laisse une œuvre importante marquée d'abord par sa longue amitié avec M. Mendès France (il écrit deux livres avec lui : en 1954, *La Science économique et l'Action*, et, en 1973, *Science économique et lucidité politique*). La mise des peuples en développement lui inspira deux ouvrages : *Le Monde en liche* (1960) et *Plan de lutte contre la faim* (1964), qui ont eu un profond retentissement, notamment en Afrique.

Des études plus techniques consacrées à l'impôt : *Théorie sociologique de l'impôt* (thèse en 1955) et *Histoire de l'impôt* (couronné par l'Académie française en 1975) manifestent aussi son goût pour l'innovation et le conduisent à étudier la *Révolution suédoise*, son dernier livre. Il avait en chantier un ouvrage sur le thème *Révois et Révolution*. Officier de la Légion d'honneur, travailleur infatigable, aimant la philosophie autant que l'alpinisme, Gabriel Ardant, qui avait écrit plusieurs articles pour notre journal, laissera le souvenir d'un homme pour qui l'intelligence ne peut vraiment se déployer qu'au service d'une grande cause. — P. D.

## Les prix de la critique

### « LE ROI SE MEURT » DE IONESCO MEILLEUR SPECTACLE PARISIEN

Le Syndicat professionnel de la critique dramatique et musicale a décerné ses prix annuels.

● Prix du meilleur spectacle présenté à Paris et dans la région parisienne : *Le Roi se meurt* d'Eugène Ionesco dans la mise en scène de Jorge Lavelli à l'Odéon. (Le spectacle a également reçu le prix Dominique).

● Meilleure création française : *Les Dames du jeudi*, de Loleh Belion, au Studio des Champs-Élysées.

● Meilleure comédienne : Alain Olivier, que l'on a pu voir cette saison dans *Hygiène Érotique*, de Vinasver, et la reprise de *Trappes à domicile*, de Kriets.

● Meilleure comédienne : Danielle Lebrun pour *Madame de Sade*, au Petit-Crasy.

● Meilleur spectacle musical : *Einstein on the beach*, de Bob Wilson et Phil Glass, présenté par le Festival d'Avignon et le Festival d'automne.

● Meilleur spectacle étranger : *Les Esclaves*, par la Schaubühne de Berlin, dans la mise en scène de Peter Stein, également présenté par le Festival d'automne.

● Prix de la révélation : Jean-Claude Fall pour sa mise en scène de *Schöpfung*, à Aubervilliers.

● Meilleur spectacle présenté en province : *Palazzo mentale*, par le Centre dramatique des Alpes, dans la mise en scène de Georges Lavautant. Le jury attribue une mention spéciale au Centre dramatique des Alpes pour l'ensemble de son travail et sa production d'été.

Les deux spectacles seront donnés à Nanterre, invités par le Festival d'automne.

## LE DOLLAR AU-DESSOUS DE 4,93 FRANCS

Le décalage du dollar, annoncé en début de semaine, s'est accentué mercredi sur tous les marchés des changes. A Paris, le cours de la monnaie américaine a glissé au-dessous de 4,93 F pour la première fois depuis la fin septembre 1976, tandis que le franc se maintenait par rapport aux monnaies fortes, les suivant dans leur montée.

## SOLDES D'ÉTÉ

PRIX ULTRA LÉGERS

MEN SPORT L'HABILLEUR DE L'HOMME

16, rue de Sévres 75008 Paris

Le numéro du « Monde » daté 29 juin 1977 a été tiré à 539 826 exemplaires.

## APRÈS LA DÉCISION DE LA COUR DE CASSATION

### Le dossier des pétroliers vient devant la cour d'appel d'Aix

« Où l'on repartie des ententes illicites entre les grandes compagnies pétrolières et de la mesure qu'il convient de donner à leur dénonciation devant la justice. Dans le très volumineux dossier ouvert il y a six ans, ce pourrait être le titre — à la Jules Verne — du chapitre soumis ce 29 juin à l'examen de la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence. Celle-ci, après l'annulation de son précédent arrêt par la Cour de cassation, va devoir se prononcer une nouvelle fois sur la compétence du juge d'instruction de Marseille, à propos de la constitution de la partie civile de la ville d'Amiens et sur la recevabilité de cette dernière. Celles-ci ont été soumises à la Cour de cassation le 28 mars 1977. En fait, par sa décision, la cour pourra déterminer sur le plan judiciaire la dimension d'un dossier qui avait au début un caractère régional, mais qui a pris désormais, par son retentissement et ses diverses implications, une importance nationale.

Tout a commencé le 2 juillet 1971 lorsque le tribunal de Marseille a été saisi d'une plainte déposée par M. Roger Bodourian, un petit distributeur de pétrole de la région du sud-est. Il déclarait avoir été contraint à la faillite du fait des ententes illicites organisées entre les grandes compagnies pétrolières installées en France. L'événement était passé presque inaperçu. Mais, un an et demi plus tard, la commission technique des ententes et des positions dominantes présentait un rapport accusant les sociétés pétrolières de s'être frauduleusement partagé le marché français. La commission déclarait, en février 1973, que ces sociétés devaient rétablir la concurrence sur le marché, et M. Valéry Giscard d'Estaing — alors ministre de l'économie et des finances — approuvait cet avis et le faisait savoir aux groupements professionnels pétroliers. La crise du pétrole après la guerre d'octobre au Proche-Orient devait aggraver la dénonciation de ces irrégularités. D'autre part, à l'étranger, aux États-Unis, au Japon, en Italie, les compagnies pétrolières étaient au même moment accusées de profits et de pratiques illicites. En Allemagne fédérale, deux sociétés allaient être poursuivies pour avoir pénalisé des revendeurs indépendants : un cas tout à fait similaire à celui dont M. Bodourian se disait victime.

Le 8 février 1974, le parquet de Marseille requerrait l'inculpation de quarante-trois personnes, dont les présidents-directeurs généraux des grandes sociétés. Plusieurs municipalités du Sud-Est, dont celle de Marseille, se joignaient à la procédure en portant plainte contre leurs fournisseurs. Le 8 novembre, l'Assemblée nationale rendait public le rapport de la commission d'enquête parlementaire créée sur proposition du parti communiste. Ce rapport et la procédure engagée devant le tribunal de Marseille devaient provoquer de multiples remous et incidents. Le parti d'opposition, et notamment le parti communiste, ont reproché au gouvernement d'avoir voulu « étouffer » l'affaire. On devait même faire état de « pressions » exercées sur les magistrats chargés du dossier. Ce fut particulièrement le cas lors de l'affaire Ceccaldi, quand M. Gaston Defferre, maire de Marseille, dénonça la « mutation » — sans suite — à l'élection de M. Etienne Ceccaldi, substitut du procureur de la République à Marseille. Il faut remarquer d'autre part que la constitution du dossier a été parfois suspendue ou mise en sommeil, et qu'au mois de mai 1974, dans un nouveau réquisitoire, le ministère public montrait nettement plus modéré. Aujourd'hui, quarante-quatre personnes ont été inculpées par M. Elie Roques, doyen des juges d'instruction (1). M. Ceccaldi, quatorze présidents-directeurs généraux ou dirigeants nationaux des grandes compagnies, cinq chefs supérieurs des organismes professionnels pétroliers et vingt-cinq dirigeants régionaux des sociétés. L'instruction sur le fond

est maintenant pratiquement terminée. Mais le procès des « pétroliers » n'est pas près d'avoir lieu. Restent les péripéties de la procédure. Celles-ci ont pour principal objet la constitution de la partie civile de la municipalité d'Amiens, qui — après les dépôts de plainte des villes de Marseille, Arles, Martignes et Berre-l'Étang — estimait avoir été victime des mêmes agissements que ceux relevés dans la région marseillaise.

Le 15 juillet 1973, le juge d'instruction se déclarait incompétent, territorialement, pour connaître des faits dénoncés à Amiens, mais il faisait observer dans cette ordonnance que ces faits étaient identiques à ceux concernant la ville de Marseille et qu'il s'agissait des mêmes sociétés. Vraisemblablement à cause de ces observations et sur les recommandations de la chancellerie, le parquet devait faire appel de cette décision, et la chambre d'accusation, le 18 février 1976, semblait se ranger à l'avis du ministère public en déclarant qu'il était inutile de s'expliquer sur les liens existant entre les faits dénoncés à Amiens et ceux qui faisaient l'objet de l'information menée à Marseille. Cependant, la Cour de cassation, contestant en partie cette argumentation, a, le 24 mars dernier, annulé cet arrêt et renvoyé le dossier devant la même cour, autrement composée.

A travers ce débat de procédure, c'est l'étendue même de l'ensemble de l'affaire qui est en cause. Le ministère public semble vouloir réduire le procès des pétroliers à une dimension régionale et ne souhaite apparemment pas que des plaintes en provenance des quatre coins de la France soient jointes au présent dossier. Car on n'ignore pas que si la constitution de partie civile de la ville d'Amiens est acceptée, celle d'autres villes (Le Havre, Nîmes et une ville de l'Est notamment) interviendront alors.

FRANCIS CORNU.

(1) Nommé au début de l'année conseiller à la cour d'appel de Montpellier, M. Loques a transmis le dossier à M. Louis de Gardia. C'est celui-ci qui a procédé récemment à la dernière inculpation, celle de M. René Granier de Lillac, ancien dirigeant de la Compagnie française de raffinage. (« Le Monde » du 8 avril.)

## Le conflit du Parisien libéré.

Après la phase des discussions exploratoires dont nous nous sommes fait l'écho (*Le Monde* du 25-26 juin), la véritable négociation sur le conflit du *Parisien libéré* doit s'engager ce mercredi 29 juin entre M. Claude Bellanger, président-directeur général du quotidien, et les représentants du syndicat du Livre C.G.T.

L'optimisme qui régnait au début de la semaine sur l'issue de cette négociation est aujourd'hui tempéré par les informations qui filtrent de l'hôtel Maitland : le gouvernement aurait décidé, dit-on, de faire appel — pour des raisons de principe — du jugement du tribunal administratif de Paris, prononcé le 7 juin, annulant la décision d'autoriser le licenciement de deux cent trente-trois ouvriers du journal en 1975.

## soldes BERTEIL

PARIS-DEAUVILLE

Hommes et Femmes

Tweed, cashmere, flanelle, lambswool.

Aquascutum - Austin Reed.

3, place St-Augustin, 75008 Paris, 265.28.52 de 10 heures à 18 heures 30.

LE CHAPÉLIER DE PARIS

## IDME

Établissement secondaire privé SECONDE A TERMINALE

### RÉSULTATS BAC

MOYENNE 1974-75-76  
A : 78 % B : 84 %  
C : 83 % D : 77 %

79, rue Chardon-Lagache 75016 PARIS  
Tél. : 620-61-12 et 285-45-34

Accès cité Paris - Saint-Clément - Versailles (Bus - Métro - S.N.C.F.)

JOURS DE VACANCES : 30 AOÛT

مكتبة الامير